

**Journalisme environnemental et conscience écologique des médias en
Belgique francophone : entre tensions et convergences**

Mémoire présenté par Fonta Lola
en vue de l'obtention du grade de
Master Journalisme, à finalité spécialisée
en investigation multimédia

Promoteur : David Leloup

Mes remerciements les plus sincères,

À mon promoteur, Monsieur David Leloup, pour son aide précieuse et ses conseils avisés,

À ma mère, pour son soutien inconditionnel et sa confiance,

À mon père, pour tout ce qu'il me laisse,

À mes amis de promotion pour leurs encouragements, et en particulier Thomas, Simon et Laurent pour leur patience,

À Sara, Tess et Clara, sans qui je ne serais sans doute pas arrivée au bout,

À l'ensemble de mes interlocuteurs et interlocutrices pour leur disponibilité et pour les échanges passionnants,

Au Centre d'Archives Etopia pour leur accueil chaleureux et leur aide,

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

CHAPITRE 1 : ESSOR DU JOURNALISME ENVIRONNEMENTAL DANS LE MONDE OCCIDENTAL (ÉTATS-UNIS, EUROPE : France, Belgique)9

1. Les racines du journalisme environnemental : textes religieux, écrits scientifiques, <i>outdoor writing</i> et <i>nature writing</i>	9
2. La politisation des enjeux environnementaux.	16
3. L'avènement d'une presse spécialisée et écologiste.	20

CHAPITRE 2 : L'INSTITUTIONNALISATION DE L'ENVIRONNEMENT COMME SPÉCIALITÉ JOURNALISTIQUE25

2.1. La reconfiguration des pratiques médiatiques : à la recherche d'une professionnalisation. .	25
2.2. L'avènement du « développement durable ».	40
2.3. Une repolitisation des enjeux environnementaux ?	43

CHAPITRE 3 : LE RENOUVELLEMENT DES PRATIQUES ÉDITORIALES.....56

3.1 Le journalisme constructif : terrain d'exploration des solutions à la crise climatique.	56
3.2. Le journalisme d'engagement et citoyen : accompagner la lutte contre l'effondrement de la biosphère.	62
3.3 La mise en réseaux.	66

CHAPITRE 4 : CONTRAINTES ET DÉFIS RENCONTRÉS PAR LES JOURNALISTES ENVIRONNEMENTAUX AU SEIN DE LEUR RÉDACTION 85

4.1 La crise écologique : angle mort du cadre d'interprétation des sujets d'actualité.	88
---	----

4.2. Veiller à ne pas faire fuir l'audience : consensualiser les thématiques écologiques.	92
4.3. Une question écologique en conflit avec les normes journalistiques ?	98
4.4. Se former : appréhender la complexité des crises écologiques.	104
4.5. Publicités et journalisme environnemental : une dissonance cognitive	106
4.6. Sauver la planète et le journalisme : la perspective d'un journalisme « soutenable ».	108
CONCLUSION	111
BIBLIOGRAPHIE.	113
ANNEXES	125

INTRODUCTION

En septembre 2022, la sortie, en France, de la « Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique » a remis au centre du débat le rôle des médias face à la crise climatique et leur insuffisance à faire advenir cette préoccupation au devant de la scène médiatique. La proposition du collectif de journalistes auteur paraît simple : tout comme la profession s'est dotée de chartes pour fixer ses règles de déontologie, elle doit aussi pouvoir s'appuyer sur des principes clés pour traiter la crise écologique de la manière la plus juste et la plus exigeante possible. À sa publication, le texte crée un élan au sein de la profession : plus d'une centaine de médias et plus de 2 000 journalistes la signent. Dans la foulée, elle suscite des engagements éditoriaux de la part de plusieurs médias français : certains créent leur propre charte, d'autres créent de nouvelles émissions. La ferveur semble avoir du mal à franchir la frontière belge : seuls deux médias et quinze journalistes y apposent leur signature.

De ce constat est née la volonté d'interroger cette timidité, et au-delà de la charte française, d'explorer la façon dont les rédactions, en Belgique francophone, s'emparent des questions climatiques. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) rappelle à ce titre le rôle crucial des médias « pour cadrer et transmettre les informations sur le changement climatique ». L'objectif final de ce mémoire est de « cartographier » ces transformations, mais aussi de comprendre à quels obstacles les journalistes et les rédactions sont confrontés lorsqu'il s'agit de traiter de sujets environnementaux, et plus particulièrement qui ont trait à la crise climatique. Nous supposons que les pratiques évoluent afin de mieux intégrer l'enjeu climatique, mais que ces évolutions se maintiennent à la marge, en raison d'un enchevêtrement complexe de facteurs tels que les pressions exercées par les entreprises médiatiques, les normes encadrant la profession ou la particularité de la question écologique. Plus largement, il est également question de comprendre en quoi le traitement des crises écologiques pose des questions existentielles, déontologiques et morales à la profession.

Dans cette optique, le choix de la méthodologie s'est porté sur la conduite d'entretiens semi-directifs avec des journalistes belges francophones spécialisés dans l'environnement (cf. Annexe 1). Ces derniers sont les plus à même, par leur expertise dans le domaine et leur expérience de témoigner des évolutions de leur rédaction sur cette question et des difficultés qu'ils rencontrent. Les professionnels interrogés ont à la fois été sélectionnés vis-à-vis de leur ancienneté, de leur positionnement vis-à-vis de la « Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique », et de leur implication dans certains projets visant à améliorer la couverture de la crise climatique au

sein de leur média (cf. Annexe 2). Si le cœur de la recherche s'intéresse aux situations vécues par les journalistes environnementaux, il apparaît pertinent d'interroger également les rédacteurs et les rédactrices en chef en raison de leur position hiérarchique et de leur pouvoir décisionnaire vis-à-vis du traitement de l'information. L'ensemble des rédacteurs et rédactrices en chef des médias ciblés ont été sollicités. Seulement quelques-uns ont répondu et figurent dans ce mémoire. L'absence de ces interlocuteurs a pu être complétée par quelques déclarations faites dans la presse par ces derniers.

Les entretiens ont été soumis à l'analyse de plusieurs théories permettant d'éclairer les tensions entre les journalistes et leurs entreprises médiatiques. Parmi elles, les théories de l'*agenda setting*, du *gatekeeping* et la notion de *framing*, s'avèrent particulièrement importantes pour comprendre les principes qui régissent la sélection des informations et les multiples cadres qui s'imposent aux journalistes, et qui rentrent souvent en contradiction avec la complexité des crises écologiques. Les notions de public et d'audience sont également convoquées, dans la mesure où elles influencent la sélection de l'information. Enfin, une analyse des normes journalistiques comme l'objectivité, la neutralité, l'impartialité s'avère nécessaire pour interroger les contradictions qui peuvent exister entre les pratiques journalistiques traditionnelles et le traitement du sujet environnemental.

Plus largement, il était également indispensable d'éclairer les flux et les reflux de la question écologique dans l'espace médiatique à travers une analyse historique. De même nous reviendrons sur la genèse du journalisme environnemental et son installation comme spécialité journalistique afin de caractériser ce qui définit le journalisme environnemental, mais aussi de mettre en lumière les imaginaires et les pratiques qui imprègnent la profession.

Ainsi, le présent mémoire est divisé en quatre parties. Les deux premiers chapitres ont pour but de retracer l'histoire du journalisme environnemental aux États-Unis et en Europe, et plus particulièrement en Belgique francophone et en France, de ses racines dans les combats pour la protection de la nature au XIX^{ème} siècle jusqu'à son institutionnalisation dans l'espace médiatique. Le troisième chapitre se présente comme un panorama en Europe, en Belgique francophone et en France, des récentes initiatives et réflexions portées par la profession afin de mieux intégrer les questions environnementales. Enfin, le quatrième chapitre propose d'explorer les raisons de l'incapacité des médias à appréhender les questions climatiques dans leur complexité et à la hauteur de l'urgence, à la lumière des témoignages de journalistes belges francophones spécialisés dans l'environnement.

CHAPITRE 1 : ESSOR DU JOURNALISME ENVIRONNEMENTAL DANS LE MONDE OCCIDENTAL (ÉTATS-UNIS, EUROPE : France, Belgique)

Le journalisme environnemental prend véritablement de l'ampleur lors des années 1960, se construisant en parallèle de l'avènement de combats écologistes, et s'institutionnalise dans la profession journalistique à partir des années 1990. Mark Neuzil, dans le cadre de son ouvrage *The Environment and the press : From Adventure Writing to Advocacy* (2008), en donne une définition assez concise : «Environmental journalism is defined as the gathering, writing, editing, and distribution of information about the interaction of people and the natural world, and issues related to that interaction.»¹

Il en ressort que le périmètre d'action du journalisme environnemental a trait à de nombreux domaines. Comme le détaille Gabi Mocatta, professeure et chercheuse en communication environnementale à l'Université de Deakin et de Tasmanie, cette spécialité journalistique est un genre complexe avec de multiples facettes :

« It draws on politics, science, business, development, and activism. It requires understanding both of historical perspectives and the latest research. It is both in the broadest sense global and intensely local. It calls for understanding both of risk and risk perception. And it may also be conducted in a landscape where the powerful would rather that some environmental stories not be told.»²

L'élargissement des sujets portés sous la coupe du journalisme environnemental a évolué en même temps que l'environnement s'est construit, petit à petit, comme une préoccupation systémique et politique. D'abord focalisé sur la protection de la nature, le journalisme environnemental couvre aujourd'hui « un large éventail de phénomènes socio-politiques, techniques et naturels »³.

1. Les racines du journalisme environnemental : textes religieux, écrits scientifiques, *outdoor writing* et *nature writing*

Dans *The Environment and the press*, Mark Neuzil retrace les origines du journalisme environnemental contemporain. Il détaille quatre courants principaux ayant influencé le journalisme environnemental aux États-Unis : les anciens textes religieux, les écrits scientifiques, l'*outdoor writing*, et le *nature writing*.

¹Mark Neuzil, *The Environment and the press : From Adventure Writing to Advocacy*, Northwestern University Press, Édition du Kindle, 2008, p.157.

² Gabi Mocatta, *Environmental Journalism*, The Open Professional School SE, coll.« Areas of Journalism », 2015, p.13.

³ *Ibid.*, p.12, (nous traduisons).

1.1 Une forme de journalisme prophétique

En apparence, aucun point commun entre les prophètes bibliques Isaïe, Ézéchiel, Osée, ou Amos, et le journalisme environnemental. Pourtant, Mark Neuzil fournit une analyse intéressante du lien entre l'aspect prophétique des textes religieux et la pratique du journalisme environnemental.

D'un point de vue très littéral, à l'image des anciens textes religieux, remplis d'histoires de crues, de tempêtes, et de sécheresses, le contenu journalistique environnemental reste émaillé par des récits similaires d'inondations, d'incendies, d'ouragans, de pénuries d'eau, ou de récoltes endommagées.

Ensuite, car la fonction des prophètes religieux s'incarne, entre autres, dans la prédiction du futur, et cet aspect est loin d'être étranger aux journalistes environnementaux. Ils informent sur les conséquences d'un réchauffement climatique à plusieurs degrés, et documentent les catastrophes et les modes de vie qui nous attendent si aucune action suffisamment ambitieuse n'est mise en place. Mais ces derniers ne documentent pas seulement le sombre futur qui pourrait se présenter à nous, les journalistes sont également amenés à nous informer sur les alternatives et les solutions qui existent vis-à-vis des choix de société que la crise climatique nous impose si l'on souhaite limiter le réchauffement global en cours.

Enfin, pour Mark Neuzil, cet aspect prophétique tient aussi au statut de Cassandre que peuvent endosser les journalistes informant sur la crise écologique. À l'image des prophètes, les précurseurs de la cause environnementale et les journalistes environnementaux ont prédit, non grâce à quelque force divine mais grâce à la science, le futur auquel nous serions soumis. Mais souvent, comme leurs homologues divins, leurs paroles ont longtemps été ignorées au sein de l'espace médiatique et politique. Cet imaginaire s'avère volontiers repris dans les médias pour insister sur l'avant-gardisme de ces lanceurs d'alerte. En témoigne la couverture du numéro 414 d'*Alternatives économiques*⁴, titrant : « Les prophètes de l'écologie. De Rousseau à André Gorz. Ils ont été les premiers à tirer la sonnette d'alarme ». Du côté de leurs détracteurs, les journalistes environnementaux, ainsi que celles et ceux rattachés de près ou de loin à la cause écologique, sont, à l'inverse, taxés de « faux prophètes »⁵. En 2011, Pascal Bruckner, essayiste français et climato-sceptique avéré, publie *Le fanatisme de l'Apocalypse*, un essai à charge contre les mouvements écologistes. Dans cet ouvrage, il convoque à souhait l'imaginaire de la prédication et de la religion pour dénoncer le

⁴« Les prophètes de l'écologie. De Rousseau à André Gorz. Ils ont été les premiers à tirer la sonnette d'alarme », *Alternatives Économiques*, n°414, juillet-août 2021.

⁵Neuzil, *op. cit.*, p.442.

« catastrophisme » porté par les défenseurs de la cause environnementale, minimisant par là même la réalité de la crise que nous traversons, et des changements qu'elle implique.

1.2. Les écrits scientifiques

Pourtant, les fondements de la pensée environnementale, et par la suite, les différents phénomènes documentés par les journalistes, s'appuient sur une littérature scientifique abondante.

Le journalisme environnemental actuel découle de textes de la Grèce antique ou de la Rome antique dont l'agriculture et la science sont les objets d'étude. La première référence en la matière est l'*Historia Naturalis* de Pline l'Ancien, une encyclopédie de dix-sept livres balayant les thématiques suivantes : géographie, zoologie, minéralogie, botanique...etc. Il est néanmoins à préciser que l'ouvrage de Pline l'Ancien a également contribué à propager certains mythes autour de comportements animaux et anatomiques. Malgré cela, plusieurs de ses observations restent pertinentes, comme les descriptions de phénomènes comme l'érosion. Cela conduit Mark Neuzil à le considérer comme un précurseur du journalisme environnemental car «Pline a fait la démonstration d'une conscience des dégâts environnementaux et de ses causes »⁶.

Au XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles, la propagation de la révolution scientifique en Europe, avec les ouvrages de Copernic, Newton, Galilée, Kepler et d'autres, contribue à installer les disciplines scientifiques à l'université, mais aussi dans les périodiques⁷.

Aux États-Unis, le développement des journaux et de la presse périodique accolé à l'apparition des associations scientifiques a légitimé l'avènement d'un journalisme scientifique⁸. Étant donné la popularité de ces sujets, notamment « amplifiée par les horreurs de la “première guerre moderne” en Europe »⁹, l'association américaine, The Science Service, est créée en 1921 par l'éditeur E.W. Scripps afin de « populariser la science pour le lecteur moyen de journaux tout en respectant le travail et la crédibilité du scientifique »¹⁰. En 1939, soixante éditeurs et reporters travaillaient comme journalistes scientifiques pour des journaux, des magazines ou des syndicats américains.¹¹ Avec la Seconde Guerre mondiale et la création de la bombe atomique, l'intérêt pour les sujets

⁶ *Ibid.*, p.644, (nous traduisons).

⁷ *Ibid.*, p.908.

⁸ *Ibid.*, p.908.

⁹ *Ibid.*, p.980.

¹⁰ *Ibid.*, p.980, (nous traduisons).

¹¹ *Ibid.*, p.1018.

scientifiques se prolonge mais décline autour des années 1970 «après les premiers pas de l’Homme sur la Lune et les années de gloire de la Guerre Froide »¹².

Aujourd’hui, les publications scientifiques et les personnalités scientifiques constituent des sources fondamentales pour les journalistes qui documentent la crise environnementale.

1.3. Outdoor writing, Nature writing : la presse comme relai des combats pour la protection de la nature

Durant le XVIII^{ème} et le XIX^{ème} siècle, aux États-Unis et en Europe, un discours esthétisant se construit autour de la nature. « La nature prend ainsi valeur patrimoniale, au même titre que les monuments historiques, qui sont protégés avec elle pour les mêmes raisons, et par les mêmes personnes [...]»¹³ La nature doit être protégée pour sa beauté, sa valeur représentative d’une identité nationale, mais pas seulement. Elle doit être aussi protégée pour sa « valeur sanitaire » physique et morale¹⁴. La question hygiéniste et sanitaire trouve notamment écho dans les politiques publiques avec une conscience accrue de la part des populations et des institutions des dangers de la pollution causée par l’industrie.

Par la suite, le XIX^{ème} siècle et le XX^{ème} siècle viennent apporter « une valorisation scientifique et écologique »¹⁵ avec la création de réserves naturelles et de parcs nationaux afin de protéger la faune et la flore. Le mouvement environnemental se structure alors autour de deux axes : la préservation et la conservation, avec la désignation de la civilisation urbaine et industrielle comme responsable de la destruction de la nature. Parmi les défenseurs de ces mouvements environnementaux, on trouve beaucoup d’artistes, et des élites intellectuelles, en raison notamment de la portée esthétique et patrimoniale de ces mouvements, comme des critiques d’arts, des musiciens ou des poètes comme William Wordsworth en Angleterre¹⁶.

Pour parachever leurs objectifs, les acteurs de ces mouvements environnementaux mobilisent de plus en plus l’opinion publique vers la fin du XIX^{ème} siècle, et les médias vont constituer un appui de poids, mobilisateur et argumentatif. Parmi les exemples les plus emblématiques figure la campagne de presse menée par le poète britannique William Wordsworth, dans le *Morning Post* en

¹² *Ibid.*, p.1057.

¹³ Charles-François Mathis, « Mobiliser pour l’environnement en Europe et aux États-Unis. Un état des lieux à l’aube du 20^e siècle », dans *Vingtième siècle. Revue d’Histoire*, n° 113, janvier-mars 2012, p. 18.

¹⁴ *Ibid.*, pp. 17-19.

¹⁵ *Ibid.*, p. 19.

¹⁶ *Ibid.*, p. 20.

1844, afin de s'opposer à la construction de lignes de chemin de fer dans la Région des Lacs¹⁷. Des journaux soutiennent parfois des campagnes comme c'est le cas en Allemagne, en 1886, avec le *Bonner Zeitung* ou le *Kölnische Zeitung*, pour protéger les massifs montagneux Siebengebirge d'opérations minières¹⁸, ou en France pour défendre la forêt de Fontainebleau¹⁹. D'autres fondent des revues, comme la Selborne Society, organisation de conservation en Grande-Bretagne, qui crée la revue *Nature Notes* dès 1897²⁰.

Dans le monde anglo-saxon, la tradition de l'*outdoor writing*, caractérisée par les observations sur la nature et la description d'activités en plein air, porte, en elle, les préoccupations de protection de la nature. Un des livres fondateurs du courant reste *The Compleat Angler (Le Parfait Pêcheur à la ligne)* publié en 1653 par l'écrivain anglais Izaak Walton. Certains des sujets abordés par cet auteur demeurent toujours d'actualité pour les écrivains *outdoor* et les journalistes environnementaux, à savoir les effets de la pêche sur les populations de poissons, les techniques de pêche avec remise à l'eau, ou encore l'introduction d'espèces exotiques dans les eaux anglaises²¹.

L'*outdoor writing* fait son entrée dans les publications périodiques dans les années 1820-1830. John Skinner et William Trotter Porter créent deux revues de premier plan : l'*American Turf Register and Sporting Magazine* (1829) et le *Spirit of the Times* (1831). Les deux magazines regorgent d'histoires sur la chasse, la pêche, les courses de chevaux et d'autres sports. La tradition de l'*outdoor writing* comprend également un fort engagement politique de ses écrivains. Parmi eux, Charles Hallock, fondateur du magazine new-yorkais *Forest and Stream* en 1873, s'engage, à travers son magazine, pour le renforcement et la création de législations sur le gibier et la pêche en faveur d'un accès restreint au gibier²².

Par cet engagement politique, les éditeurs de ces magazines contribuent à créer et à soutenir des groupes militants comme la Société nationale Audubon, le *Boone and Crockett Club*, et la Société ornithologique américaine «dont beaucoup sont adeptes de lobbying à Washington et envers les gouvernements des États pour l'adoption de lois sur la chasse»²³.

¹⁷ Anne Claude Ambroise-Rendu, Charles-François Mathis, « Présentation. Médiatisation(s) de l'écologie », dans *Le Temps des médias*, n°25, automne 2015, p.7.

¹⁸ Mathis, *op.cit.*, p. 24.

¹⁹ Ambroise-Rendu, Mathis, *op. cit.*, p. 7.

²⁰ Mathis, *op. cit.*, p. 24.

²¹ Neuzil, *op. cit.*, p.1207.

²² *Ibid.*, p.1307.

²³ *Ibid.*, p.1325, (nous traduisons).

Cet activisme participe à l'émergence d'un mouvement pour la conservation de la nature, et à la création par des journalistes, en 1927, de L'*Outdoor Writers Association of America* (OWAA), destinée aux écrivains et aux éditeurs. Fidèle à la tradition d'un engagement en faveur de politiques de conservation, l'OWAA ne réussit pas à garder une certaine distance critique. « The OWAA attempted to maintain a public image of impartiality, but at the same time it did not apologize for its advocacy of conservation programs »²⁴, constate Neuzil. En cause, la présence dans l'organisation de personnes travaillant pour des associations de conservation, le gouvernement fédéral ou des gouvernements d'États. Cette orientation politique a entraîné de nombreux débats au sein de l'organisation entre ceux favorables à un engagement revendicatif, et ceux partisans d'une neutralité. Ces questions mêlant journalisme et militantisme préfigurent les réflexions qui occuperont la presse écologiste des années 1970.

Pour Ambroise-Rendu et Mathis, cette « saisie de la nature par les médias s'explique aussi par un rapport nouveau des individus aux espaces naturels »²⁵. Avec, au XIX^{ème} siècle, « une modification dans les perceptions du temps et de l'espace, dans les relations entre les individus et dans la hiérarchie des sens au profit de la vue »²⁶. Les avancées techniques et technologiques telles que la photographie, puis du cinéma et de la télévision offre des angles de vue différents et modifient les représentations du monde²⁷. En outre, le développement des loisirs instaure un autre rapport du corps à l'environnement. « Cette convergence de facteurs, [...], expliquerait que la violence que subissent les espaces naturels, les animaux et les hommes soumis aux menaces des pollutions devienne de plus en plus intolérable pour des sensibilités affinées [...] »²⁸. À cette période, « la médiatisation de la défense de la nature reste essentiellement dans les mains d'une élite et se cantonne à des thématiques relativement consensuelles [...] »²⁹.

Avec une portée plus philosophique, la tradition littéraire du *nature writing* a également fortement imprégné le journalisme environnemental actuel. Ce mouvement mêle à la fois des observations scientifiques, des descriptions de la nature, ainsi qu'une réflexion plus philosophique et

²⁴ *Ibid.*, p.1456.

²⁵ Ambroise-Rendu, Mathis, *op. cit.*, p. 7.

²⁶ *Ibid.*, p. 7.

²⁷ *Ibid.*, p. 7.

²⁸ *Ibid.*, p. 7.

²⁹ *Ibid.*, p.10.

introspective. Parmi les ouvrages emblématiques, trône *Walden (Walden ou la vie dans les bois)* (1854), écrit par le philosophe et naturaliste américain Henry David Thoreau. Dans cet ouvrage, il raconte son expérience d'isolement dans une cabane, au milieu des bois, durant deux ans. Le philosophe relate ses observations sur la nature qui l'entoure mais surtout développe, à partir d'elles, une réflexion critique autour de la société industrielle, et élabore un rapport renouvelé à la nature, harmonieux et éthique.

Presqu'un siècle plus tard, un autre ouvrage fondateur de la pensée environnementale est publié. Celui du forestier et écologue américain, Aldo Leopold : *A Sand County Almanach (Almanach d'un Comté des sables)* en 1949. Il développe, au fil des pages, selon ses mots, une « éthique de la terre » (*land ethic*), c'est-à-dire l'idée selon laquelle une communauté ne devrait pas seulement inclure les humains mais tout aussi bien les animaux, les plantes, l'eau, le sol, c'est-à-dire la Terre³⁰. Sa vision éthique englobe aussi le souci de prendre soin de cette terre, par responsabilité. But qui ne peut être atteint que si les humains établissent une connexion personnelle avec celle-ci³¹. Aldo Leopold s'est naturellement investi dans les combats pour la conservation de la nature, comme beaucoup des écrivains de ce courant, et a influencé par son travail la science : « Several branches of science have been influenced by Leopold's work, including wildlife management, conservation biology, environmental ethics, ecosystem management, and restoration ecology, to name a few. »³²

Par leurs philosophies du retour à la nature et leur dénonciation de l'industrialisation, Leopold, Thoreau, mais aussi John Muir, John Burroughs, ou Sigurd Olson ont été déterminants dans l'édification d'une pensée environnementale, et dans les références convoquées par le journalisme environnemental. D'une part, parce qu'en tant que penseurs de l'environnement, ils ont influencé les cadres intellectuels de nombreux journalistes³³, mais aussi parce que « beaucoup de ces écrivains étaient engagés dans des luttes politiques autour de l'environnement, et se sont retrouvés à être les protagonistes de sujets dans les journaux et les magazines, ou à servir de sources pour les journalistes »³⁴.

³⁰ Neuzil, *op. cit.*, p.1809.

³¹ *Ibid.*, p.1809.

³² *Ibid.*, p.1844.

³³ *Ibid.*, p.1941. Mark Neuzil donne l'exemple de plusieurs journalistes américains, dont William Allen et Robert Cahn, influencés de manière déterminante par ces auteurs.

³⁴ *Ibid.*, p.1566, (nous traduisons).

2. La politisation des enjeux environnementaux

À partir de 1945, une série d'évènements entraîne une « prise de conscience planétaire des conséquences désastreuses de certaines activités humaines sur l'environnement »³⁵. Parmi eux, l'explosion de la bombe atomique les 6 et 9 août 1945 et sa contamination radioactive de l'environnement et des populations, mais aussi la guerre du Vietnam avec l'utilisation, entre 1961 et 1971, comme armes des « herbicides arc-en-ciel » (agent orange) aux effets dévastateurs sur les écosystèmes et les nouveaux nés.

2.1 Rachel Carson et *Silent Spring*

Parmi les influences déterminantes, se démarque surtout la publication d'un ouvrage majeur en 1962, *Silent Spring* (*Printemps silencieux*), de la biologiste marine, naturaliste, et écrivaine Rachel Carson. Al Gore, alors vice-président des États-Unis, décrit son importance ainsi :

« Sans ce livre, le mouvement écologiste aurait pu largement être retardé - ou tout simplement ne jamais voir le jour. [...] L'influence de Rachel Carson dépasse les frontières de ses préoccupations spécifiques dans *Printemps silencieux*. Elle nous a ramenés à une idée fondamentale, que la civilisation moderne avait perdue à un degré stupéfiant : celle de l'interconnexion des êtres humains et de l'environnement naturel. Ce livre a été le premier rayon de lumière projeté sur ce qui est vraisemblablement l'enjeu le plus important de notre temps»³⁶

En 1958, Rachel Carson se lance dans une enquête sur les effets du dichlorodiphényltrichloroéthane (DDT), et plus largement des pesticides sur l'environnement et les humains. Cet insecticide, utilisé durant la Seconde Guerre mondiale pour éradiquer les poux, le paludisme et le typhus, connaît ensuite une utilisation civile. Il est utilisé contre les insectes porteurs de maladie et ravageurs, et plus particulièrement pour exterminer les fourmis de feu : une espèce de fourmis qui détruit les cultures. « Cela inquiète la société nationale Audubon, principale association ornithologique du pays, qui [engage Carson] afin d'enquêter sur les relations entre l'usage de cet insecticide et la mort, inexpiquée, de nombreux oiseaux à proximité des champs traités.»³⁷

Dès juin 1962, elle publie son enquête sous la forme d'une série dans *The New Yorker*, avant de la compiler en un livre en septembre 1962. L'enquête établit les conséquences du DDT sur la disparition et le déséquilibre de la faune et de la flore, mais aussi sur la santé humaine via l'apparition de cancers. « Her work was not original science; it was a more journalistic synthesis of

³⁵ Patrick Matagne, « Aux origines de l'écologie », dans *Innovations*, n°18, 2003, p.27.

³⁶ Préface d'Al Gore dans Rachel Carson, *Printemps silencieux* (1962), Wildproject, coll. « Domaine Sauvage », 2019, pp.25-39.

³⁷ Thierry Paquot, *Rachel Carson. Pour la beauté du monde*, Calype, coll. « Destins », 2023, p.47.

the existing literature »³⁸, commente Neuzil. L'ouvrage constitue le fruit de minutieuses recherches, établies sur une documentation impressionnante de plus de 40 pages de références bibliographiques et de plus de 600 sources.

Le succès est immédiat et mondial. Entre 1962 et 1964, *Silent Spring* est vendu à hauteur d'un million d'exemplaires aux États-Unis. Il est traduit dans une trentaine de langues, et fait l'objet de réactions dans plusieurs pays, comme en Allemagne, où le directeur du groupe Bayer, Heribert Wilmes est interrogé par *Der Spiegel* sur les risques des insecticides pour la santé³⁹. En France aussi, où le scientifique Roger Heim préface la version francophone et souscrit aux dénonciations faites par Rachel Carson⁴⁰.

Aux États-Unis, *Silent Spring* suscite des réactions au plus au niveau de l'État. Le Président Kennedy demande un rapport sur les pesticides, qui en déconseille l'usage systématique. Et Rachel Carson est appelée à témoigner devant le Congrès américain. Des rapports successifs conduiront, dix ans plus tard, à l'interdiction du DDT en 1972, aux États-Unis. La parution du livre déclenche également une contre-attaque des lobbies de l'industrie chimique et de l'agriculture. Des détracteurs, de milieux scientifiques et industriels, sont invités dans les médias pour critiquer avec véhémence les conclusions de Rachel Carson, et répandre de la désinformation, souvent teintée de misogynie. Un éditorial paru dans *Chemical & Engineering News* avait titré « Silence, Miss Carson ».

Comment expliquer cet emballement médiatique, politique et sociétal, alors que six mois plus tôt, le philosophe Murray Bookchin avait exploré, dans son livre *Our Synthetic Environment* (*Notre environnement synthétique*), l'effet néfaste des pesticides ? Carson et Bookchin dénoncent les mêmes menaces : l'artificialisation des sols, la techno-chimie, et insistent sur les interdépendances du monde naturel. Pourtant, à quelques mois d'intervalle, c'est l'ouvrage de Rachel Carson qui marque le plus grand nombre. Thierry Paquot l'explique ainsi :

« Rachel Carson et Murray Bookchin sont donc sur la même longueur d'onde sauf que le second s'avère ouvertement anticapitaliste, ce que n'est pas la première [...]. Murray Bookchin se refuse à penser l'écologie indépendamment du système économique en place - le productivisme - qui ne cesse de dénaturer la nature. [...] Son essai met les pieds dans le plat. Il refuse la demi-teinte que Rachel Carson accepte finalement, peut-être par tactique, afin de conscientiser le plus de lectrices et de lecteurs possibles, sans les politiser.»⁴¹

³⁸ Neuzil, *op. cit.*, p.2956.

³⁹ Paquot, *op. cit.*, p.65.

⁴⁰ *Ibid.*, pp.66-67.

⁴¹ *Ibid.*, pp.77-78.

Pour Mark Neuzil, la grande attention médiatique dont a fait l'objet *Silent Spring* peut s'expliquer par la nature même des événements que sa publication a entraînés :

« Certainly one of the reasons why *Silent Spring* received so much media attention—in addition to meeting the news criteria of conflict, impact, and prominence—was that controversial magazine articles, a book, congressional hearings, speeches, TV specials, a presidential report, and a large fish kill were all dramatic events, and journalists are better at covering what scholar G. Ray Funkhouser called “event summaries” than they are at covering complex issues.»⁴²

2.2. La structuration de mouvements politiques et sociaux autour de la cause environnementale

Des catastrophes écologiques d'origine anthropique balisent également cette deuxième moitié du XX^{ème} siècle : la catastrophe de Seveso (1976), la marée noire de l'Amoco Cadiz (1978) et de l'Exxon Valdez (1989), l'accident nucléaire de Three Mile Island (1979), la catastrophe de Tchernobyl (1986), pour ne citer que les plus emblématiques. « Il devient patent, avant même la première crise du pétrole, que le modèle de croissance qui s'est imposé après la Seconde Guerre mondiale ne tient pas toutes ses promesses en ce qui concerne la qualité de vie, la sécurité, la santé»⁴³.

Côté francophone, le livre de l'ornithologue français Jean Dorst, *Avant que nature meure* (1965), est considéré comme un ouvrage pionnier de l'écologie politique. Jean Dorst y pose deux constats alarmants : l'activité des hommes sur Terre équivaut à un « cataclysme à l'échelle du temps géologique » et la préservation de la biodiversité dépendra de la rapidité et de l'ampleur des efforts humains⁴⁴.

L'année 1972 est particulièrement marquée par la publication du rapport Meadows *The Limits to Growth* (*Halte à la croissance?*). Commandé par le Club de Rome, le rapport prédit, selon une analyse systémique basée sur différents paramètres (population, production alimentaire et industrielle, consommation des ressources...), la raréfaction des ressources et une multiplication de crises si une croissance infinie se poursuit. Diffusé à hauteur de quatre millions d'exemplaires et traduit dans 30 langues à sa sortie⁴⁵, « le rapport touche le grand public; il confirme aussi avec

⁴² Neuzil, *op. cit.*, p.2994.

⁴³ Matagne, *op. cit.*, p.29.

⁴⁴ Vanessa Manceron, « « Avant que nature meure »... inventoirier. Le cas des naturalistes amateurs en Angleterre », dans *Ethnologie française*, n°45, 2015, p.31.

⁴⁵ Lucie Bras, « Le rapport Meadows a 50 ans : retour sur un symbole de la lutte contre le changement climatique », *Ouest-France*, 05/11/2022, <https://www.ouest-france.fr/environnement/climat/le-rapport-meadows-a-50-ans-retour-sur-un-symbole-de-la-lutte-contre-le-changement-climatique-6811a4a6-4a25-11ed-9c34-42f05505ea89> (21/07/2024).

l'autorité de l'argument scientifique les intuitions partielles des pionniers de la cause environnementale et écologique »⁴⁶.

Dans la foulée, la prise en main de la protection de l'environnement s'accélère au niveau mondial avec la signature de quarante-sept conventions internationales⁴⁷, et la tenue en 1972, à Stockholm, de la première conférence mondiale sur l'environnement de l'Organisation des Nations-Unies. Cette conférence donne lieu à l'adoption du Plan d'action de Stockholm recensant 109 recommandations à prendre pour lutter contre la dégradation de l'environnement, à l'intention des gouvernements et des organisations internationales. Dans sa Déclaration, elle affirme des concepts fondateurs en matière de politique internationale de l'environnement, comme le devoir de l'homme « d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures », ou encore l'exploitation raisonnée des ressources non renouvelables « de telle façon qu'elles ne risquent pas de s'épuiser »⁴⁸.

La décennie 1970 voit ainsi les enjeux environnementaux revêtir des enjeux sociaux et politiques, avec notamment la structuration de mouvements, et de partis écologistes. En France, ce mouvement s'illustre avec la création d'un ministère de l'Environnement en 1971, mais aussi la candidature écologiste inédite de René Dumont en 1974 aux présidentielles.

En Belgique, la fédération Inter-environnement est créée en 1971, avec pour objectif de réunir les associations environnementales existantes et faire pression pour améliorer la qualité de vie.⁴⁹ Dans le contexte des Trente Glorieuses, et de l'urbanisation galopante, ces associations se positionnent notamment contre des projets modifiant leur quartier ou leur cadre de vie. Le mouvement wallon Démocratie Nouvelle (DN), né en 1973 de scissions au sein du Rassemblement Wallon (RW), fait lui aussi peu à peu place aux luttes écologistes à la fois dans ses positions mais aussi via son mensuel *Démocratie Nouvelle*. Le mensuel publie en octobre 1974, l'appel de 2.200 scientifiques adressé au Secrétaire général des Nations-Unies, U Thant, alertant sur le péril qui attend l'humanité en raison des dégradations environnementales et d'épuisement des ressources⁵⁰. Le mensuel relaie également des luttes contre des projets menaçant des espaces naturels.

⁴⁶ Benoît Lechat, *Écolo. La démocratie comme projet*, Edition Etopia, 2014, p.95.

⁴⁷ Matagne, *op. cit.*, p.29.

⁴⁸ *Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement*, Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, Nations Unies, (Déclaration de Stockholm), 1972, p.4.

⁴⁹ Lechat, *op. cit.*, p. 89.

⁵⁰ *Ibid.*, p.101.

En Europe, le mouvement antinucléaire se mêle au combat écologiste. Dans la presse alternative, le mensuel français *La Gueule ouverte* publie, dès 1972, des articles consacrés à la lutte anti-nucléaire. En Belgique, le nucléaire s'invite dans les débats seulement à partir de 1974⁵¹. Cette année-là, le mouvement Démocratie Nouvelle publie un dossier spécial intitulé « L'Industrie nucléaire en question », et fédère les premiers opposants au nucléaire civil belge⁵².

En 1976, la section belge des Amis de la Terre voit le jour. Dans son Manifeste (1977), la section belge du mouvement s'inscrit dans un rejet de la civilisation industrielle, et prône l'autogestion⁵³. Le mouvement crée, lui aussi, son mensuel *La Feuille de Chou biologique*.

3. L'avènement d'une presse spécialisée et écologiste

Avec la création de leur propre mensuel, Démocratie Nouvelle et Les Amis de la Terre s'inscrivent dans un mouvement plus large. L'effervescence politique autour des combats écologiques s'accompagne de l'avènement d'une presse spécialisée et écologiste, liant engagement politique et journalisme.

En France, « 167 titres écologistes sont publiés de 1970 à 1997 selon Charlotte Harrivelle »⁵⁴. Si la plupart des publications et des périodiques qui apparaissent sont le fruit de militants bénévoles, certains des grands titres qui ont marqué l'époque se trouvent être liés à des groupes de presse. Le journal *La Gueule Ouverte* fondé en 1972 par Pierre Fournier, alors dessinateur et journaliste à *Charlie Hebdo* et *Hara-Kiri*, est édité par les éditions du Square, également éditeur de *Charlie Hebdo*, dont le propriétaire est Georges Bernier aussi connu comme le « Professeur Choron », cofondateur de *Hara-Kiri* et de *Charlie Hebdo*. L'équipe du journal compte par ailleurs des journalistes et des dessinateurs de *Charlie Hebdo* et *Hara-Kiri*. Se présentant comme « le journal qui annonce la fin du monde », l'hebdomadaire défend une écologie d'inspiration libertaire, anticapitaliste et contestataire. Dans l'éditorial du premier numéro, Pierre Fournier entend « donner à la contestation écologique, [...], une tribune plus spécifique et si possible aussi efficace que *Charlie Hebdo*, [...] »⁵⁵.

⁵¹ *Ibid.*, p.106.

⁵² *Ibid.*, p.108.

⁵³ *Ibid.*, pp.120-121.

⁵⁴ Ambroise-Rendu, Mathis, *op. cit.*, p.10.

⁵⁵ Pierre Fournier, « Premier et dernier éditorial », *La Gueule Ouverte*, n°1, novembre 1972.

Autre publication emblématique : *Le Sauvage*. Ce périodique, publié de 1973 à 1980, est rattaché au groupe de presse du *Nouvel Observateur* dont Claude Perdriel est le directeur. Il est créé par Alain Hervé, journaliste au *Nouvel Observateur* à l'époque, et fondateur de la section française des Amis de la Terre. Alain Hervé a pour ambition de faire du *Sauvage* « le *Paris Match* de l'écologie »⁵⁶. Le premier numéro du *Sauvage* est intitulé « 1973 : L'Utopie ou la mort », et de manière générale, le mensuel oscille « entre catastrophisme et espoirs » avec « une noirceur contrebalancée par un intérêt pour les alternatives en tout genre : vie communautaire, énergie solaire, pédagogie innovante, agriculture biologique... »⁵⁷. En parallèle, se développe un foisonnement de publications animées par des militants bénévoles. *Survivre...et Vivre*, *L'Or Vert*, ou *Légitime Défense* en sont des exemples.

3.1 Entre journalisme et militantisme

Parmi ces périodiques, plus traditionnels ou plus artisanaux, on retrouve des profils divers en termes d'identité professionnelle⁵⁸. Aussi bien des journalistes professionnels, comme c'est le cas à *La Gueule Ouverte* ou au *Sauvage*, titulaires d'une carte de presse et qui ont suivi une formation supérieure dans ce domaine. Pour exemple, Henri Montant, co-fondateur de *La Gueule Ouverte*, passé par le Centre de formation des journalistes ou bien Dominique Simonnet, futur rédacteur en chef de *L'Express*, qui collabore à *Le Sauvage* et à *La Gueule Ouverte*. On retrouve également dans les rédactions, des militants qui, pour un temps, exercent la profession de journaliste « sans pour autant en adopter les codes et les attributs »⁵⁹.

Pour Alexis Vrignon, « il est possible d'assimiler les périodiques écologistes à des groupes militants soumis à des contraintes particulières. Écrire dans des journaux de ce genre, que ce soit en tant que professionnel ou à titre bénévole, témoigne d'une volonté de contribuer à faire avancer la cause écologiste dans une période marquée par un fort militantisme dans ce domaine »⁶⁰.

⁵⁶ Alexis Vrignon, « Journalistes et militants. Les périodiques écologistes dans les années 1970 », dans *Le Temps des médias*, n°25, automne 2015, p. 122.

⁵⁷ Mathieu Albouy, « Le Sauvage, pionnier de la presse écologiste », *Reporterre*, 22/07/2014, <https://reporterre.net/Le-Sauvage-pionnier-de-la-presse> (21/07/2024).

⁵⁸ Vrignon, *op. cit.*, p.124.

⁵⁹ *Ibid.*, p.125.

⁶⁰ *Ibid.*, p.126.

De cette nouvelle presse émane aussi un désir de réinventer les pratiques journalistiques, dont Alexis Vrignon distingue trois tendances : la recherche d'une relation différente entre lecteur et auteur, le souhait de pousser la démarche militante au-delà du journal et la remise en cause d'un journalisme neutre et désengagé⁶¹.

D'abord, la redéfinition de la relation entre le lecteur et le journal passe par la volonté d'extraire le lecteur de sa passivité et de le mobiliser pour la lutte écologique. Certains journaux, comme *Survivre...et Vivre* ouvre ainsi grand la porte à toute collaboration. Le comité de rédaction permanent cède sa place à un autre système où chacun peut collaborer au journal, et prendre part aux réunions du comité de rédaction.

Ensuite, certains de ces périodiques dépassent la simple production de textes et d'articles. Ils prennent part à l'organisation de certaines actions. En témoigne le rôle de *Charlie Hebdo* dans l'organisation du rassemblement antinucléaire devant la centrale en construction du Bugey en juillet 1971. Le journal a notamment affrété des cars pour acheminer ses lecteurs parisiens sur le lieu de mobilisation. De manière générale, cette presse écologiste contribue à « assurer la cohésion d'une nébuleuse particulièrement instable, se substituant dans une certaine mesure à la structure partidariaire », et dans un second temps, lorsque des candidats écologistes se présenteront sur la scène électorale, les médias écologistes « permettent aux écologistes de se faire connaître et de diffuser leurs idées auprès d'électeurs » via des tribunes ou des dossiers thématiques⁶².

Enfin, par son implication politique, la presse écologiste remet nécessairement en cause les principes journalistiques d'objectivité et de neutralité. Au sein de *La Gueule Ouverte*, Isabelle Cabut, journaliste, se positionne pour « une éthique professionnelle fondée non pas sur l'objectivité et la neutralité mais sur la subjectivité et la transparence »⁶³.

À ce titre, *La Gueule Ouverte* s'avère un bon exemple des questionnements qui peuvent traverser la presse écologiste. Dans leur numéro de mars 1973, « On les emmerde, ça continue », la rédaction de *La Gueule Ouverte* se pose explicitement la question : « Qu'est-ce qu'un journal écologique ? À quoi ça sert ? ». Issu d'une réunion de la rédaction avec des lecteurs ou contributeurs de *La Gueule Ouverte*, en février 1973 à Annecy, autour de cette question, cet article déroule un compte-rendu des débats. Tandis que certains louent l'équilibre entre la fantaisie et le sérieux des sujets abordés, d'autres déplorent l'aspect anxiogène et technique : « D'abord, c'est un journal qui annonce la fin du

⁶¹ *Ibid.*, p.126-131.

⁶² *Ibid.*, p. 129.

⁶³ *Ibid.*, p.130.

monde : tout est déprimant. (...) Ça fout le cafard! »⁶⁴, déclare un intervenant. La question du rôle du journal auprès des lecteurs occupe également une place centrale des discussions. « Il faut savoir si on veut faire des informés actifs ou des informés passifs »⁶⁵, demande un participant. Et un autre de dire : « Je voudrais que l'on permette aux gens, quand ils sont devant un problème, de déceler tout de suite par où on les coince... Je voudrais que ce soit un journal qui nous donne le courage du combat, et peut-être, la foi dans sa réussite... à ce combat. »⁶⁶

3.2. Les prémices d'une spécialité journalistique

En parallèle, les médias et la presse traditionnels francophones opèrent une mue, et intègrent davantage dans leur couverture les enjeux écologiques. Cela passe notamment par la création de rubriques « Environnement », avec *Le Monde* qui crée la sienne en 1972, mais aussi d'émissions TV, avec notamment la création de l'émission « La France défigurée ». La première émission dédiée intégralement à l'environnement, et qui officie de 1971 à 1977, au rythme mensuel puis en hebdomadaire sur la deuxième chaîne de l'ORTF. *Le Nouvel Observateur* accueille au sein de son supplément un article d'Edgar Morin intitulé « L'an 1 de l'ère écologique » (1972). Il s'agit d'« un des tous premiers articles destinés au grand public francophone qui vulgarise l'application de l'écologie scientifique à la critique de l'économie de croissance »⁶⁷.

En Belgique, la RTB s'empare des thématiques d'urbanisation et de protection des espaces naturels via l'émission « Ce pays est à vous », entre 1967 et 1976, et contribue « à la prise de conscience de la valeur du patrimoine naturel ou architectural » du pays.⁶⁸ L'émission a notamment couvert le Printemps de Schaerbeek en mai 1971, lorsque, durant deux semaines, des *happenings* sont organisés au Parc Josaphat pour protester contre un projet d'autoroute venant de Louvain, et qui viendrait traverser le parc.

La revue indépendante d'analyse *La Revue Nouvelle*, créée en 1945 par le haut fonctionnaire André Molitor, et rattachée intellectuellement à la gauche chrétienne, fait une large place aux thématiques écologiques dans ses pages au cours des années 1970-1990. Elle documente et analyse le réaménagement des centres-villes et des quartiers, et les luttes de mouvements comme Inter-

⁶⁴ « Qu'est-ce qu'un journal écologique ? À quoi ça sert ? », *La Gueule Ouverte*, n°5, mars 1973.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ Lechat, *op. cit.*, p.97.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 91.

Environnement pour préserver un cadre de vie. « L'intérêt et les commentaires de la revue portaient sur le respect de l'environnement (en ce compris les environnements urbains) et de ses valeurs culturelles, mais aussi de l'aspiration démocratique véhiculée par ces mouvements [...]»⁶⁹

Avec la crise du pétrole démarrée en 1971, la publication s'empare également des thématiques énergétiques. Dans les premiers numéros, la crise du pétrole est surtout envisagée via « la dimension de la relation nouvelle entre pays développés, grands consommateurs de matières premières et les pays exportateurs.»⁷⁰ Mais, plus tard, dans des numéros de 1975 et 1976, la revue s'oriente vers une remise en question du modèle de société et de production énergétique, en questionnant notamment la perspective d'une production nucléaire massive⁷¹.

À la suite de la sortie du rapport Meadows, *La Revue Nouvelle* consacre un numéro en mars 1974, intitulé « *La croissance, problème politique* », afin de nourrir le débat engagé sur la croissance.

Mais, jusque-là, pour la revue, « l'écologie n'est pas l'action portée par un parti (qui n'existe d'ailleurs pas encore), mais une dimension de l'action publique qui prend en compte la dimension de l'environnement sans toutefois s'y réduire»⁷². C'est en 1978 qu'elle consacre un numéro spécial consacré à l'écologie politique : « L'écologie, des mouvements en mouvement ». Scientifiques, acteurs de terrain, observateurs et analystes politiques contribuent à ce numéro analysant les fondements intellectuels du mouvement écologiste, son futur, son incarnation politique et partisane.

Pour Ambroise-Rendu et Mathis, la presse militante et associative a participé à « forger un projet alternatif proprement politique », « mis en question les formations politiques classiques et le cadre de l'action politique traditionnelle » et invité à « des recompositions et à des mobilisations citoyennes autour de certaines questions (le nucléaire, le Larzac, les marées noires) qui, en faisant de l'écologie un bien commun, l'ont transformée en sujet politique (...) »⁷³.

⁶⁹ Michel Molitor, « 1970 – 1990 : L'écologie politique et *La Revue nouvelle* », *La Revue Nouvelle*, juillet 2015, <https://revuenouvelle.be/1970-1990-l-ecologie-politique-et-la-revue/> (21/07/2024).

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ *Ibid.*

⁷² *Ibid.*

⁷³ Ambroise-Rendu & Mathis, *op. cit.*, p.12.

CHAPITRE 2 : L'INSTITUTIONNALISATION DE L'ENVIRONNEMENT COMME SPÉCIALITÉ JOURNALISTIQUE

2.1 La reconfiguration des pratiques médiatiques : à la recherche d'une professionnalisation

À l'aube des années 1980, une majorité de périodiques écologistes français disparaissent « pour des raisons financières mais également à la suite de désaccords politiques et personnels »⁷⁴. *La Gueule Ouverte* et *Le Sauvage* disparaissent respectivement en 1980 et 1981. Alors que dans les années 1960 et 1970, la presse écologiste est fortement liée aux mouvements associatifs et militants écologistes, et que « la production d'une information environnementale s'apparente alors à un véritable acte de foi »⁷⁵, les journalistes cherchent, dans les années 1990, à s'extraire de cet héritage « pour mieux remplir et afficher leur exigence d'objectivité [...] »⁷⁶.

2.1.1. La professionnalisation du journalisme environnemental

Cette autonomisation passe, entre autres, par la création d'associations rassemblant des journalistes professionnels spécialisés sur la thématique. En France, l'Association des journalistes de l'environnement (AJE) est créée en 1994. Le pré-requis pour être membre est d'être titulaire d'une carte de presse. L'objectif de l'AJE est « de créer un lieu d'échanges et de débats hors de toute contrainte, renforcer les compétences des journalistes et la qualité de l'information, rendre la profession plus visible auprès de ses interlocuteurs, d'accroître la crédibilité des thèmes développés au sein même des médias »⁷⁷.

Outre-Atlantique, un désir de professionnalisation s'empare également du journalisme environnemental. Dans les années 1980 et 1990, l'intérêt pour les sujets environnementaux grandit encore, et des médias, auparavant peu intéressés, dédient des équipes et de l'espace médiatique à ces thématiques, à l'image de *Business Week* ou PBS⁷⁸. Malgré cette couverture grandissante, des reporters environnementaux de longue date s'inquiètent de la qualité de ce traitement. « Many stories still suffered from poor sourcing; some stories were superficial and underreported; and

⁷⁴ Vrignon, *op. cit.*, p.131.

⁷⁵ Jean-Baptiste Comby, « Quand l'environnement devient médiatique. Conditions et effets de l'institutionnalisation d'une spécialité journalistique », dans *Réseaux*, n°157-158, mai-juin 2006, p.161.

⁷⁶ *Ibid.*, p.161.

⁷⁷ *Ibid.*, p.163.

⁷⁸ Neuzil, *op. cit.*, p.3074.

dramatic events still took precedence over harder-to-understand environmental problems»⁷⁹. Pour pallier ces écueils, des journalistes environnementaux décident de fonder, en 1989, une association professionnelle : la *Society of Environmental Journalists* (SEJ), dans le but de s'entraider sur la couverture des enjeux environnementaux. Outre les exigences de professionnalisme et de qualité poursuivies par la SEJ, des questions d'indépendance se sont rapidement posées pour l'association. Les débats autour de l'objectivité de ses journalistes membres, et de celle de l'association elle-même ont été récurrents. Maintenir une conduite indépendante est passé par plusieurs leviers. Le financement d'abord avec la volonté « d'éviter même l'apparence d'un conflit en raison de la nature controversée des problématiques environnementales »⁸⁰. Des fonds venus d'entreprises ou de mouvements environnementaux sont exclus d'emblée, mais les dotations venues de fondations ont suscité des débats. L'adhésion pose également de nombreuses questions. Fondamentalement, l'association est destinée aux journalistes professionnels, mais elle permet une affiliation selon quatre catégories : active, associée, académique et honoraire, en excluant toute possibilité d'adhésion de la part de personnes impliquées dans des activités de lobbying ou de relations publiques en lien avec l'environnement. La catégorie « active » est celle destinée aux journalistes à plein temps, dotés d'un droit de vote exclusif et de la possibilité de siéger. Les conditions d'affiliation et de financement ont connu de nombreux ajustements au fil des années, en raison des frontières parfois floues entre journalisme, engagement, freelance..., mais avec un objectif : « La préoccupation était d'établir une frontière entre le journalisme et les activités de lobbying et de relations publiques, et d'éviter que la SEJ soit présentée comme une organisation de défense. »⁸¹ En 1997, l'association s'accorde sur une définition du journaliste environnemental : «[...] journalists who produce published environmental work available to general audiences and who are not paid to engage in lobbying or public relations activities on environmental issues nor work for organizations that are so engaged »⁸².

Selon Palen, cette revendication d'indépendance et d'autonomie structure la profession : « In a rapidly changing environment, part of the traditional ideal of journalistic objectivity-that part

⁷⁹ *Ibid.*, p.3074.

⁸⁰ John A. Palen, « Objectivity as Independence. Creating the Society of Environmental Journalists, 1989-1997 », dans *Science Communication*, n°21, décembre 1999, p.161, (nous traduisons).

⁸¹ *Ibid.*, p.164, (nous traduisons).

⁸² *Ibid.*, p.169.

calling for independence from vested interests-had served as a central concept around which environmental journalists could define themselves »⁸³.

2.1.2. En Belgique, des affaires de décharges au cœur du journalisme environnemental

En Belgique, dans les années 1990, des journalistes s'investissent dans leur propre média ou ailleurs pour mettre en avant une couverture environnementale exigeante.

L'hebdomadaire *Le Vif/L'Express*, créé en 1984, fait figure de référence en matière d'investigation environnementale. « *Le Vif/L'Express*, à la fin des années 1980-début des années 1990, s'était construit, grâce à un journaliste qui s'appelait Michel Balthasart, une très bonne réputation en matière d'investigation environnementale, mais surtout sur un problème très précis, celui des décharges »⁸⁴. Le journaliste a révélé plusieurs scandales liés à des dépôts illégaux de déchets : « Il a eu pendant des années, au moins dix-quinze ans, des réseaux d'informateurs tout à fait privilégiés qui lui ont permis de mettre en évidence le fait que la Belgique importait des milliers de tonnes de déchets chaque année, essentiellement de Hollande, d'Allemagne, mais également de son propre territoire pour aller les foutre sans aucune protection au fond des décharges »⁸⁵.

Le plus connu des scandales étant celui de la décharge de Mellery, notamment révélé par Michel Balthasart, repris par d'autres journalistes par la suite. L'affaire a fait les grands titres de la presse, mais aussi de médias audiovisuels. Dans les années 1980, la sablière de Mellery, dans le Brabant wallon, devient une décharge. En 1988, des habitants se plaignent de nuisances : une pollution visuelle et olfactive des eaux en contrebas de la décharge, ainsi que de mauvaises odeurs causées par les gaz s'échappant de l'ancienne sablière⁸⁶. Le Comité d'Action pour la Défense de l'Environnement à Villers-la-ville (CADEV) demande des analyses des eaux qui révèlent la présence de produits dangereux et toxiques⁸⁷. Des centaines de milliers de mètres cubes de déchets industriels non traités et polluants avaient été déversés illégalement par des camions belges mais venus aussi de l'étranger, entre 1983 et 1988, dans la décharge. En 1989, le site est fermé sur décision du ministre de l'environnement Guy Lutgen (PSC). Le scandale se transforme en véritable problème de santé publique : des analyses de l'eau, des sols et de l'air montrent la présence de

⁸³ *Ibid.*, p.169.

⁸⁴ Entretien avec Philippe Lamotte, ex-journaliste à l'hebdomadaire *Le Vif* (1992-2008), puis journaliste indépendant (2008-2020).

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ « Le scandale de Mellery : l'histoire d'une mobilisation citoyenne », *Youtube*, 02/06/2024, <https://www.youtube.com/watch?v=KfHFh8EsNdM&t=300s> (01/08/2024).

⁸⁷ *Ibid.*

cancérigènes comme le benzène ou le chlorure de vanille bien au-dessus des normes, ainsi que la présence de métaux lourds⁸⁸. En 1990, des premiers travaux d'assainissement débutent. Le CADEV réclame ensuite un suivi médical des riverains et de nombreux habitants décident de quitter le village. Les procès judiciaires s'ensuivent et se poursuivent jusqu'au début des années 2000. Une commission parlementaire est également menée afin de déterminer les responsabilités des autorités publiques. Dans le cadre de ce scandale, la Société Publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement (SPAQUE) est créée en 1991 par le Gouvernement wallon afin de prendre en charge le suivi et la mise en place de la réhabilitation de la décharge, mission qu'elle exercera pour de nombreuses autres décharges en Wallonie.

Pour Philippe Lamotte, le travail de Michel Balthasart a notamment contribué à influencer la législation wallonne, quasi inexistante à l'époque sur ce sujet : « Si maintenant on ne parle plus de décharges, si maintenant on parle de centres d'enfouissement technique, si maintenant on n'envisage plus de faire des bêtes trous dans lesquels on balance tous les déchets, c'est grâce à tout ce mouvement dans lequel *Le Vif* a eu pas mal d'importance. »⁸⁹

Suite à leur licenciement du *Vif*, Michel Balthasart et sa collègue journaliste Anne-Marie Culot créent en 1993 une lettre d'information bimensuelle : *Incidences, la lettre de l'environnement*. Cette lettre d'information se focalise sur les entreprises actives dans le secteur de l'environnement, notamment des déchets, et les politiques environnementales mises en place par le secteur industriel. Elle décrypte aussi les législations, les décisions politiques prises dans ce domaine.

Pour les deux ans de la lettre, en février 1995, Michel Balthasart et Anne-Marie Culot, rédacteurs en chef, reviennent sur la genèse du projet dans un éditorial : « *Incidences* est née de la conviction qu'un marché qui se voit soudain doté d'un chroniqueur y gagne à tous les coups, en épaisseur, en densité, en existence démocratique. Il y a une culture du marché belge de l'environnement en train de se faire. La raconter, c'est s'en nourrir et la nourrir. »⁹⁰

Ovni de la presse environnementale belge francophone, cette lettre fournit des informations pointues sur le marché de l'environnement et les politiques environnementales d'entreprises, et se revendique d'une « démarche d'information “pure” accordant une large place à l'investigation et au service »⁹¹. Le magazine insiste également sur son indépendance politique, publicitaire,

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ Lamotte, *op. cit.*

⁹⁰ *Incidences, La Lettre de l'environnement*, n°50, 20 février 1995, p.1, Centre d'Archives Etopia.

⁹¹ *Ibid.*, p.1.

institutionnelle : « la valeur et la crédibilité de l'information que fournit *Incidences* sont indissociablement liées à sa totale indépendance »⁹². La lettre suit de près différentes sagas politiques majeures des années 1990 : celui des taxes environnementales notamment des écotaxes, l'affaire Falkenberg⁹³, le procès TCR aux Pays-Bas⁹⁴. Mais elle produit aussi des dossiers fouillés sur des entreprises, comme Tractebel⁹⁵ ou Bouygues⁹⁶. Et des sujets d'investigation, à l'image d'un dossier, dans son numéro 88, sur les anciennes usines à gaz⁹⁷. Au travers d'une enquête poussée, les journalistes ont eu accès à un rapport démontrant les pollutions des sols et des eaux engendrées par les usines à gaz, et le peu de précautions prises par les autorités pour la construction de tout type d'infrastructures et d'habitations sur ces terrains. Ils ont notamment élaboré une cartographie des anciennes usines à gaz en Belgique ainsi qu'une liste d'adresses précises de celles-ci. Dans un numéro spécial consacré à la communication verte des entreprises, le bimensuel fournit en supplément une liste de journalistes couvrant l'environnement, et relève, dans son article, le manque de journalistes spécialisés : « Si l'on parvient sans trop de problème à identifier, au sein de chaque rédaction, l'un ou l'autre journaliste suivant plus particulièrement les dossiers d'environnement, les véritables spécialisations sont rares. »⁹⁸

Au *Vif/L'Express*, le départ de Michel Balthasart laisse la place à l'engagement de Philippe Lamotte, alors pigiste pour *Le Vif*, qui reprend le suivi des thématiques environnementales. Le journaliste continue de suivre le dossier Mellery, mais couvre un large éventail de thématiques : « Les sujets que j'ai traités allaient des déchets jusqu'à la politique de l'eau. J'ai beaucoup travaillé

⁹² *Incidences, La Lettre de l'environnement*, n°100, 23 avril 1997, p.1, Centre d'Archives Etopia.

⁹³ *Incidences, La Lettre de l'environnement*, n°98, 26 mars 1997, Centre d'Archives Etopia. L'affaire débute en décembre 1993 lorsque des fraudes autour de la société de valorisation de déchets des frères Falkenberg sont mises à jour. Outre la fraude fiscale, des faits de corruption, ces industriels eupennois sont accusés d'infractions environnementales pour dépôt illégal de déchets polluants. *Incidences* consacre deux dossiers spéciaux à l'affaire en 1997.

⁹⁴ *Incidences, La Lettre de l'environnement*, n°64, 9 octobre 1995, Centre d'Archives Etopia. L'affaire TCR implique, elle aussi, une fratrie : les trois frères Langeberg, à la tête de la société hollandaise TCR (Tank Cleaning Rotterdam), société de traitement des déchets. Ils sont accusés, entre autres, d'avoir déversé des produits polluants dans les eaux du port de Rotterdam, et d'avoir exporté illégalement des déchets. Dans son numéro 64, à la Une consacrée au procès TCR, *Incidences* s'indigne du « silence des médias belges » sur l'affaire.

⁹⁵ *Incidences, La Lettre de l'environnement*, n°66, 6 novembre 1995, Centre d'Archives Etopia. La lettre publie un dossier intitulé « Tractebel, vue d'ensemble » avec notamment un « schéma géant » du groupe.

⁹⁶ *Incidences, La Lettre de l'environnement*, n°93, 13 janvier 1997, Centre d'Archives Etopia. La lettre consacre à Bouygues tout un numéro spécial : « Bouygues, l'environnement en plus ».

⁹⁷ *Incidences, La Lettre de l'environnement*, n°88, 21 octobre 1996, Centre d'Archives Etopia. La lettre consacre un dossier : « Les anciennes usines à gaz : des dizaines de sites gravement contaminés sur lesquels des centaines de personnes vivent quotidiennement. Dans l'indifférence générale ? ».

⁹⁸ *Incidences, La Lettre de l'environnement*, n°42, 24 octobre 1994, Centre d'Archives Etopia.

sur la qualité de l'air, mais ils allaient aussi jusqu'à l'aménagement du territoire, jusqu'à la mobilité et l'énergie.»⁹⁹ Il se souvient de son premier papier environnemental sur la firme Ecover qui fabrique des produits de vaisselle et de nettoyage écologiques : « Ça paraît complètement banal en 2024, mais en 1990, même fin des années 1980, c'était tout à fait novateur. »¹⁰⁰

Avec la sortie du rapport Brundtland en 1988, et la sortie du premier rapport du GIEC en 1990, la problématique du climat se rajoute à la couverture dévolue à Philippe Lamotte.

« J'ai passé facilement le tiers de ma vie professionnelle au *Vif* sur cette thématique. [...] Ça a été vraiment une trame générale dans ma carrière de journaliste, parce que le climat est lié à tout. Si tu parles climat, tu parles transport, aménagement du territoire, politique climatique, [...], mobilité, énergie. C'est tout ce processus d'implication des matières les unes dans les autres, qui rend cette dynamique dite « environnementale » si large, si diverse, si passionnante à étudier.»¹⁰¹

2.1.3. *Imagine le monde allant vert : un point de vue écologiste assumé*

Au moment où l'autonomisation des mouvements écologistes se construit peu à peu dans les médias français, en Belgique, un magazine pionnier dans la couverture des enjeux écologiques voit le jour. Le trimestriel *Imagine* prend ses racines en 1996 au sein du parti Ecolo. Le projet est lancé par le Secrétariat fédéral de l'époque, et plus particulièrement à l'initiative de Jacky Morael.

Dans un document intitulé « *Réforme des publications, projet d'un nouveau journal d'Ecolo, Cahier des charges* », daté de décembre 1995, les secrétaires fédéraux du parti expliquent « la nécessité pour Ecolo d'un organe de presse digne de ce nom, tourné vers l'extérieur, capable de susciter l'intérêt et de déclencher l'adhésion »¹⁰². Un projet notamment motivé en vue des élections de 1999 et 2000. La tâche de définir un cahier des charges et une étude de faisabilité est confiée à « un professionnel de la presse très proche des milieux écologistes »¹⁰³ qui n'est autre qu'André Ruwet. Ce journaliste professionnel a travaillé durant douze ans au quotidien *La Cité*, journal créé par le Mouvement ouvrier Chrétien, dont la ligne se focalise sur les thématiques sociales et sociétales : la pauvreté, les droits humains, l'éducation, les combats antiracistes... Ensuite il devient rédacteur en chef de Greenpeace Magazine de 1988 à 1996. Parmi les dix points du cahier des charges le projet éditorial est défini comme « un organe d'information critique et d'analyse visant à dépasser le cercle restreint des convaincus et donc essentiellement tourné vers l'extérieur » et « un

⁹⁹ Lamotte, *op. cit.*

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² I. Durant, D. Josse, J. Morael, (1995, 15 décembre), « Note du SF au CF relative au projet d'un nouveau journal d'Ecolo et cahier des charges », Fonds Gérard Piroton, Centre d'archives Etopia.

¹⁰³ *Ibid.*

journal traitant les grands thèmes de l'écologie politique »¹⁰⁴. Est aussi mentionné le financement du magazine. Le parti prévoit de financer le magazine à hauteur de 5 millions d'euros par an, hors salaires. Par ailleurs le cahier des charges mentionne le *« refus d'une gestion partitocratique et le choix d'une formule qui puisse garantir l'indépendance rédactionnelle des responsables du Journal »*¹⁰⁵.

Dans une note¹⁰⁶ réalisée par André Ruwet faisant état de réflexions d'un groupe de travail autour de ce projet, la question de l'indépendance éditoriale est décrite en ces termes : *« un subtil exercice »* qui peut être résolu *« en définissant clairement les responsabilités éditoriales et organisationnelles. En permettant à la rédaction d'être suffisamment dedans et suffisamment dehors »*, et en suggérant l'organisation d'un *« groupe d'accompagnement »* constitué *« d'écologistes ouvert(e)s, de sensibilités diverses, reconnu(e)s pour leurs grandes compétences dans les sujets de société qui devront être abordés par ce magazine »*. Dans une note¹⁰⁷ d'avril 1996, André Ruwet détaille les contours, désormais définis, du magazine à paraître. Il s'agira d'un trimestriel de 52 pages, comprenant un dossier de fond sur un sujet de société ainsi qu'une série de rubriques abordées d'un point de vue écologiste. Cette note entérine également la création d'un *« Groupe d'Orientation »* (G.O) dont l'objectif est de participer à la réflexion et à la préparation de chaque numéro du magazine, à compter de quatre réunions par an. Le Groupe d'Orientation se compose d'une vingtaine de personnes, partagé équitablement entre des membres d'Ecolo et des personnes extérieures. Mais il est précisé que, suite à cette réflexion menée avec le G.O, *« la rédaction opère un choix fondé sur des critères journalistiques, en toute indépendance et liberté, au service des intentions rédactionnelles du magazine »*¹⁰⁸. Dans un document datant de février 1996, André Ruwet élabore plus précisément la direction souhaitée de la ligne éditoriale afin de *« faire apparaître l'écologie politique comme une force naturelle et permettre de mieux faire passer nos propositions et analyses »*¹⁰⁹. Pour ce faire, trois points sont mis en avant par le journaliste : veiller aux rythmes, formes et couleurs utilisés, privilégier les témoignages de comportements positifs, faire le lien entre le changement individuel et le travail politique.

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ André Ruwet, (1996, 12 avril), Courrier concernant le groupe d'orientation du nouveau magazine d'écologie politique, Fonds Gérard Pirotton, Centre d'archives Etopia.

¹⁰⁸ Notes manuscrites sur les aspects du magazine et la structure du groupe d'orientation, Fonds Gérard Pirotton, Centre d'archives Etopia.

¹⁰⁹ André Ruwet, (1996, 12 février), Documents relatifs aux aspects concrets à donner au magazine, Centre d'archives Etopia.

Imagine Magazine, alors titré *Imagine le monde allant vert*, est lancé en septembre 1996. Son premier numéro titre « *Réinventer le travail* » (cf. Annexe 3), et consacre un dossier de 23 pages à la « crise du travail ». Dans son éditorial, André Ruwet affirme que « *ce «magazine d'écologie et de société» ne sera pas la «Pravda» d'Ecolo* », et rappelle le projet éditorial consistant à « *inviter les citoyens à explorer les perspectives enthousiasmantes qu'offre l'écodéveloppement* » et le souhait de « *contribuer à rendre crédible et désirable un autre projet de société* »¹¹⁰. Au fil des numéros, le magazine tient sa promesse, et balaye des thématiques encore et toujours débattues de nos jours. Dans son numéro de décembre 1997, le magazine s'attaque à l'avion, dans son article « *Faire face à la folie du tout-en-avion* »¹¹¹. Sont évoqués les effets néfastes de l'aviation sur le climat, mais aussi des pistes d'actions comme la taxation du kérosène, l'interdiction des vols de nuits, et l'investissement dans une politique du rail. Déjà, le trimestriel s'intéressait à l'aéroport de Liège et l'arrivée de la compagnie TNT Express Worldwide pour y placer son centre de tri européen¹¹², faisant sensiblement écho à son enquête sur l'arrivée d'Alibaba à Liège Airport, vingt-quatre ans plus tard. En 1999, le magazine compte, à son pic, 7 000 abonnés¹¹³.

À l'automne 2000, Ecolo et *Imagine* souhaitent faire évoluer le projet vers une périodicité mensuelle, mais le projet n'est pas sans déclencher des tensions entre André Ruwet, et le Conseil d'Administration composé des secrétaires fédéraux d'Ecolo. Un conflit notamment lié à l'indépendance de la rédaction, et à la fonction de rédacteur en chef attribuée à André Ruwet. Dans l'optique du passage à un mensuel, le Conseil d'Administration d'*Imagine* souhaite qu'André Ruwet partage ses responsabilités car « *notre Conseil d'administration unanime croit devoir estimer que tes capacités à gérer une équipe nettement plus nombreuse et à piloter seul ce nouveau projet laissent à désirer* »¹¹⁴. « *Un alter ego au profil plus politique* » selon les mots de Brigitte Ernst citée dans le Soir¹¹⁵. La gestion financière du magazine fait également partie des dissensions, ainsi que le nouveau contenu rédactionnel qui ne fait pas l'unanimité¹¹⁶.

¹¹⁰ André Ruwet, « *Imagine le monde allant vert* », *Imagine. Le Monde allant vert*, n°1, automne 1996.

¹¹¹ André Ruwet, « *Faire face à la folie du « tout-en-avion »* », *Imagine. Le Monde allant vert*, n°6, décembre 1997.

¹¹² André Ruwet, « *Liège Bierset : la ronde commence au printemps* », *Imagine. Le Monde allant vert*, n°6, décembre 1997.

¹¹³ « *Imagine Magazine - quelques repères* », décembre 2001, Fonds Gérard Pirotton, Centre d'Archives Etopia.

¹¹⁴ J.Bauduin, P.Defeyt, B.Ernst (2000, 20 décembre), Documents relatifs au conflit entre A. Ruwet et l'équipe dirigeante d'Ecolo concernant son rôle de rédacteur en chef, Fonds Gérard Pirotton, Centre d'archives Etopia.

¹¹⁵ « *Le magazine «Imagine» deviendra-t-il la «Pravda» d'Ecolo ?* », *Le Soir*, 16 décembre 2000, Fonds Gérard Pirotton, Centre d'archives Etopia.

¹¹⁶ P-F L., « *« Imagine », le canard boiteux d'Ecolo ?* », *La Libre Belgique*, 2000, Centre d'archives Etopia.

Dans un éditorial du numéro de juillet-août 2001, André Ruwet, et Robert Neys, le nouveau président du Conseil d'Administration et journaliste à la RTBF, s'expliquent des dernières évolutions intégrées par le magazine en juin et juillet 2001. Parmi elles, la constitution d'un nouveau Conseil d'Administration, désormais formé en parité de membres et de non-membres d'Ecolo, qui, auparavant n'était formé que du Secrétariat Fédéral d'Ecolo. L'indépendance est également au cœur du projet avec l'objectif de « *réduire la participation d'Ecolo à un tiers du budget pour fin 2003* »¹¹⁷. Le magazine annonce également s'ouvrir à des partenaires extérieurs : associations, annonceurs et investisseurs, rappelant la fragilité de la presse indépendante. Finalement, en septembre 2002, Ecolo décide de mettre fin au financement du magazine, après « *une valse-hésitation longue de plusieurs mois, émaillée de polémiques portant notamment sur la conception du "produit", son concept et son contenu* »¹¹⁸.

Pour autant, l'aventure ne s'arrête pas là, et la rédaction décide en 2004 de racheter le titre pour un euro symbolique et de continuer la publication du magazine. Entre-temps, le magazine continue de mettre en avant des sujets de transformations écologiques. En témoigne sa une de novembre-décembre 2003-janvier 2004, « *Vers une décroissance heureuse ?* »¹¹⁹, ou bien celle du numéro 55¹²⁰, sur la « voiture propre », avec un dossier fouillé sur les carburants alternatifs, et dits « propres ».

2.1.4. Une couverture des enjeux environnementaux en progression

Si, dans les années 1990, la professionnalisation des journalistes environnementaux s'accompagne d'une certaine légitimation de la spécialité environnementale, celle-ci n'accède pas encore à « la dignité journalistique »¹²¹. C'est au début des années 2000 que Comby observe « une institutionnalisation de l'environnement comme spécialité journalistique »¹²². Cela se traduit par la création de rubriques ou de services dédiés. *Libération* lance sa rubrique « Terre » en 2003, *Le Monde* crée une rubrique dédiée en 2005 puis met sur pied les pages Planète en 2008, *Le Courrier International* implante une rubrique mensuelle. Le nombre de journalistes dédiés aux enjeux

¹¹⁷ Robert Neys et André Ruwet, « « Imagine », l'ouverture ! », n°25, juillet-août 2001, Centre d'archives Etopia.

¹¹⁸ David Coppi, « Écolo se désengage d'« Imagine » », *Le Soir*, 13/09/2002, Centre d'archives Etopia.

¹¹⁹ « Vers une décroissance heureuse ? », *Imagine magazine*, n°42, novembre/décembre 2003-janvier 2004, Centre d'archives Etopia. Avec un article de David Leloup intitulé « La « décroissance soutenable », Décroître ou mourir ? » ».

¹²⁰ « La « voiture propre », arnaque écologique ou vrai bon plan pour la planète ? », *Imagine Demain le monde*, n°55, mai-juin 2006, Centre d'archives Etopia.

¹²¹ Comby, *op. cit.*, p.165.

¹²² Comby, *op. cit.*, p.165.

environnementaux augmente également. Alors que France 2 avait un journaliste environnement avant 2001, la chaîne en compte quatre à partir de 2001.

En Belgique, à l'aube des années 2000, *La Libre* ne compte pas encore de pages Planète. Lorsque Gilles Toussaint arrive dans le service Information générale dans les années 2000-2003, il hérite de sujets « dont personne ne voulait », dont notamment de la « micro rubrique » environnement. À cette époque, « j'ai pour habitude de dire - c'est une boutade, mais c'était quand même un peu le cas- que c'est le papier que vous laissez pour le journaliste du dimanche soir, si jamais il avait un trou dans sa page pour qu'il ait quelque chose en dépannage. C'était encore fort vu comme la rubrique des petits oiseaux »¹²³. Le journaliste publie malgré tout quelques articles, « de façon épisodique et sans espace dédié à ça » sur le risque d'invasion d'espèces de moustiques, sur les néonicotinoïdes et la disparition des abeilles. Alors qu'il se rend compte, au fil du temps, que la question climatique est de plus en plus prégnante et grave, il décide de proposer avec un collègue la création de Pages Planète, à l'image du *Monde* ou de *Libération*. À la faveur d'une réforme du journal, et notamment de changements de maquette en 2007, Gilles Toussaint propose cette idée, à sa surprise : « Ça a été même retenu un peu mieux que ce que je pensais puisqu'on m'a dit : "Tu vas avoir une double page tous les jours et en page deux et trois du journal". Les moyens humains ne suivent pas, puisqu'il n'est accompagné que par une personne à mi-temps pour alimenter cette nouvelle rubrique. Celle-ci arrive dans un contexte favorable marqué par le documentaire d'Al Gore, *Une vérité qui dérange*, ainsi que par la sortie du quatrième rapport du GIEC.

À partir des années 2000, les scientifiques participent également à l'institutionnalisation dans le débat public des enjeux environnementaux, et plus particulièrement du changement climatique. Et ce, via la mobilisation et la sensibilisation des journalistes : « Une nouvelle configuration, dans laquelle quelques scientifiques et experts coopèrent avec les journalistes pour mettre en avant un consensus minimum de la communauté scientifique sur la véracité d'un changement climatique dû aux activités humaines »¹²⁴. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) joue un rôle important dans la médiatisation de la question proprement climatique. Ses travaux sont destinés à produire de l'expertise mais aussi « assurer une autre mission tournée vers le public non initié composé de politiques et de personnalités médiatiques, pour une prise de décision d'ordre politique conscientisée d'une part, et pour une construction non consciente des

¹²³ Entretien avec Gilles Toussaint.

¹²⁴ Comby, *op.cit.*, pp.182-183.

représentations liées au climat d'autre part »¹²⁵. Créé en 1988, par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le GIEC a pour objectif de rassembler en une synthèse l'état des connaissances actuelles sur l'évolution du climat. À sa création, et lors de la sortie de ses premiers rapports en 1990 et 1995, les conclusions établies par le GIEC ne trouvent que très peu d'échos dans la presse. En 2001, le groupe gagne en légitimité, mais ce n'est qu'en 2007, à son quatrième rapport, que « le discours journalistique construit une forte légitimité du groupe, avec l'affirmation d'un consensus scientifique sur la relation entre les activités anthropiques et les changements climatiques »¹²⁶.

Gilles Toussaint, journaliste et chef du pôle International et responsable de la rubrique Planète à *La Libre*, souligne le rôle qu'ont pu avoir des personnalités scientifiques dans sa sensibilisation et sa compréhension des questions climatiques : « Dans les gens qui m'ont vraiment marqué, en particulier sur la question climatique, il y a Jean-Pascal Van Ypersele, [...] qui a attiré mon attention de manière insistante, et qui m'a amené à réfléchir à ça. Et un bouquin d'un Monsieur dont on parle beaucoup aujourd'hui, mais qui, à l'époque, était peu connu, c'est Jean-Marc Jancovici. Il avait fait un bouquin de vulgarisation. [...] j'ai vraiment commencé à me plonger dans la question climatique via son livre [...] »¹²⁷

En 2006, Al Gore, ancien vice-président des États-Unis, produit le documentaire « Une vérité qui dérange » réalisé par David Guggenheim, et dresse le constat alarmant du réchauffement climatique, les conséquences à venir et exhorte à une action immédiate. Il reçoit en 2007 le prix Nobel de la paix.

Par la suite, en décembre 2009, la Conférence des parties à Copenhague (COP15) voit 56 journaux dans 45 pays publier le même éditorial visant à appeler les dirigeants à prendre des mesures contre le réchauffement climatique. Cruciale dans l'agenda climatique mondial, la conférence a pour objectif de renégocier un accord mondial remplaçant le protocole de Kyoto dont les dispositions prennent fin en 2012. Le sommet aboutit *in fine* à un objectif de limitation de l'augmentation des températures à 2°C, mais non contraignant et sans ambition chiffrée. L'évènement a bénéficié d'une forte médiatisation, et d'une forte mobilisation de la société civile, avec des centaines d'organisations non gouvernementales dans la capitale danoise, et plusieurs manifestations au

¹²⁵ Marion Mauger-Parat et Ana Carolina Peliz, « Controverse, polémique, expertise : trois notions pour aborder le débat sur le changement climatique en France », dans *La revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. XIII, n° 2, septembre 2013, pp. 5-6.

¹²⁶ *Ibid.*, p.15.

¹²⁷ Toussaint, *op. cit.*

programme. Pour Michel De Muelenaere, journaliste spécialisé environnement au journal *Le Soir*, ce sommet constitue un tournant :

« J'étais un des seuls journalistes belges à être à Kyoto au moment de la signature du protocole de Kyoto. Et je pense que c'est à partir de Copenhague en 2009, où tout le monde a commencé à voir débarquer Obama, tous les grands de ce monde, dans un truc dont personne n'en avait rien à faire jusque-là, que tous les médias se sont dit : "Tiens, il est en train de se passer quelque chose, on devrait quand même accorder un petit peu plus d'attention à cette histoire" [...] Et forcément dans ces conférences là, la question du climat explose complètement toutes les frontières intellectuelles, idéologiques, techniques, etc. C'est vraiment les endroits où, par excellence, les questions environnementales et climatiques en particulier, acquièrent leur dimension globale et leur dimension transversale. Et ça a vraiment, je pense, secoué un petit peu le monde médiatique, qui s'est rendu compte que, un : il était en train de se passer quelque chose, et deux : que la manière de réfléchir ces problématiques devait vraiment changer. Et que désormais il fallait accorder plus de moyens, plus d'attention, plus d'espace dans les journaux et dans les médias [...]»¹²⁸

L'échec de ce sommet, et en particulier la crise économique et financière de 2008, ramène la question climatique et environnementale en arrière-plan, aussi bien sur le plan politique que médiatique. Mais aussi car, selon Boykoff et Yulsman, les entreprises médiatiques s'engagent dans « un désinvestissement à long terme du journalisme »¹²⁹. Pour les chercheurs, cette tendance est particulièrement prégnante aux États-Unis où dès 2006, les journaux connaissent une crise économique avec une diminution des revenus publicitaires et des revenus d'exploitation.

« Among the first to go in shrinking newsrooms has been investigative reporting. Specialists covering beats like international affairs, government, and politics, as well as entertainment have been hard hit too. And most relevant to the coverage of climate change, so have journalists dedicated to science.»¹³⁰

Le journalisme environnemental s'est, entre autres, retrouvé la cible de plusieurs restrictions. D'abord, en termes de moyens humains, les réductions de postes ont touché largement les rédactions. « In 2009, a survey by *Nature* of 493 science journalists found that many jobs in that field were being lost; yet, those who remained found that their workloads increased.»¹³¹ Ensuite, « une autre mesure du déclin de la couverture scientifique dans le contexte du désinvestissement des entreprises dans les rédactions a été la réduction du nombre de sections scientifiques dédiées »¹³². Ces mesures de réductions économiques et de moyens humains ont « souvent conduit à

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ Maxwell T. Boykoff, Tom Yulsman, « Political economy, media, and climate change: sinews of modern life », dans *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, vol. 4, septembre/octobre 2013, p.361.

¹³⁰ *Ibid.*, p.362.

¹³¹ *Ibid.*, p.362.

¹³² *Ibid.*, p.362, (nous traduisons).

une simplification excessive de l'information scientifique.»¹³³ Elles entraînent inévitablement une charge de travail plus importante pour les journalistes, au détriment de reportages nuancés et en profondeur, auxquels ils peuvent consacrer moins de temps. « Focused on efficiency, media organizations have forced journalists to cover an increasing range of beats under tighter deadlines.»¹³⁴

Si Boykoff et Yuslman insistent sur le contexte états-unien, les mêmes conditions s'appliquent aux rédactions européennes, mais de façon moins « sévère ». La tendance de désinvestissement des entreprises médiatiques de leurs activités journalistiques se poursuit ensuite dans les années 2010 avec les innovations technologiques et l'apparition des réseaux sociaux, conduisant à une démocratisation et une diffusion massive de l'information. Les rédactions ont dû s'adapter au déclin de la presse papier et de ses revenus publicitaires, en optant par exemple pour des murs numériques payants. La multiplication des supports en ligne exigent des journalistes d'alimenter les plateformes plus vite et plus abondamment. Au niveau de leur pratique éditoriale, les rédactions doivent également s'adapter. Boykoff et Yuslman donnent l'exemple du *Washington Post* et du *New York Times* «cherchant de nouvelles façons de couvrir le changement climatique et d'autres problématiques environnementales dans une ère de réduction des effectifs journalistiques »¹³⁵. En 2013, le *New York Times* décide de supprimer son service environnemental en réaffectant les journalistes dans d'autres services, ainsi que la suppression de son « Green Blog », tandis que le *Washington Post* réoriente sa reporter environnementale sur la couverture de la Maison Blanche. Selon les chercheurs, ces changements peuvent être considérés comme positifs dans le sens où ils dérubriquent l'environnement et en font une thématique plus transversale, mais Margaret Sullivan, à l'époque *public editor* du *New York Times* s'inquiète de ces réformes : « I'm not convinced that *The Times's* environmental coverage will be as strong without the team and the blog. Something real has been lost on a topic of huge and growing importance.»¹³⁶

Gilles Toussaint se souvient de l'impact de la crise économique sur le traitement des thématiques environnementales : « Vers 2012, la crise économique est passée par là ainsi que le fameux "L'environnement, ça commence à bien faire" de Nicolas Sarkozy. Ça s'est aussi un peu ressenti dans les médias. À l'époque, les pages Planète étaient uniquement tout ce qui touchait au

¹³³ *Ibid.*, p.362, (nous traduisons).

¹³⁴ *Ibid.*, p.362.

¹³⁵ *Ibid.*, p.363.

¹³⁶ Curtis Brainard, « All thumbs, none green », *Columbia Journalism Review*, 19/03/2013, https://www.cjr.org/the_observatory/new_york_times_environment_cov.php (01/08/2024).

développement durable. Et, dans mon journal, il y avait justement des volontés de mélanger la science, la santé... Je n'étais pas trop pour.»¹³⁷ Après environ six ans à tenir cette rubrique, au vu des nouveaux changements, il décide, pour quelques années, de s'atteler au journalisme européen au service International.

Au *Vif*, « des recompositions draconiennes »¹³⁸ dans le journal en 2008 aboutissent à « *un soutien de l'environnement nettement moindre* »¹³⁹, engendré par une réforme des pratiques qui empêchent un travail de fond.

« On nous a demandé très clairement de nous déspecialiser. [...] À cette époque là, ce qu'on nous a demandé, c'était d'à la fois continuer notre travail de fond, d'hebdomadaire [...], donc aller plus loin dans l'investigation, aller plus loin pour trouver des angles d'approche intéressants, et en même temps, être présents sur internet. Donc à peine rentrés de nos interviews de l'extérieur, il fallait pondre quelque chose sur Internet, juste pour dire qu'on existait, mais pas pour apporter cette plus-value. Ou alors, en apportant une plus-value qui était tronquée, qui était transformée, qui était gonflée. »¹⁴⁰

Pour Philippe Lamotte, cela signifiait aussi perdre son carnet d'adresses : « Je me suis rendu compte que les nouvelles demandes qui me venaient sur les épaules, sans doute celles de mes collègues, contribuaient à prendre mon carnet d'adresses - je prends une image ici-, et à le déchirer. En disant ça, je suis un peu radical, mais tout ce que j'ai construit, je dois l'oublier, je dois le mettre derrière moi et aller dans une autre forme de journalisme plus tonitruant, plus spectaculaire.»¹⁴¹

2.1.5. Une « dépolitisation » des enjeux environnementaux

Selon Comby, en même temps que le journalisme environnemental s'institutionnalise, il se dépolitise. Par dépolitisation, le chercheur entend une approche politique au sens « macro-social de gouvernement des structures sociales, d'organisation de la vie collective, de la vie en société. [...] À partir du moment où on met l'accent, sur le changement, non pas d'organisation sociale, mais de changement individuel, on est dans un mouvement de dépolitisation »¹⁴².

¹³⁷ Toussaint, *op. cit.*

¹³⁸ Lamotte, *op. cit.*

¹³⁹ Lamotte, *op. cit.*

¹⁴⁰ Lamotte, *op. cit.*

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² « Interview de Jean-Baptiste Comby sur « La question climatique » », *Mediapart*, *Youtube*, <https://www.youtube.com/watch?v=rYaQKxul2OA> (01/08/2024).

Cette dépolitisation s'incarne d'abord dans « une modification du profil social des journalistes »¹⁴³ qui entrent dans la spécialité, avec des journalistes ayant un rapport différent à l'environnement de leurs collègues arrivés avant les années 2000. « Alors que la période où faire le choix de l'environnement, c'est-à-dire d'une spécialité non stabilisée, relevait d'une volonté spécifique, l'entrée dans le “journalisme environnemental” après le début des années 2000 s'apparente plus à une étape dans une “carrière”. »¹⁴⁴ Mais cette dépolitisation s'explique aussi par des choix éditoriaux : « l'imposition d'un *consensus*, qui masque les controverses ; l'individualisation des responsabilités, qui masque les solutions collectives comme les éco-quartiers ; l'égalisation des rapports aux enjeux, qui masque la contribution et l'exposition inégales des groupes sociaux au problème. En termes journalistiques, cela se traduit par un traitement qui consiste à sensibiliser en mettant en proximité et en quotidienneté le problème climatique. »¹⁴⁵ Dans une analyse portant sur 396 sujets consacrés au changement climatique diffusés aux JT du soir de France 2 et TF1 entre 1997 et 2007, Comby montre que le traitement du changement climatique s'attarde davantage sur les conséquences de celui-ci, et le traitement des solutions est « soit plus succinct, soit plus lointain »¹⁴⁶. Reportages sur la montée du niveau des océans, sur la perturbation des migrations animales, « il s'ensuit que les journalistes cherchent moins à faire comprendre qu'à faire prendre conscience »¹⁴⁷.

Mais, la dépolitisation des enjeux environnementaux ne s'ancre pas seulement dans l'univers médiatique, elle est aussi modelée par d'autres espaces sociaux. Dans le débat public, l'environnement revêt une acception et une définition consensuelle. D'une part, par une technicisation de l'espace associatif environnemental qui s'engage davantage vers des « répertoires d'actions collectives pacifiés » : éducation du public, sensibilisation, négociations, ou campagnes de communication¹⁴⁸. L'environnement est aussi rendu « grand public » via des personnalités sensibilisatrices comme Nicolas Hulot ou Yann-Arthus Bertrand. D'autre part, « la prise en charge politique des enjeux environnementaux participe de leur « consensualisation »¹⁴⁹. Les politiques publiques en matière d'environnement individualisent les problèmes écologiques, et les

¹⁴³ Comby, *op. cit.*, p.168.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p.169.

¹⁴⁵ *Ibid.*, pp.176-177.

¹⁴⁶ *Ibid.*, pp.177-178.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p.177.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p.181.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p.184.

administrations s'appuient fortement sur les médias pour véhiculer leurs dispositifs incitatifs. « Les politiques environnementales comptent sur les journalistes non seulement pour faire connaître la décision prise, mais également pour provoquer des changements de comportement »¹⁵⁰. « En somme, de la rencontre entre des intérêts extérieurs au champ médiatique et des transformations internes à l'univers journalistique, découlent des qualifications “pour tous” de l'environnement. Cette requalification, progressive et collective, rend possible une médiatisation accrue de l'environnement qui se diffuse désormais au sein même des rubriques d'informations pratique et depuis peu politique.»¹⁵¹

2.2 L'avènement du « développement durable »

Cette vision « aseptisée »¹⁵² de l'environnement qu'évoque Comby a notamment été véhiculée par l'apparition du vocable et de la politique du « développement durable », très fortement liée à une approche auto-régulatrice des entreprises. Le concept de développement durable prend racine dans les institutions onusiennes. Il apparaît pour la première fois en 1980 dans le rapport *Stratégie mondiale de la conservation* de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature. Mais sa véritable popularisation survient via la sortie, en 1987, du rapport Brundtland publié par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Ce texte intitulé « Notre avenir à tous » fixe la définition du développement durable :

« Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.»¹⁵³

En 1992, le Sommet Planète Terre à Rio, de son vrai nom « Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement », a consacré la volonté d'« un partenariat mondial pour le développement durable »¹⁵⁴ afin de maintenir de la vie sur Terre. Sa Déclaration de Rio détaille la

¹⁵⁰ *Ibid.*, p.185.

¹⁵¹ *Ibid.*, p.186.

¹⁵² *Ibid.*, p.160.

¹⁵³ Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations Unies, « Notre avenir à tous », Rapport Brundtland, 1987, p.40.

¹⁵⁴ Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, « Agenda 21 », 1992, p. 4.

façon dont les États doivent agir et coopérer, tandis que le programme Action 21, également fruit de cette Conférence, constitue un programme d'actions à mettre en place par les gouvernements mais aussi d'autres acteurs, comme le précise le préambule du programme : « Il faudrait de même encourager la participation du public la plus large possible et la contribution active des organisations non gouvernementales et d'autres groupes. »¹⁵⁵ À ce propos, le chapitre 30 se penche sur « le renforcement du rôle du commerce et de l'industrie », et stipule : « Le commerce et l'industrie, y compris les sociétés transnationales, devraient reconnaître que la gestion de l'environnement revêt un rang de priorité élevé et est déterminante pour un développement durable. »¹⁵⁶ À cet impératif, le programme Action 21 propose deux pistes d'action : « promouvoir une production moins polluante »¹⁵⁷ et « encourager l'initiative des entrepreneurs »¹⁵⁸.

C'est ce qu'on appelle la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), c'est-à-dire « la prise en compte des effets des activités des entreprises sur l'environnement social et naturel et le fait de prendre en considération ces aspects dans leur stratégie et leur gestion, ainsi que d'en rendre compte aux tiers concernés »¹⁵⁹. Cette introduction de la responsabilité des entreprises dans le développement durable et plus particulièrement dans la préservation de l'environnement a notamment été introduite par des acteurs du monde des affaires. En particulier, le WBCSD (World Business Council for Sustainable Development) dont Stephan Schmidheiny, un homme d'affaires suisse, est à l'origine. En vue du sommet de Rio de 1992, Maurice Strong, secrétaire général de la Conférence des Nations-Unies sur l'environnement et le développement, lui attribue la constitution d'un groupe « Industrie » afin de représenter les entreprises durant la Conférence¹⁶⁰. Naît alors le BCSD (Business Council for Sustainable Development) qui regroupera 50 patrons de multinationales européennes, japonaises et nord-américaines. À la faveur du sommet, le groupe publie le livre *Changing Course : a global business perspective on development and the environment*. Cet ouvrage présente la vision de leur responsabilité vis-à-vis de leur environnement. Dans sa déclaration, en ouverture du livre, le BCSD stipule : « As business leaders, we are

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 4.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 411.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 412.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 414.

¹⁵⁹ Michel Capron, « La responsabilité sociale d'entreprise », dans *l'Encyclopédie du Développement Durable*, n°99, juillet 2009, p.1.

¹⁶⁰ Françoise Quairel, Michel Capron, « Le couplage « responsabilité sociale des entreprises » et « développement durable » : mise en perspective, enjeux et limites », dans *Revue française de socio-économie*, janvier 2013, p.132.

committed to sustainable development, to meeting the needs of the present without compromising the welfare of future generations.»¹⁶¹

« WBCSD (avec S. Schmidheiny) a joué un rôle d'entrepreneur institutionnel. Ses ressources, son insertion dans le réseau des instances internationales et le réseau des dirigeants de multinationales, sa capacité de théorisation, ont été déterminants dans l'association entre la responsabilité de l'entreprise et le développement durable.»¹⁶² En 1997, un autre ouvrage, *Signals of Change*, publié par le WBCSD, ancre encore un peu plus le rôle des entreprises dans les objectifs du développement durable. Dans ce rapport, le WBCSD justifie la prise en charge des problématiques de développement durable par les entreprises par un contexte de désengagement des gouvernements dans un contexte de globalisation¹⁶³. Le WBCSD précise également dans cet ouvrage la possibilité pour les entreprises de « restaurer la légitimité des multinationales, en leur confiant la mission de préserver l'environnement et de réduire la pauvreté »¹⁶⁴ en insistant sur la nécessité de s'en tenir à des démarches volontaires.

En parallèle, les institutions internationales et européennes vont poursuivre ce mouvement par la mise en place de différents textes et normes. Au niveau mondial, le « Global Compact » de Kofi Annan en 2000 vise à inciter les entreprises à adopter une attitude responsable dans plusieurs domaines, et le Rapport du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg en 2002 vise à «encourager le secteur industriel à améliorer ses résultats sur les plans social et environnemental grâce à des initiatives volontaires concernant, par exemple, des systèmes de management environnemental, des codes de conduite, des mesures de certification et la publication d'information sur des questions environnementales et sociales... »¹⁶⁵. En Europe, un tournant s'opère en 2002 avec la communication de la Commission européenne intitulée « Responsabilité sociale des entreprises : une contribution au développement durable », en affirmant que « la RSE est intrinsèquement liée au concept de développement durable » et en soulignant que « la RSE constitue une nouvelle forme de gouvernance dans un contexte de mondialisation »¹⁶⁶.

¹⁶¹ Stephan Schmidheiny, *Changing Course: a global business perspective on development and the Environment*, MIT Press, 1992, p. 11.

¹⁶² Quairel, Capron, *op. cit.*, p.132.

¹⁶³ *Ibid.*, p.133.

¹⁶⁴ *Ibid.*, p.133.

¹⁶⁵ Rapport du Sommet mondial pour le développement durable : Johannesburg, Nations Unies, 2002, p.16.

¹⁶⁶ Quairel, Capron, *op. cit.*, p.137.

« Le lien RSE-DD n'est plus questionné »¹⁶⁷, expliquent Capron et Quairel, qui analysent depuis 2005, l'accentuation d'un lent glissement de la responsabilité politique vers les entreprises.

« [...] Le refus de toute régulation européenne plus contraignante, la promotion des initiatives volontaires, la logique de la "compétitivité responsable" dans une "économie de marché durable" [Commission UE, 2006], confirment que la mise en œuvre du DD repose avant tout sur les stratégies des entreprises. L'absence de consensus international sur les grandes questions environnementales et sociales renvoie bien sûr les grandes entreprises la charge de promouvoir le développement durable de la planète par une autorégulation.»¹⁶⁸

Et tout comme les autres entreprises, les entreprises médiatiques se dotent également de politiques de responsabilité sociale, et en particulier orientées vers le développement durable. Pas seulement dans leurs politiques d'entreprises, mais aussi dans les discours qu'elles véhiculent, comme en témoigne la Charte d'engagement des médias, proposée par Jean-Louis Borloo, alors Ministre de l'Écologie, dans le cadre du Grenelle de l'Environnement en France en 2007. Cette charte consiste en cinq engagements :

« Proposer une formation et une information de tous les journalistes de toutes les rédactions, mettre en place une information quotidienne sur les « gestes d'engagement de la vie de tous les jours » au service de la planète, organiser une grande journée de mobilisation et de solidarité à l'image du Sidaction ou du Telethon sur le thème « sauvons la planète », procéder dans chaque entreprise de presse à un bilan carbone mesurant leurs émissions de gaz à effet de serre contribuant au réchauffement climatique et amplifier les émissions ou les reportages consacrés aux grandes urgences environnementales.»¹⁶⁹

Si le terme de « développement durable » deviendra de plus en plus contesté en raison de politiques de *greenwashing* menées par les entreprises, il a durablement imprimé les politiques publiques, ainsi que les imaginaires médiatiques. Comme le montre Comby, lors de son analyse de 396 sujets de JT de TF1 et France 2 entre 1997 et 2007 : « À propos du changement climatique, le secteur industriel est rarement remis en cause dans le corpus de reportages analysés. Bien au contraire – en particulier après l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto en février 2005 et de la "bourse de quotas de CO2" – de nombreux sujets relaient des "actions exemplaires" mises en place par des entreprises soumises à la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre.»¹⁷⁰

2.3. Une repolitisation des enjeux environnementaux ?

C'est à nouveau un évènement d'ampleur mondiale qui remet le climat à l'agenda médiatique : la COP21 à Paris, en 2015. Après l'échec du sommet de Copenhague, la COP21 se donne pour

¹⁶⁷ *Ibid.*, p.137.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p.137.

¹⁶⁹ « Borloo propose une charte d'engagement », *Le Nouvel Obs*, 27/09/2007, <https://www.nouvelobs.com/planete/autour-du-grenelle-de-l-environnement/20070927.OBS6792/borloo-propose-une-charte-d-engagement.html> (01/08/2024).

¹⁷⁰ Comby, *op. cit.*, p.183-184.

objectif d'aboutir à un accord universel et contraignant pour lutter contre le réchauffement climatique. Ratifié par les 195 États participants, l'objectif final est de limiter l'augmentation moyenne de la température en-dessous de 2°C par rapport à la période préindustrielle, et si possible en-dessous de 1,5°C. Les États signataires doivent présenter des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre à réviser tous les cinq ans, et selon un effort décidé par chaque État.

2.3.1. Le tournant de la COP21

Pour couvrir le sommet, 3.000 journalistes du monde entier sont accrédités. Dans son ouvrage *Les médias, le monde et nous*, la journaliste Anne-Sophie Novel rappelle l'effervescence médiatique française autour de cet événement : aussi bien au sein des médias traditionnels avec des éditions spéciales, des séries documentaires, mais aussi l'apparition de nouveaux canaux médiatiques, notamment sur Youtube avec la création de chaînes comme La Barbe, Partager c'est sympa, ou encore Professeur Feuillage¹⁷¹.

Dans les médias belges, la COP est également suivie de près. *Le Soir* débute sa couverture au moins dès le mois d'octobre 2015. Sur la Première, la RTBF met en place, dès octobre 2015, un programme intitulé « Expérience Climat » au sein du magazine de société « Questions clés », afin d'aborder plusieurs aspects de la COP21 et des initiatives environnementales. Parmi les sujets abordés : l'agroécologie, les réfugiés climatiques ou encore la consommation. L'émission de La Deux « Alors on change » créée en 2012 passe en mode « spéciale Cop21 » avec une émission axée sur des initiatives individuelles ou d'entreprises. Ces émissions s'inscrivent dans une opération spéciale lancée en novembre « Le Climat et moi ». Un questionnaire en ligne permet de récolter les questions du public sur le changement climatique, et des réponses sont apportées dans les différentes émissions de la chaîne, avec en point d'orgue une journée spéciale et interactive, le 30 novembre 2015, début de la COP. Sur le site de *La Libre*, le dossier COP 21 regroupe une soixantaine d'articles et de dépêches étalés entre novembre et décembre 2015. Des articles décryptent les enjeux de la COP, avec un rappel des forces politiques en présence¹⁷², un décryptage

¹⁷¹ Anne-Sophie Novel, *Les médias, le monde et nous*, Actes Sud/Colibris, coll. « Domaine du possible », 2019, p.158.

¹⁷² Gilles Toussaint, « Cop 21 : Une menace commune, mais des intérêts divergents », *La Libre*, 28/11/2015, <https://www.lalibre.be/planete/2015/11/28/cop-21-une-menace-commune-mais-des-interets-divergents-26YH3ZGJ35BYTD4FQAEL6UTRQE/> (01/08/2024).

des émissions de CO₂ par pays, par habitant et dans le temps¹⁷³, les solutions à mettre en place pour réduire les émissions de gaz à effet de serre¹⁷⁴.

François Siegel, co-fondateur de la revue française *We Demain*, replace ce phénomène médiatique dans un contexte sociétal devenu plus favorable aux questions climatiques : « Les mentalités sont entrain de changer parce que quand même le renouvelable, la transition énergétique marquent des points partout dans le monde, et globalement cette COP arrive dans un contexte où on se dit que ça serait bien qu'on ne réinvente pas le XX^{ème} siècle, qu'on essaye de reconstruire sur ses décombres et qu'on essaye de passer à autre chose. »¹⁷⁵ Mais certains journalistes restent dubitatifs par rapport à cette mobilisation massive, comme Walter Bouvais, cofondateur et directeur de la publication du magazine Terra Eco :

« Comme on le voit souvent sur des phénomènes d'actualité, il y a une forme d'hystérisation de l'information, toujours ce phénomène de bulles médiatiques qui se succèdent. [...] Je ne suis pas certain qu'à long terme, cela puisse donner du sens à l'information pour les lecteurs. Et ce que je crains surtout, pour avoir déjà vécu Copenhague : on avait assisté un peu à la même déferlante médiatique il y a déjà six ans, c'est que tout ça s'éteigne ou en tout cas redescende de plusieurs étages à partir du mois de janvier »¹⁷⁶

Pourtant, dans une étude menée en 2022 sur la médiatisation de la science dans *Le Monde*, *Le Soir* & *Le Temps*, un collectif de chercheurs montre que la question du climat a multiplié sa présence médiatique par trois entre 2001 et 2022. Les chercheurs attribuent cette amplification à « la mise à l'agenda institutionnel des questions climatiques avec une association forte aux diverses organisations intergouvernementales dédiées au climat (COP21, GIEC, conférence, accords, conventions, Copenhague), [...] »¹⁷⁷. Dans une étude établissant les mots les plus couramment utilisés dans les contextes du terme « climat » pour le journal *Le Monde*, les chercheurs observent des mots faisant référence à un vocable institutionnel, comme « intergouvernemental », « giec », « expert », « conférence », « accord »¹⁷⁸. Ils observent les mêmes utilisations pour les journaux *Le Soir* et *Le Temps*.

¹⁷³ Gilles Toussaint, « Cop 21 : Des responsabilités communes, mais différenciées », *La Libre*, 29/11/2015, <https://www.lalibre.be/planete/2015/11/29/cop-21-des-responsabilites-communes-mais-differenciees-graphiques-CBH2XFWOABDCVP7NA32BGSJV6U/> (01/08/2024).

¹⁷⁴ Gilles Toussaint, « Mettre le CO₂ au placard », *La Libre*, 27/11/2015, <https://www.lalibre.be/planete/2015/11/27/mettre-le-co2-au-placard-E7UDECKXZ5BMHLUBICTKSBCRQA/> (01/08/2024).

¹⁷⁵ « COP21 : les médias en font-ils trop ou pas assez ? », *Le Secret des sources*, *France Culture*, 05/12/2015, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-secret-des-sources/cop21-les-medias-en-font-ils-trop-ou-pas-assez-2843620> (01/08/2024).

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ Observatoires des pratiques socio-numériques, « 2001 – 2022, la presse en quête de science. La médiatisation de la science dans *Le Monde*, *Le Soir* et *Le Temps* », novembre 2022, p.21.

¹⁷⁸ *Ibid.*, p.21.

À la même époque, un autre jalon médiatique se pose dans les imaginaires sociétaux et les cadrages médiatiques : le documentaire *Demain*, réalisé par Cyril Dion et Mélanie Laurent. Le film se veut être un panorama, à travers plusieurs pays, d'initiatives collectives visant un modèle de société de préservation de la planète. À travers différentes thématiques : l'alimentation, l'énergie, la démocratie...etc, les réalisateurs nous emmènent découvrir des villes qui fonctionnent avec une monnaie locale, une ferme de permaculture, ou encore une entreprise d'enveloppes qui fonctionne avec des énergies renouvelables. Le documentaire reçoit le César du meilleur film documentaire en 2016, et cumule 1,1 million d'entrées en novembre 2016. Il est par la suite distribué à l'international : en Italie, au Japon, en Australie ou encore aux États-Unis. Dans un article de ses pages Planète consacré au documentaire, *Le Monde* titre « “Demain”, un phénomène de société ». Le journaliste détaille l'engouement qu'a suscité le film auprès des citoyens :

« Dans les salles, les spectateurs sont comme des fans au concert : ils se lèvent à la fin et applaudissent, prennent des notes dans le noir, discutent avec leurs voisins, les enlacent, sont émus aux larmes, shootés à l'optimisme. (...) Des spectateurs se mettent à cultiver des légumes en ville, achètent un vélo, recyclent leurs déchets, arrêtent la viande, montent un comité de quartier, réfléchissent à une monnaie locale.»¹⁷⁹

En Belgique, le film cumule 180 000 entrées à la fin de l'année 2016¹⁸⁰. Les répercussions politiques suivent également, au niveau international avec la projection du film à la Conférence sur le climat à Paris devant une centaine de délégués, mais aussi en Belgique. À l'époque, la ministre Bruxelloise de l'Environnement, Céline Fremault (CDH), organise des projections gratuites destinées aux élèves de sixième et cinquième secondaire de Bruxelles. En février 2016, le film est projeté à 1 800 élèves et 200 accompagnateurs.¹⁸¹ L'Université de Namur tient également à honorer le duo de réalisateurs en octobre 2016 en remettant à Cyril Dion et Mélanie Laurent le titre de Docteur Honoris Causa. En octobre 2016, Jean-Claude Marcourt, alors ministre wallon de l'Économie (PS) convie Cyril Dion, à Liège, à l'occasion d'une conférence de presse sur l'économie sociale et coopérative.¹⁸²

Médiatiquement, la sortie du documentaire bénéficie d'une large couverture dans la presse, et est même à l'initiative d'émissions spéciales dans certains médias. C'est le cas de la RTBF qui, en octobre 2016, réalise une émission en public et en direct à Charleroi, de 20h00 à 00h00, dénommée

¹⁷⁹ Michel Guerrin, « “Demain” et “Merci Patron !”, le succès du cinéma de combat, *Le Monde*, 21/04/2016, https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/04/22/demain-et-merci-patron-meme-combat_4906760_3232.html (23/05/2024).

¹⁸⁰ *Imagine Demain le monde*, « Cyril Dion : “L'après *Demain* est en marche” », novembre et décembre 2016, <https://archives.imagine-magazine.com/lire/spip.php?article2226> (25/05/2024).

¹⁸¹ J. C. et A. Lo., « “Demain”, outil de réflexion », *La Libre*, 23/02/2016, <https://www.lalibre.be/planete/2016/02/23/demain-outil-de-reflexion-VMDYIJMCXREVZGAUSFL4APXBBU/> (25/05/2024).

¹⁸² « Cyril Dion, co-réalisateur du film “Demain”, fait l'éloge de l'économie sociale à Liège », BX1, 13/10/2016, <https://bx1.be/depeches/cyril-dion-co-ralisateur-du-film-demain-fait-lloge-de-lconomie-sociale-lige/> (26/06/2024).

« La Nuit des Idées ». L'émission est présentée comme suit : « Inspirés par la démarche du documentaire *Demain*, de Cyril Dion et Mélanie Laurent, Sophie Brems, Pascal Claude, Sophie Moens, Olivier Nederlandt, Véronique Thyberghien, animateurs et journalistes de La Première, donneront la parole à des dizaines d'experts, d'étudiants, de personnalités de terrain, pour nous montrer que des solutions existent déjà. »¹⁸³ L'émission aborde, tout au long de cette nuit, cinq thématiques : habitat, démocratie, éducation, alimentation et économie, et énergies. À l'image du film, lui aussi découpé en cinq chapitres qui reprennent plus ou moins ces thématiques. « La démarche du documentaire *Demain* » qu'évoque la RTBF, et que celle-ci reprend, s'inscrit plus largement dans une vision journalistique, de plus en plus mobilisée sur les thématiques environnementales, celle du journalisme de solutions ou du journalisme constructif. À *La Libre*, le journaliste Gilles Toussaint cite l'influence de ce documentaire dans sa réflexion éditoriale. Il est « marqué » par le film, mais aussi découragé : « Ce qui m'a vraiment frappé, et même un peu découragé, c'est que je me suis dit : "Mais en fait, tout ce qu'ils montrent, j'en ai parlé. Beaucoup de gens qu'on voit dans le documentaire, je les ai déjà rencontrés". Sauf qu'ils le faisaient d'une autre façon »¹⁸⁴, explique-t-il. C'est alors qu'il propose à son journal de lancer « une rubrique de journalisme constructif ou de solutions » : « Inspire », en 2017-2018. La rubrique s'intéresse à différents domaines tels que l'agriculture, la mobilité, la santé, l'enseignement, dont les thématiques environnementales, en mettant en avant des initiatives citoyennes, associatives ou entrepreneuriales. « Mon objectif était de montrer que, malgré tout, les choses évoluaient, et que des gens avec des idées différentes, essayaient d'avancer dans cette direction-là. À côté du traitement traditionnel de l'information environnementale on essayait d'amener des angles plus axés sur l'action »¹⁸⁵, détaille Gilles Toussaint.

Si l'impact médiatique du documentaire reste indéniable, quelques voix critiques envisagent cet engouement différemment, et décrivent, en creux, une dépolitisation des combats écologiques. Pablo Servigne, penseur de l'effondrement, dans une tribune¹⁸⁶ publiée dans Reporterre s'interroge sur les réactions d'espoir suscitées par le film. « "Mais solutions à quoi ?", me suis-je demandé en visionnant le film ? Et à quoi pensent les centaines de milliers de spectateurs qui se pressent dans

¹⁸³ « Réinventer demain, avec "La nuit des idées" », RTBF, 19/10/2016, <https://www.rtb.be/article/reinventer-demain-avec-la-nuit-des-%20idees-9434013> (14/05/2024).

¹⁸⁴ Toussaint, *op. cit.*

¹⁸⁵ *Ibid.*

¹⁸⁶ Pablo Servigne, « Les « solutions » sont nécessaires, mais elles n'empêcheront pas l'effondrement », Reporterre, 13/06/2016, <https://reporterre.net/Les-solutions-sont-necessaires-mais-elles-n-empacheront-pas-l-effondrement#nb2> (01/08/2024).

les salles et qui ressortent avec le sourire aux lèvres ? Comment peut-on être à la fois enthousiaste et conscient de la fin de notre monde ? », questionne t-il. Pablo Servigne enjoint, non pas à envisager les solutions présentées par le film comme le signe d'un espoir au ralentissement de l'effondrement de nos sociétés, comme le promet le documentaire, mais plutôt comme un accompagnement. « Les “solutions”, aussi enthousiasmantes soient-elles, ne nous permettront pas de “résoudre le problème” de l'effondrement, mais simplement de mieux vivre avec »¹⁸⁷, conclut-il.

Martine Guyot-Bender, professeure de littérature et de film français à l'Hamilton College, résume sans doute plus justement les critiques qui peuvent être portées au film : « L'absence de l'Afrique et de l'Amérique du Sud dans cette grande foire aux idées » et aussi « une insistance presque gênante sur les succès de l'Europe du Nord et qui omet de préciser que la richesse de ces pays y est pour beaucoup dans leurs expérimentations »¹⁸⁸. En effet, jamais n'est abordée la question des inégalités face à la crise climatique. « Dion et Laurent auraient-ils pu rappeler qu'au royaume de l'écologie certains sont plus égaux que d'autres ? Peut-être, mais cela aurait été un autre film »¹⁸⁹, nuance la professeure. C'est sans doute ce qui explique le large succès auprès du public, des forces politiques de tous bords, et pourquoi il a été si bien intégré par le discours médiatique, en s'inscrivant dans la continuité de la perspective installée par le courant du développement durable. « Demain propose des modèles, attire un public varié y compris des néophytes et des éco-sceptiques, fait débat, recrute des bricoleurs de la politique et de l'écologie », résume Martine Guyot-Bender.

2.3.2. *Le retour des mobilisations citoyennes*

Le 20 août 2018, Greta Thunberg, alors adolescente, décide d'arrêter d'aller à l'école, et de s'asseoir, tous les jours, devant le Parlement suédois, afin de réclamer à son gouvernement de prendre des mesures pour lutter contre le changement climatique. En novembre 2018, elle lance le mouvement « Friday's for future », dont le but est d'inciter les jeunes à faire la grève scolaire pour le climat, chaque vendredi, partout dans le monde. Le mouvement essaime petit à petit, et le 15 mars 2019, plus d'un million de jeunes manifestent dans 2.000 villes de 125 pays. Dans un appel publié par le journal *Le Temps*, 260 chercheurs suisses, français et belges brisent leur devoir de

¹⁸⁷ *Ibid.*

¹⁸⁸ Martine Guyot-Bender, « Review of *Demain*, by C. Dion & M. Laurent », dans *The French Review*, vol.90, n°3, mars 2017, pp.236-237.

¹⁸⁹ Martine Guyot-Bender, « Review of *Demain*, by C. Dion & M. Laurent », dans *The French Review*, vol.90, n°3, mars 2017, pp.236-237.

réserve, et affirment leur soutien à cette grève du 15 mars, et confirment leur participation¹⁹⁰. Mais c'est en septembre 2019 que le mouvement « Friday's for future » connaît son apogée. En vue du sommet Action Climat de l'ONU à New York, la grève du 20 septembre 2019 réunit plus de quatre millions de personnes dans 163 pays, dont 1,4 million de manifestants en Allemagne. À Bruxelles, la manifestation réunit 150.000 personnes selon les forces de police¹⁹¹.

En France, la démission de Nicolas Hulot de son poste de Ministre de l'Écologie le 28 août 2018, en direct sur France Inter, opère un véritable tournant. Pour la journaliste Anne-Sophie Novel, « l'essor des marches pour le climat qui s'ensuivent dès le 8 septembre partout en France, puis chaque mois, allié au mouvement des Gilets jaunes, et aux marches du siècle portées par les jeunes du monde entier, prouve à quel point un tournant a eu lieu »¹⁹². Sans doute, les épisodes caniculaires et de sécheresses, mais aussi les tempêtes et les vents violents qui ont touché l'Europe durant l'été 2018 n'y sont pas pour rien. Suite à la démission de Nicolas Hulot, le journal *Le Monde* publie le 3 septembre 2018, une tribune co-signée par 200 personnalités, et intitulée « Le plus grand défi de l'histoire de l'humanité ». À l'initiative de l'actrice Juliette Binoche et de l'astrophysicien Aurélien Barrau, cet appel exige une action « ferme et immédiate » du pouvoir politique pour lutter contre « un cataclysme planétaire »¹⁹³. S'ajoute au contexte politique, la sortie, le 8 octobre 2018, d'un rapport spécial du GIEC, exposant les conséquences d'un réchauffement des températures au-delà de 1,5°C. Le rapport explique les scénarios auxquels nous serions confrontés dans un monde à +1,5°C ou +2°C. Les rapporteurs présentent la trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre à suivre, soit une réduction de 45% d'ici à 2030 par rapport au niveau de 2010, un objectif qui demande « des transitions systémiques, rapides et radicales »¹⁹⁴. Le 2 décembre 2018, une marche pour le climat, organisée par Climate Express et Coalition Climat, réunit 65.000 personnes à Bruxelles, afin d'interpeller les dirigeants belges pour une politique climatique plus ambitieuse, au moment où s'ouvre la COP24 en Pologne. À la suite de cette COP, deux étudiantes flamandes,

¹⁹⁰ « Appel de chercheurs à la grève climatique mondiale du 15 mars », *Le Temps*, 20/02/2019, <https://www.letemps.ch/opinions/appel-chercheurs-greve-climatique-mondiale-15-mars> (27/07/2024).

¹⁹¹ Jean-François Noulet, S. Heinderickx, « Grève mondiale pour le climat : 15000 jeunes (et moins jeunes) manifestent à Bruxelles », RTBF, 20/09/2019, <https://www.rtb.be/article/greve-mondiale-pour-le-climat-15000-jeunes-et-moins-jeunes-manifestent-a-bruxelles-10320400> (27/07/2024).

¹⁹² Novel, *op. cit.*, p.174.

¹⁹³ « « Le plus grand défi de l'histoire de l'humanité » : l'appel de 200 personnalités pour sauver la planète », *Le Monde*, 03/09/2018, https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/09/03/le-plus-grand-defi-de-l-histoire-de-l-humanite-l-appel-de-200-personnalites-pour-sauver-la-planete_5349380_3232.html (28/07/2024).

¹⁹⁴ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, « Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté », Résumé à l'intention des décideurs, 2018. p.17.

Anuna De Wever et Kyra Gantois, sont choquées de l'issue des négociations, lorsque les représentants de leur pays refusent d'approuver deux directives européennes sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables¹⁹⁵. Elles décident alors de lancer un appel à la mobilisation sur les réseaux sociaux, et créent le mouvement « Youth for Climate ». Elles réunissent, lors de leur première mobilisation le 10 janvier 2019, environ 3.000 élèves néerlandophones dans les rues de Bruxelles venus faire la grève des cours, et réclamer des actions aux dirigeants politiques. Adélaïde Charlier, jeune adolescente de 18 ans, rejoint le mouvement avec l'ambition de l'étendre en Wallonie, et devient la porte-parole francophone de « Youth for Climate ». Tous les jeudi, les grèves se poursuivent. La manifestation du 24 janvier 2019 réunit 35.000 élèves, flamands et wallons, dont des étudiants du supérieur. Le 27 janvier 2019, une marche pour le climat organisée par le collectif « Rise for Climate Belgium » réunit 70.000 personnes dans le but d'interpeller l'État belge, et exhorter le Conseil européen à rejoindre les objectifs du GIEC et du Parlement européen.

Les médias, à l'échelle mondiale, couvrent de près ces mobilisations citoyennes. En France, la mobilisation s'exprime notamment via des campagnes menées par des youtubeurs ou des influenceurs, via le collectif « On est prêt », ou « Il est encore temps », avec un panel d'actions à mener individuellement ou collectivement pour réduire son impact environnemental ou faire pression sur les acteurs politiques ou les entreprises. Pour Anne-Sophie Novel, « si les médias généralistes s'emparaient de ces questions auparavant, l'électrochoc est tel qu'il pousse ces sujets dans le top de la hiérarchie »¹⁹⁶.

L'année 2019 constitue notamment des changements dans le cadrage médiatique et le vocable employé par les médias. Dans un rapport de recherche sur la place de la science dans la presse francophone publié par l'Observatoire des pratique socio-numériques, un collectif de chercheurs français, suisses et belges, s'est intéressé à la médiatisation de la science dans *Le Monde*, *Le Soir* et *Le Temps*. Le corpus étudié se constitue de plus 150.000 articles publiés sur les sites web du *Monde*, du *Temps* et du *Soir* entre 2001 et 2022, contenant au moins une occurrence d'un mot commençant par science ou scienti-. Les chercheurs explorent, entre autres, la thématique climatique dans les articles de science et observent un basculement s'opérer en 2019. Avant 2019, les médias s'attardent sur les conséquences lointaines de la crise climatique, c'est-à-dire la fonte des glaces, l'extinction des espèces, les catastrophes extra-européennes, tandis qu'après 2019, ils se concentrent sur les

¹⁹⁵ Jean-Pierre Stroobants, Anuna et Kyra, les deux héroïnes des marches belges pour le climat, *Le Monde*, 14/02/2019, https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/02/14/anuna-et-kyra-les-deux-heroines-des-marches-belges-pour-le-climat_5423339_3244.html (25/07/2024).

¹⁹⁶ Anne-Sophie Novel, *Les médias, le monde et nous*, p.174.

effets proches et directs sur les citoyens, et sur les moyens d'agir¹⁹⁷. Le collectif observe plus spécifiquement, au niveau du journal *Le Soir*, la disparition autour de 2019 des « images d'Épinal (telle que celle de l'ours polaire sur un iceberg utilisée pour évoquer la fonte des glaces) au profit de la mise en proximité des questions climatiques et de leur inscription dans le quotidien des individus, en phase avec l'importance des rubriques locales dans les articles de notre corpus, en particulier pour les journaux suisse et belge »¹⁹⁸. Aux alentours de 2018-2019, un nouveau lexique est mobilisé par les médias étudiés. Dans une étude exploratoire menée sur la représentation et les traitements médiatiques de la question climatique dans la presse francophone, les chercheurs Louis Escoufflaire, Antonin Descampe et Grégoire Lits observent l'évolution des occurrences de cinq termes liés au climat : changement climatique, crise climatique, dérèglement climatique, réchauffement climatique et urgence climatique. Pour *Le Monde*, ils se focalisent sur l'apparition de ces termes dans les articles du journal de 1990 à 2022. Alors que depuis 1995, ce sont les termes de « changement climatique » et de « réchauffement climatique » qui sont mobilisés, autour de 2018, les termes de dérèglement, crise et urgence climatiques apparaissent dans les articles du journal *Le Monde*, et leurs occurrences ne cessent d'augmenter après cette date¹⁹⁹. Dans les 750.000 articles de la RTBF, analysés de 2008 à 2021, même constat avec un pic des occurrences du terme « urgence climatique » en 2019, au moment des mobilisations « Youth for Climate », avec après 2019, une diminution des occurrences de « dérèglement climatique » et d'« urgence climatique », mais une augmentation continue des occurrences de « crise climatique »²⁰⁰.

Les marches pour le climat s'inscrivent également dans le timing politique des scrutins fédéraux, régionaux belges et européens du 26 mai 2019. À l'échelle européenne, les partis écologistes produisent une percée significative avec l'obtention de 74 sièges au Parlement européen, ce qui représente une augmentation de 40 % de la représentation des Verts au Parlement²⁰¹. En Belgique, avec moins d'ampleur que prévu dans les sondages, Ecolo augmente largement ses scores par rapport à 2014, à tous les niveaux : avec, par rapport à 2014, une hausse de près de 6 points en

¹⁹⁷ Observatoires des pratiques socio-numériques, « 2001 – 2022, la presse en quête de science. La médiatisation de la science dans *Le Monde*, *Le Soir* et *Le Temps* », novembre 2022, p. 21.

¹⁹⁸ *Ibid.*, p.21.

¹⁹⁹ Louis Escoufflaire, Antonin Descampe, Grégoire Lits, « Représentation et traitement médiatiques de la question climatique dans la presse francophone », *Journée d'étude ORM/UCLouvain* « Journalisme et urgence climatique », mai 2023, p.15.

²⁰⁰ *Ibid.*, p.16.

²⁰¹ « Elections européennes : vague verte sur l'Europe », *Le Monde*, 28/05/2019, https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/05/28/elections-europeennes-vague-verte-sur-l-europe_5468494_3232.html (24/07/2024).

Wallonie, pratiquement le double de leur score à Bruxelles, et au fédéral également, près du double de leurs résultats de 2014²⁰².

En juillet 2021, la Belgique, entre autres, fait face à des inondations meurtrières sans précédent. Deux cent quarante communes wallonnes sont touchées et on dénombre 41 morts. En Allemagne, 136 morts sont à dénombrer. Une étude du 23 août 2021 menée par le World Weather Attribution (WWA), un réseau international de scientifiques, a établi le lien entre ces inondations et le réchauffement climatique, concluant que cet épisode a été rendu jusqu'à 9 fois plus probable en raison du changement climatique et ce dernier a fait augmenter la quantité de pluie sur une journée de 3% à 19%²⁰³.

Cette catastrophe a évidemment fait l'objet d'une large couverture médiatique parmi les médias belges. Dans un article du 18 juillet 2021, *Le Soir* aborde le lien entre réchauffement climatique et inondations, avec le spécialiste des migrations climatiques François Gemenne²⁰⁴. Dès le 5 juillet, un article évoque le lien entre crise climatique et pluies plus fortes, mais aussi sur les solutions à mettre en place²⁰⁵. Dès le 24 août, *Le Soir* se fait le relais de l'étude du WWA via deux articles expliquant l'impact du réchauffement climatique sur les précipitations²⁰⁶. Le 26 août, *Le Soir* explore également l'impact environnemental des inondations, en termes de pollution et de déchets²⁰⁷. Plusieurs articles s'intéressent aux questions de restauration de la nature post-inondations²⁰⁸. Des articles s'intéressent également à l'aménagement du territoire. Le 27 juillet 2021, la DH affiche en une : « Inondations chez nous, canicule ailleurs... Climat : Quelles sont les pistes pour faire face au

²⁰² Pascal Lorent, « Elections 2019: Ecolo remporte une victoire qui lui était promise », *Le Soir*, 26/05/2019, <https://www.lesoir.be/227153/article/2019-05-26/elections-2019-ecolo-remporte-une-victoire-qui-lui-etait-promise> (28/07/2024)

²⁰³ « Les inondations de juillet en Allemagne et en Belgique sont bien liées au réchauffement climatique », *Le Monde*, 24/08/2021, https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/08/24/les-inondations-de-juillet-en-allemande-et-en-belgique-sont-bien-liees-au-rechauffement-climatique_6092170_3244.html (24/07/2024)

²⁰⁴ Charlotte Hutin,

²⁰⁵ Michel de Muelenaere, « Inondations: les solutions sont connues, la concrétisation traîne », *Le Soir*, 05/07/2021, <https://www.lesoir.be/382406/article/2021-07-05/inondations-les-solutions-sont-connues-la-concretisation-traîne?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlast5year%26sort%3Ddate%2Bdesc%26word%3Durbanisme%2Bmuelenaere> (23/07/2024).

²⁰⁶ Michel de Muelenaere, « Déluges: le réchauffement climatique en cause », *Le Soir*, 24/08/2021, <https://www.lesoir.be/390867/article/2021-08-24/deluges-le-rechauffement-climatique-en-cause> (22/07/2024).

²⁰⁷ Michel de Muelenaere, « Pollution, déchets, dégâts: les inondations ont aussi laissé des traces dans l'environnement », *Le Soir*, 26/08/2021, <https://www.lesoir.be/391488/article/2021-08-26/pollution-dechets-degats-les-inondations-ont-aussi-laisse-des-traces-dans> (22/07/2024).

²⁰⁸ Michel de Muelenaere, « Inondations: restaurer la nature pour se protéger du pire », *Le Soir*, 06/09/2021, <https://www.lesoir.be/393116/article/2021-09-06/inondations-restaurer-la-nature-pour-se-protéger-du-pire> (22/07/2024).

climat». Un an après les inondations, le magazine *Imagine Demain le monde* publie un hors-série consacré à l'après-inondations : « Renaître après le déluge, 2021-2022, chronique d'un sinistre climatique et social ». Deux ans après les inondations, l'émission #Investigation de la RTBF s'interroge sur le plan mis en place par la Région wallonne pour se prémunir à l'avenir de ce genre de catastrophes : réaménagement de la vallée de la Vesdre, adaptation du bâti, la restauration des Hautes-Fagnes...etc. Les inondations de juillet 2021 ont tristement remis l'enjeu climatique au devant de la scène, mais aussi dans toute sa transversalité avec des enjeux d'aménagement du territoire, de biodiversité, de justice sociale, d'urbanisation, etc.

L'évènement a bousculé certaines rédactions dans leur couverture même. Gilles Toussaint se souvient d'une réunion de la société des rédacteurs de *La Libre*, en juin 2021. Ce jour-là, Gilles Toussaint décide de prendre la parole, chose qu'il ne fait qu'« exceptionnellement ». Il souhaite alerter sa rédaction, à travers ce qu'il a pu lire et entendre, et ce qu'observait notamment sa collègue Sophie Devillers travaillant sur les sciences climatiques, sur le fait « qu'on allait vraiment vers une dégradation plus rapide et qu'on allait vraiment au devant de graves problèmes »²⁰⁹. « Et j'ai - je ne vais pas dire « supplié » mais presque - en disant, chaque journaliste, dans chaque rubrique, vous devez vous intéresser à ça, vous devez intégrer ça dans le secteur que vous couvrez. Ça ne veut pas dire parler climat tous les jours, mais ça veut dire avoir à l'esprit que c'est là, et que ça va influencer le domaine culturel, le domaine social, l'énergie, etc. »²¹⁰ L'appel est « diversement compris » selon les mots du journaliste, et lorsqu'au mois de juillet, les inondations ont lieu, « on a eu une grande réunion de rédaction, de crise pour savoir comment on couvrait, et puis à un moment, tout le monde se retourne et me regarde un peu et j'ai dit : « Voilà, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Il va falloir pomper maintenant. »²¹¹

2.3.3. Un plafond de « vert » médiatique

Malgré ces différents électrochocs, la couverture médiatique des enjeux environnementaux et climatiques semble plafonner.

Une étude de 2020 menée par l'association française Reporters d'Espoirs s'intéresse à la question : « Comment les médias traitent-ils du changement climatique ? ». Elle se focalise sur un échantillon de médias, allant des journaux télévisés de TF1 et de France 2, aux matinales de radio de France Inter, RTL et RMC, en passant par des articles de la presse quotidienne nationale et régionale. Les

²⁰⁹ Toussaint, *op. cit.*

²¹⁰ *Ibid.*

²¹¹ *Ibid.*

périodes analysées sont l'année 2019, la décennie 2010-2019, ainsi qu'un mois en 2010, 2018 et 2019. Dans ses conclusions, le rapport atteste d'une augmentation significative de la place dédiée à l'environnement sur tous les supports. Entre 2010 et 2019, la part des sujets dédiés à l'environnement au journal télévisé (JT) de 20 heures de TF1 a été multiplié par 3, passant de 5% à 17,3%²¹². Dans la presse écrite, la part des articles évoquant le terme « climatique » dans la presse quotidienne nationale (PQN) est passé de 1,29% à son pic en 2015 (avec une rechute en 2016 à 0,85%) à 3,80% en 2019, avec une évolution continue entre 2016 et 2019²¹³. Malgré cette augmentation, « les sujets environnementaux demeurent peu contextualisés dans le problème climatique que ce soit en TV, en radio, ou en presse écrite, parmi les médias d'information généraliste examinés [...] »²¹⁴. Alors que dans le 20h de TF1, en 2019, 17,3% de sujets sont consacrés à l'environnement, seulement 5,1% des sujets évoquent le climat²¹⁵. Sur une période d'un mois, en 2019, 1,3% des sujets du journal de 8h de France Inter évoquent le changement climatique, même si durant la matinale, des chroniques abordent la thématique climatique²¹⁶. En 2019, l'association observe que « l'engagement de la jeunesse s'est imposé comme le principal sujet qui « tire » la couverture médiatique du climat », et ensuite « les grands événements institutionnels -Sommet Action Climat onusien, COP25- et plus en arrière plan les publications scientifiques – à savoir les rapports spéciaux du GIEC sur les océans et sur l'utilisation des terres »²¹⁷.

En Belgique, une telle étude n'existe pas, mise à part l'étude exploratoire menée par Escoufflaire, Descampe et Lits, et dont les résultats ont été présentés à une journée d'étude de l'Observatoire de recherche sur les médias et le journalisme, et de l'Université Catholique de Louvain intitulée « Journalisme et urgence climatique ». En mars 2023, cinq scientifiques signent une tribune²¹⁸ dans *Le Soir* « pour des médias à la hauteur de l'urgence climatique », et mettent en évidence plusieurs constats : la volonté de certains médias de vouloir « rassurer » leur lectorat, l'appréhension de la question écologique comme une question partisane, un traitement des enjeux climatiques comme « des faits d'actualité ponctuels, sans suivi dans le temps et sans explicitation et mise en perspective

²¹² Reporters d'Espoirs, « Comment les médias traitent-ils du changement climatique ? », juillet 2020, p.20.

²¹³ *Ibid.*, p.45.

²¹⁴ *Ibid.*, p.3.

²¹⁵ *Ibid.*, p.20.

²¹⁶ *Ibid.*, pp.38-43.

²¹⁷ *Ibid.*, juillet 2020, p.4.

²¹⁸ Caroline Nierberding, Pierre Ozer, Sébastien Doutreloup, Xavier Fettweis et Cathy Clerbaux, « Pour des médias à la hauteur de l'urgence climatique », *Le Soir*, 06/03/2023, <https://www.lesoir.be/499148/article/2023-03-06/pour-des-medias-la-hauteur-de-lurgence-climatique> (23/07/2024).

des liens qu'ils pourraient avoir entre eux et avec l'ensemble des autres sujets abordés», et un recours trop fréquent au micro-trottoir qui « revient à évaluer la pertinence d'une mesure politique ou d'un changement sociétal à l'aune des mécontentements qu'ils suscitent ». Ils exhortent ainsi les professionnels des médias à « mener en leur sein une réflexion radicale et globale sur la manière d'aborder les enjeux et questions relatives au climat et à la biodiversité » avec en ligne de mire des objectifs de transversalité, de justesse du lexique et de documentation de la complexité des problèmes et des solutions.

CHAPITRE 3 : LE RENOUVELLEMENT DES PRATIQUES ÉDITORIALES

Le traitement médiatique actuel des crises écologiques s'avère insuffisant, et pose un problème d'utilité publique puisque les médias jouent un rôle crucial dans la compréhension et l'appréhension du problème écologique par les citoyens. Dans une étude de 2022 du Reuters Institute auprès de 46 pays dans le monde, Robertson a établi que pour s'informer sur les thématiques climatiques, les citoyens privilégient en tête les documentaires (39%), suivis des principaux médias d'information (33%), et en troisième position, des médias d'envergure moindre ou alternatifs (14%)²¹⁹. En Belgique, une enquête nationale menée, en 2021, par le Service Changements climatiques du SPF Santé publique, auprès de 1 600 Belges a montré que l'obtention passive d'informations sur le changement climatique se réalise via les journaux (50%), Internet (51%) et la radio (50%), tandis que la recherche active d'informations se fait via Internet en premier lieu (48%), puis via des programmes d'information, documentaires, fictions, etc (27%), et enfin par les journaux (26%)²²⁰. Afin de relever le niveau et la qualité de la couverture des enjeux écologiques, des initiatives naissent, aussi bien au sein des rédactions qu'en dehors pour réinventer un fonctionnement médiatique et journalistique inadapté à la complexité de la crise environnementale.

3.1 Le journalisme constructif : terrain d'exploration des solutions à la crise climatique

Parmi ces initiatives, un courant journalistique s'impose peu à peu dans l'univers médiatique, et en particulier vis-à-vis des thématiques écologiques : le journalisme constructif. Le journalisme constructif prend ses racines dans le journalisme civique, apparu à la fin des années 1990 aux États-Unis, avec lequel il partage la volonté d'« aider le public à retrouver le sentiment qu'il peut faire quelque chose pour changer la situation et, au fond, stimuler la “démocratie” »²²¹, et la vision du journaliste comme sujet actif. McIntyre et Gyldensted définissent le journalisme constructif comme «une forme émergente de journalisme qui implique l'application de techniques de psychologie positive aux processus et à la production de l'information dans le but de créer une couverture

²¹⁹ Craig T. Robertson, « How People Access and Think about Climate Change News », dans *Reuters Institute Digital News Report*, 2022, pp.54-57.

²²⁰ Service Public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire, « Enquête sur le climat », 5e édition, automne 2021, pp.97-103.

²²¹ Jean-François Tétu, « Du “public journalism” au “journalisme citoyen” », dans *Questions de communication*, n°13, 2008, p.78.

productive et engageante, tout en restant fidèle aux fonctions essentielles du journalisme»²²². Le journalisme constructif regroupe plusieurs branches dont celle du journalisme de solutions, du journalisme prospectif, du journalisme de paix, et le journalisme réparateur. Dans notre cas, le journalisme de solutions est davantage celui qui nous intéresse, mais les différentes sous-branches peuvent s'entremêler. Le journalisme de solutions peut apporter des informations nécessaires dans le cadre des crises écologiques, dans le sens où la crise climatique implique d'informer sur les causes et les conséquences du dérèglement climatique, mais également sur les moyens d'actions et les changements structurels à opérer.

3.1.1 Donner des perspectives d'avenir

De plus, le journalisme constructif semble pouvoir répondre à une tendance à l'épuisement informationnel. Dans son rapport de 2022, le Reuters Institute observe une augmentation de comportements d'évitement sélectif des informations (*selective news avoidance*), c'est-à-dire le choix de limiter son exposition à l'actualité. Cette tendance, à divers degrés, est en hausse dans beaucoup de pays européens. Au Royaume-Uni, la proportion de personnes qui évitent l'actualité est passé de 24% en 2017 à 46% en 2022.²²³ Parmi les raisons les plus avancées, outre la saturation autour de la crise covid, 36% avancent que l'actualité affecte leur moral de façon négative, 29% sont épuisés par la quantité d'informations, 16% ressentent un sentiment d'impuissance face à ces informations. Tel que définit par le Solutions Journalism Network, le journalisme de solutions s'incarne dans « des reportages rigoureux et convaincants sur les réponses aux problèmes sociaux »²²⁴. Le journalisme constructif ne vise pas à dépeindre une réalité qui ne serait que positive, «l'objectif du journalisme constructif est d'aller au-delà de la simple mise en évidence des aspects positifs d'une société, mais aussi de rechercher des solutions à ses problèmes persistants et de les présenter de manière exhaustive aux citoyens»²²⁵. Vis-à-vis de la crise climatique, le journalisme constructif fournit au lecteur, non pas seulement un constat alarmant des conséquences entraînées par la dégradation de la biosphère, mais offre des perspectives d'adaptation et d'action sérieuses.

²²² Karen McIntyre, Cathrine Gyldensted, « Constructive Journalism: Applying Positive Psychology Techniques to News Production », dans *The Journal of Media Innovations*, vol. 4, n°2, 2017, pp.20-34, (nous traduisons).

²²³ Nic Newman, « Executive Summary and Key Findings » dans *Reuters Institute Digital News Report*, 2022, p.13.

²²⁴ « What Is Solutions Journalism? », Solutions Journalism Network, <https://www.solutionsjournalism.org/who-we-are/mission> (23/06/2024), (nous traduisons).

²²⁵ Lekshmi Priya Sanal, I. Arul Aram, «Constructive journalism and its effects on environmental discourses », dans *Communications in Humanities and Social Sciences*, vol. 3, n°1, 2023, p.10.

« By focusing on rigorous responses to social problems, including insight about how the solution may apply or replicate in other contexts, solutions journalism stories necessitate a thematic frame. This element of solutions journalism suggests that such stories will increase attribution of social responsibility for crises toward social actors and build support for collective solutions.»²²⁶

Dans une enquête en ligne menée en 2021 auprès de 352 étudiants américains en communication, Thier et Lin ont montré l'effet mobilisateur de tels récits. Les étudiants ont été confrontés à une ou deux versions d'un article sur des inondations liées au changement climatique, l'un adoptant une perspective axée vers des solutions, notamment politiques, l'autre focalisé sur les conséquences négatives des inondations. Les résultats montrent que les participants ayant lu des articles axés sur les solutions et ayant attribué la responsabilité sociale au gouvernement étaient plus enclins à soutenir l'action collective²²⁷. « Given these findings, we suggest journalists and strategic risk communicators consider pitching stories that depict climate change as a social problem that requires societal-level interventions [...]»²²⁸ L'étude montre également que les articles axés sur les solutions sont positivement reliés à la capacité d'agir ressentie, accroissant le soutien pour l'action collective, « offrant la preuve d'un lien entre les sentiments de capacité inspirés par ce genre journalistique émergent et les attitudes envers le changement prosocial»²²⁹.

3.1.2 *Imagine Demain le monde : magazine pionnier du journalisme constructif*

À l'échelle mondiale, la plateforme web Medium a recensé, en 2021, 54 rubriques ou médias²³⁰ qui ont intégré le journalisme de solutions dans leur couverture. Parmi eux, le magazine belge *Imagine Demain le monde*, dont le journalisme constructif est le crédo même de sa ligne éditoriale, depuis 1996. « Un magazine qui a l'audace d'une vision prospective, qui redonne du souffle et engendre l'enthousiasme plutôt que le défaitisme cynique, n'est certainement pas inutile », et s'engageant à «débusquer les pistes alternatives, respectueuses de la complexité des choses », établissait la charte rédactionnelle et fondatrice de 1996. Dès les premiers numéros, le magazine explore des alternatives pour une société plus écologique. Un dossier consacré aux énergies renouvelables en Belgique s'invite dans le tout premier numéro. En juin 1997, le magazine s'intéresse aux déchets

²²⁶ Kathryn Thier & Tong Lin, « How Solutions Journalism Shapes Support for Collective Climate Change Adaptation », dans *Environmental Communication*, vol. 16, n°8, 2022, p.1029.

²²⁷ *Ibid.*, p.1037.

²²⁸ *Ibid.*, p.1037.

²²⁹ *Ibid.*, p.1039, (nous traduisons).

²³⁰ Julia Hotz, « 54 News Outlets with Dedicated Solutions Journalism Sections », Medium, 31/03/2019, <https://thewholestory.solutionsjournalism.org/34-news-outlets-with-dedicated-solutions-journalism-sections-9ef0214a7c43>, (17/05/2024).

ménagers et explore les techniques de compostage, de biométhanisation et de tri sélectif²³¹. Le numéro de décembre 1997 consacre un dossier à l'argent, dont l'argent durable et éthique²³². Et ainsi de suite. Dans les années 2000, apogée du développement durable, le magazine consacre plusieurs numéros à la transition écologique. Dans un numéro spécial de 2007, « Planète, 10 ans pour sauver le climat », le magazine fait le point sur la situation climatique mondiale, et égrène des perspectives d'avenir à travers de grandes thématiques : l'éducation, l'habitat, la fiscalité, l'énergie, et même les médias. Dans un article intitulé « Médias tièdes sur sujet “chaud” »²³³, les journalistes interrogeaient déjà le rôle des médias, et posaient la question : « Les médias sont-ils à la hauteur des enjeux posés par le réchauffement du climat ? ». Et bien avant le film *Demain*, le bimestriel consacre en janvier 2011, son numéro à un « Voyage au coeur de la Transition ». Permaculture, rencontre avec Rob Hopkins, fondateur du mouvement des villes en transition, monnaies locales, coopératives citoyennes tournées vers les énergies renouvelables..., tous les ingrédients du documentaire de Cyril Dion et Mélanie Laurent sont présents. En 2013, le magazine réaffirme sa volonté de se voir comme un moteur de changement : « Un magazine comme nous le concevons doit non seulement faire de la critique sociale, mais il doit aussi proposer des idées et des solutions concrètes, aider ses lecteurs à passer à l'action, à titre personnel ou en réseaux »²³⁴, écrit André Ruwet dans le numéro 99. En 2022, le magazine remporte le Prix Belfius de la presse catégorie « Jeunes talents belges » pour son dossier transmédia « Le Tour des jeunes solutionneurs de Wallonie » autour de 15 initiatives de jeunes porteurs de projets avec un impact social et environnemental positif.

3.1.3 Un journalisme de solutions qui imprègne de plus en plus les récits médiatiques

Dans d'autres médias belges, des initiatives ont pu émerger ça et là. La rubrique « Inspire » à *La Libre* a été lancée par Gilles Toussaint, en 2017-2018, dans la foulée de la sortie du documentaire *Demain*. « On a essayé de montrer qu'il y avait différentes facettes et que malgré tout, les choses évoluaient, que des gens avec des idées différentes essayaient quand même d'avancer dans cette direction-là »²³⁵. La rubrique présente à la fois des initiatives individuelles, associatives et

²³¹ « Sortons-les des poubelles ! Reportages sur des expériences de compostage, de biométhanisation et de tri sélectif », *Imagine le monde allant vert*, n°4, juin 1997, Centre d'archives Etopia.

²³² « Donner du sens à son argent : le ver(t) est dans la pomme » dans le dossier « Être citoyen de son argent », *Imagine le monde allant vert*, n°6, décembre 1997, Centre d'Archives Etopia.

²³³ David Leloup, Laure de Hesselle, « Médias tièdes sur sujet “chaud” », *Imagine Demain le monde*, n°59, janvier-février 2007, Centre d'archives Etopia.

²³⁴ André Ruwet, « Imagine à neuf », *Imagine magazine*, n°99, septembre-octobre 2013.

²³⁵ Toussaint, *op. cit.*

entrepreneuriales. Le dernier article publié dans la rubrique date d'août 2023. Dans une perspective similaire, *Le Vif* a lancé une série d'articles depuis 2021, intitulée « Les Optimistes du climat » dont le but est de présenter des portraits de « personnes, d'entreprises et d'organisations qui recherchent et développent des solutions aux problèmes de la planète »²³⁶. On retrouve dans cette rubrique aussi bien des articles sur la transition des écoles wallonnes, des écovillages que sur la nourriture à base d'insectes ou l'intelligence artificielle. Cette rubrique institue un mélange des genres étonnant puisqu'elle est soutenue grâce à un partenariat avec Rolex. L'entreprise d'horlogerie de luxe, se situe, d'après le rapport environnemental sur l'horlogerie et la joaillerie de 2023 de l'ONG WWF, en avant-dernière position, dans la « moyenne inférieure » selon la classification établie, concernant ses efforts de durabilité, sur les vingt-une marques analysées²³⁷.

Au *Soir*, pas de rubrique consacrée au journalisme de solutions mais des articles ou des supports qui intègrent parfois cette perspective, davantage dans des formats plus longs. À l'image, en février 2024, du podcast de décryptage de l'actualité du *Soir* « Grand Angle » qui aborde dans un épisode l'adaptation au changement climatique avec le journaliste Michel De Muelenaere, la série « Grands formats », ou comme ce long article « Climat : l'adaptation en Wallonie, lente, coûteuse mais vitale » de Michel De Muelenaere sur à la fois les constats du réchauffement et les pistes d'adaptation après les inondations²³⁸. À *L'Écho*, la rubrique « développement durable » créée dans les années 2000 a rapidement disparu en raison d'une décision de la rédaction en chef de l'époque considérant que les sujets climatiques ne devaient plus être rubriqués, mais transversaux.

À la RTBF, de nombreux formats intègrent cette démarche constructive. Le podcast d'Arnaud Ruysen « Déclat, Le Tournant » fait une large place à l'exploration des solutions face à l'urgence climatique²³⁹. Prudent vis-à-vis « d'un glissement vers une forme de journalisme “bisounours” », Arnaud Ruysen considère « essentiel de médiatiser le travail des acteurs du changement, de mettre en débat les pistes de solutions, d'orienter certains débats politiques sur les projets qui rassemblent plutôt que les tensions qui divisent »²⁴⁰. Dans son émission « Y a pas de planète B », la journaliste Gwenaëlle Dekegeleer décrypte des grandes thématiques d'actualité autour de l'écologie :

²³⁶ Les Optimistes du Climat, *Le Vif*, <https://www.levif.be/les-optimistes-du-climat-2/> (19/04/2024).

²³⁷ WWF, « Time for change. Demanding more transparency and responsibility in the watch and jewellery sector », Sustainability Rating and Industry Report 2023.

²³⁸ Michel de Muelenaere, « Climat : l'adaptation en Wallonie, lente, coûteuse mais vitale », *Le Soir*, 07/02/2024, <https://www.lesoir.be/566896/article/2024-02-07/climat-ladaptation-en-wallonie-lente-couteuse-mais-vitale> (05/04/2024).

²³⁹ Pour ne citer que quelques épisodes : « Est-il possible de décarboner le secteur aérien? », « Quelle agriculture durable pour demain? », « Ce serait quoi une transition juste? ».

²⁴⁰ Arnaud Ruysen, « Médias et climat : six défis majeurs pour le journalisme », dans *La Revue Nouvelle*, n°7, 2021, p.41.

consommation de viande, vêtements, publicité, biodiversité. Cette émission fait suite au programme « Alors on change », qui était dédié à la transition écologique et aux acteurs de changement. « L'idée c'était vraiment de faire un truc qui soit hyper accessible et vulgarisé, pouvoir déjouer les idées reçues, amener des chiffres, des sources, pouvoir démonter les arguments des climato-sceptiques, etc »²⁴¹. Les solutions font aussi partie de ce décryptage. Pour exemple, dans l'émission : « Avion écologique : un vol peut-il devenir neutre en carbone ? »²⁴², la journaliste explique l'impact écologique de l'avion, démystifie les discours du secteur de l'aviation, et propose des alternatives à l'avion. Chaque émission fonctionne plus ou moins sur la même trame avec une partie décryptage et une exploration de possibles alternatives. La capsule « Un oeil sur demain » du JT, lancée en 2019, et à laquelle collabore Gwenaëlle Dekegeleer, est axée sur les futures révolutions scientifiques et innovations technologiques et aborde par ce biais des pistes de solutions vis-à-vis de nombreuses préoccupations et notamment celle de la crise climatique. La revue indépendante *Tchak* tournée vers l'alimentation durable et le monde paysan axe son contenu non seulement sur la dénonciation des « impacts et le *greenwashing* des multinationales de l'agroalimentaire et de la grande distribution [...] Mais aussi parce qu'elle tranche avec le climat anxiogène actuel. Nos articles parlent de celles et ceux qui construisent déjà le monde de demain, plus robuste, plus positif, plus porteur d'espoir »²⁴³.

À l'échelle européenne et mondiale, des organisations visant à promouvoir le journalisme constructif ou de solutions ont vu le jour depuis quelques années. Le Solutions Journalism Network est une organisation qui existe depuis 2013 et qui fournit aux journalistes des *mastersclass* et des formations afin d'intégrer le journalisme de solutions dans leur pratique. Au Danemark, le Constructive Institute s'est créé en 2017, et produit de la recherche sur le journalisme constructif, donne des conférences, et offre la possibilité à des journalistes de suivre un programme d'un an pour affiner leurs connaissances, de rencontrer des acteurs du journalisme de solutions...etc. Le Bonn Institute en Allemagne créé en 2022 est également dédié à propager la pratique du journalisme constructif. En France, c'est l'association Reporters d'Espoirs, fondée en 2004, qui endosse cette mission. En Belgique, l'association francophone NEW6S, créée en 2018, « accompagne les professionnel·le·s de l'information dans leur cheminement vers une information

²⁴¹ Entretien avec Gwenaëlle Dekegeleer.

²⁴² « Avion écologique : un vol peut-il devenir neutre en carbone ? », Y a pas de planète B, RTBF, *Youtube*, <https://www.youtube.com/watch?v=i-2IEGPb2nE> (05/03/2024).

²⁴³ « Notre ligne éditoriale », *Tchak*, 30/04/2020, <https://tchak.be/index.php/2020/04/30/tchak-ligne-editoriale/> (24/04/2024).

plus constructive »²⁴⁴. Elle met sur pieds des conférences, propose des formations, remet un prix du journalisme constructif et organise chaque année la Semaine de l'Info Constructive en invitant les rédactions belges francophones à mettre en valeur leur démarche et leur production constructives.

Pour Sanal et Aram, le journalisme constructif « remet en question le rôle des médias grand public en tant que spectateur muet qui observe et ne fait qu'informer. Il repose sur la transmission réflexive de l'information de la part du journaliste et est socialement utile à son public »²⁴⁵.

3.2. Le journalisme d'engagement et citoyen : accompagner la lutte contre l'effondrement de la biosphère

Une autre forme de journalisme dépasse cette vision du rôle du journaliste comme simple rapporteur, le journalisme d'« engagement » ou *advocacy journalism*. Historiquement, l'*advocacy journalism* est lié, en Europe, à l'influence des partis politiques et du pouvoir financier sur les organes de communication, et en particulier les médias. Ici, ce n'est pas en un sens partisan que nous comprenons ce terme, mais plutôt dans le sens développé par Rhaman qui définit l'engagement comme la poursuite d'un idéal de justice.

« Climate change is understood as a case of global injustice, therefore climate journalists may advocate in favor of (potential) climate victims and thereby adhere to another journalistic ideal by siding with the subjects of an injustice »²⁴⁶.

Cette perspective replace davantage le journalisme dans son objectif premier d'intérêt général : « When shedding light on injustice and contributing to change, the media not only can play an ordinary everyday role of informing the public but also can develop voice and mobilize opinion to bring society into a more desirable condition. »²⁴⁷

3.2.1 « Keep it in the ground » : la campagne mobilisatrice du Guardian

Dans cette optique, *The Guardian* s'est inscrit en 2015 dans ce courant en lançant la campagne « Keep it in the ground », en partenariat avec l'ONG 350.org, afin de faire pression sur des institutions et des grands groupes pour qu'ils désinvestissent des énergies fossiles. *The Guardian* a particulièrement axé sa campagne sur la fondation Bill et Melinda Gates et le Wellcome Trust. Cette initiative est lancée par Alan Rusbridger, alors rédacteur en chef de l'époque dans ses derniers mois

²⁴⁴ NEW6S, <https://new6s.be/a-propos/new6s/> (23/02/2024).

²⁴⁵ Sanal & Aram, *op. cit.*, p.10, (nous traduisons).

²⁴⁶ Mofizur Rhaman, « Applying Advocacy in Climate Change. The Case of Bangladesh », dans *Media Meets Climate, The Global Challenge for Journalism*, 2012, p.159.

²⁴⁷ *Ibid.* p.146.

à la tête du journal. Lorsqu'il rencontre Bill McKibben, ancien journaliste et fondateur de l'ONG 350.org, lors d'une cérémonie de remise de prix, le rédacteur en chef lui pose cette question : « We need to be doing more about climate change, what should we be doing? »²⁴⁸ L'activiste lui expose alors l'enjeu vital de laisser les énergies fossiles dans le sol si nous souhaitons avoir la chance de rester en-dessous des deux degrés de réchauffement.

La direction à donner au projet suscitera des débats dans la rédaction. Deux axes sont mis en question : soit le journal fait pression au niveau politique en essayant de pousser pour mettre en place des régulations, soit il choisit de lancer une mobilisation populaire impliquant la société civile et les citoyens. Les journalistes se demandent si c'est leur rôle de militer pour telle ou telle solution, si la place du *Guardian* n'est pas plutôt de poser des questions, plutôt que des réponses. Finalement, l'équipe décide de mener une campagne et de devenir « a paper with an agenda »²⁴⁹. Sur le fond, le journal publie des articles sur le fonctionnement des extractions fossiles, qui les possède, comment mettre en place une transition de sortie des énergies fossiles, avec quels substituts. À côté de cela, *The Guardian* a mis en place une pétition vers laquelle sont directement renvoyés les lecteurs sur le site. Cette pétition est à signer, et est adressée à la fondation Bill et Melinda Gates et au Wellcome Trust. Au cours de sa campagne, *The Guardian* s'est également nourri des idées des signataires, et a convié dans ses locaux des militants, des scientifiques et des associatifs afin de récolter des retours vis-à-vis de leur opération. Médiatiquement, cette prise de position par *The Guardian* a suscité quelques remous dans la profession, et plus particulièrement aux États-Unis et en Europe du Nord, où les cultures journalistiques tiennent l'impartialité et l'objectivité pour incompatible avec un quelconque engagement²⁵⁰. « Climate change for whatever reason is seen as a controversial subject, and there fore some people think that is the duty of media to be objective and impartial and not taking a side. And I think it has surprised some people that our newspaper would be so bold to take a side »²⁵¹.

À la fin de cette campagne, le Wellcome Trust et la fondation Bill et Melinda Gates n'ont pas désinvesti, mais le journal a suscité un mouvement de désinvestissement auprès de plusieurs autres

²⁴⁸ « Bill McKibben reflects on decade since Right Livelihood Award », Right Livelihood, 12/03/2024, <https://rightlivelihood.org/news/bill-mckibben-reflects-on-decade-since-right-livelihood-award/> (01/08/2024).

²⁴⁹ « The biggest story in the world podcast : Episode 2, An angle », *The Guardian*, 27/03/2015, <https://www.theguardian.com/environment/audio/2015/mar/27/podcast-biggest-story-climate-change-campaign-episode3-audio> (11/01/2024).

²⁵⁰ « The biggest story in the world podcast : Episode 7, Attacks », *The Guardian*, 07/05/2015, <https://www.theguardian.com/environment/audio/2015/may/07/podcast-biggest-story-psychology-episode7> (11/01/2024).

²⁵¹ Alan Rusbridger dans « The biggest story in the world podcast : Episode 12 : Impact », *The Guardian*, 19/06/2015, <https://www.theguardian.com/environment/audio/2015/jun/19/podcast-biggest-story-impact-episode12> (11/01/2024).

institutions dont L'Église d'Angleterre. Le journal a également créé de l'engagement auprès de ses lecteurs et des citoyens avec 200 contenus produits et 200 000 signataires de la pétition. Plus largement, la volonté de cette campagne était également de réinventer les manières d'aborder la crise climatique. « I went into this with two ways of thinking. One was this moral issue that this one of this great moral causes of our times. The other was a professional thing of somebody's who spent his life in journalism : why couldn't journalism succeed with this subject ? Why couldn't journalism engage with the intensity and seriousness it deserves ? »²⁵². Le rôle des journalistes s'en est également trouvé réinterrogé comme l'exprime ce journaliste du *Guardian*, ayant auparavant travaillé pour des médias américains : « A lot of my former colleagues and people I know have asked me about how I feel whether I am comfortable with it and my answer is : not only I am comfortable with it, but I find it kind of liberating as a journalist being able to say : here's a piece of journalism but here's also what you can do, how you can take action »²⁵³.

3.2.2 Montrer la voie aux citoyens

D'une certaine manière, le magazine *Imagine Demain le monde* s'inscrit dans une forme de journalisme de valeurs, se définissant depuis 1996 comme un magazine « engagé ». En 2020, la rédaction a écrit un manifeste afin de réaffirmer ses valeurs et sa ligne éditoriale, où elle assure que le magazine est « porteur d'une critique sociale et politique (au sens non partisan du terme) nuancée et assumée »²⁵⁴. Le manifeste invoque également cet aspect « moral », exprimé plus haut par l'ancien rédacteur en chef Alan Rusbridger : « Nous avons le devoir moral d'agir individuellement et collectivement pour faire face aux périls qui menacent la survie de l'humanité toute entière. *Imagine* entend ainsi jouer un rôle de sentinelle des catastrophes en cours, sans céder aux sirènes du catastrophisme, de la peur et du désespoir. »²⁵⁵ Dans son numéro de 2020, sorti en pleine crise du coronavirus, la rédaction a pris la parole dans une tribune intitulée « Le grand basculement » où elle appelle les gouvernements européens à enclencher la transformation profonde de notre système économique. Elle incite clairement à « refonder l'économie autant que la démocratie en conciliant

²⁵² *Ibid.*

²⁵³ « The biggest story in the world podcast : Episode 12 : Impact », *The Guardian*, 19/06/2015, <https://www.theguardian.com/environment/audio/2015/jun/19/podcast-biggest-story-impact-episode12> (11/01/2024).

²⁵⁴ Le Manifeste, *Imagine demain le monde*, 2020.

²⁵⁵ *Ibid.*

justice sociale, fiscale et environnementale »²⁵⁶. Pour Hugues Dorzée, ces positionnements éditoriaux ne constituent pas une approche politique partisane :

« Dans le Manifeste, on dit qu'il faut dénoncer les responsabilités qui sont derrière [les catastrophes]. On cite le productivisme, l'extractivisme, mais tout aussi le patriarcat, les inégalités sociales, etc. On n'est pas dans une demande de renversement du système qui serait une vision politique voire marxiste, c'est plus une approche dans notre traitement journalistique de prendre en considération, tout le temps, les responsabilités. Si on part de notre objet d'étude global : la destruction des écosystèmes, du monde vivant, il faut essayer de savoir où sont les responsabilités, pourquoi on en est là. Et on part du principe que le système économique tel qu'il fonctionne, la financiarisation du monde, la marchandisation du vivant, toutes ces questions-là sont des accélérateurs de destruction. [...] »²⁵⁷

En 2020, le magazine a également décidé de réviser son lexique à l'image d'autres journaux comme *Le Guardian*²⁵⁸ ou *Le Tageszeitung*²⁵⁹, « parce qu'on estime quelque part que ça participe à cet état d'urgence et d'alerte qu'*Imagine* doit avoir »²⁶⁰. Le terme « changement climatique » est remplacé par « urgence climatique » ou « crise climatique ». Il n'est plus question de « climato-sceptiques » mais de « climato-négationnistes » et le terme « vivant » désigne l'ensemble des organismes non-humains. Plus largement, le média veille également à faire participer la société civile à son projet médiatique. Le manifeste a été co-rédigé avec un comité d'accompagnement constitué d'une quinzaine de personnalités issues de la société civile. Et depuis octobre 2023, le média s'est transformé en coopérative à finalité sociale, avec une « agence » de services, entité séparée de la rédaction, spécialisée dans les transformations sociales et écologiques. Ces services englobent des animations de colloques, des ateliers pédagogiques, de la production de contenus à la carte pour des acteurs de la transition écologique ou sociale...etc. La coopérative a également mis sur pied un module de formation à destination des médias, des étudiants en journalisme, et d'autres publics. Il est destiné à explorer l'articulation entre le rôle des médias et les crises environnementales, avec, entre autres, une révision des connaissances de base, et des outils concrets pour mieux couvrir ces enjeux.

Dans une moindre mesure, l'hebdomadaire *Le Vif* a marqué par quelques opérations éditoriales une certaine forme d'engagement. En septembre 2020, en pleine crise covid, *Le Vif* lance l'opération

« Le grand basculement », *Imagine Demain le monde*, 03/06/2020, <https://www.imagine-magazine.com/libre-acces/tribune/le-grand-basculement/> (10/03/2024).

²⁵⁷ Dorzée, *op. cit.*

²⁵⁸ Sophie Zeldin-O'Neill, « "It's a crisis, not a change": the six Guardian language changes on climate matters », *The Guardian*, 16/10/2019, <https://www.theguardian.com/environment/2019/oct/16/guardian-language-changes-climate-environment> (03/04/2024).

²⁵⁹ Kai Schöneberg, « Besser übers Klima schreiben », *Die Tageszeitung*, 06/09/2020, <https://taz.de/Neue-Empfehlungen-fuer-die-taz!/5708300/> (28/07/2024).

²⁶⁰ Dorzée, *op. cit.*

conjointe « Réveil climatique » avec son homologue flamand *Knack*. Il s'agit d'un magazine, deux manifestes rédigés par le climatologue Jean-Pascal van Ypersele et le journaliste et biologiste de *Knack* Dirk Draulans, et une série de quatre podcasts explorant les causes et les conséquences de la crise climatique, les changements structurels à mener, l'activisme écologique et les initiatives citoyennes. « Parce que le réchauffement climatique doit reprendre la place qu'il mérite : au centre de l'attention. Pas parce que Greta Thunberg le dit. Mais parce que c'est vital. Littéralement. Pour nous tous »²⁶¹, écrivent Anne-Sophie Bailly, rédactrice en cheffe du *Vif* et Bert Bultinck, rédacteur en chef de *Knack* dans le préambule aux deux manifestes. Dans son manifeste « Notre laxisme climatique mènera à des scènes d'apocalypse »²⁶², le journaliste de *Knack* Dirk Draulans offre une archéologie minutieuse des causes du réchauffement climatique, ses conséquences, les responsabilités politiques et de classes engagées, avec un propos abondé par des études scientifiques et des chiffres.

Dans le cadre d'une deuxième collaboration, les rédactions du *Vif* et de *Knack* accompagnées de l'asbl Adalia, du réseau nature Natagora, de l'université Gembloux et du Cercle des naturalistes de Belgique, incitent chaque année les citoyens et les communes à interrompre la tonte, durant un mois, d'au moins un mètre carré de leur jardin via l'opération « En mai tonte à l'arrêt ». « C'est vraiment un engagement qu'on prend, une position vis-à-vis de la société où montre vraiment à nos lecteurs, les citoyens, des actions concrètes en faveur de la restauration de la biodiversité.»²⁶³ Les intéressés sont invités en fin d'opération à effectuer un comptage du nombre de fleurs sur un mètre carré non-tondu. En mai 2024, plus de 1700 particuliers et 110 organisations ont participé.

3.3 La mise en réseaux

La complexité des thématiques environnementales, climatiques, et « l'interdépendance des exigences écologiques »²⁶⁴ a favorisé l'émergence de coopérations entre journalistes environnementaux, avec la création, ces dernières années de réseaux de journalistes et de journalisme, partout en Europe, et au-delà (cf. Annexe 4).

²⁶¹ Anne-Sophie Bailly et Bert Bultinck, Préface à « Climat : état d'urgence. Pourquoi il n'y a plus de temps à perdre », Supplément au *Vif/L'Express*, n°38, 17/09/2020.

²⁶² « Climat : état d'urgence. Pourquoi il n'y a plus de temps à perdre », Supplément au *Vif/L'Express*, n°38, 17/09/2020, pp.37-61.

²⁶³ Entretien avec Anne-Sophie Bailly, rédactrice en chef du *Vif*.

²⁶⁴ Novel, *op. cit.*, p.167.

Il convient d'étudier plus en profondeur ce que proposent ces réseaux et quelles fonctions ils remplissent pour les journalistes environnementaux. Fondé à Berlin en 2014, le Clean Energy Wire Network (CLEW) est majoritairement axé sur les thématiques énergétiques. Il travaille sur trois missions classifiées sous les termes « reporting, training, connecting » : une offre éditoriale, de la formation et des événements informatifs, et un réseau de mise en contact de journalistes afin d'aider les journalistes dans leur couverture climatique et énergétique. Concernant son offre éditoriale, l'organisation s'est créée à partir de la volonté, en 2014, de proposer de l'information et de l'analyse sur les politiques énergétiques et climatiques en Allemagne « dans un moment où l'Allemagne avait parmi les objectifs climatiques les plus ambitieux au monde, et se trouvait au commencement de sa transition énergétique »²⁶⁵. Aujourd'hui, quatre journalistes continuent de suivre de près la politique énergétique allemande du gouvernement et des industries. En plus d'écrire des articles, ces quatre journalistes élaborent des fiches d'information sur la politique énergétique dans différents pays d'Europe, ainsi que des dossiers sur la politique allemande et européenne de transition énergétique. L'ensemble des contenus sont rédigés en anglais afin de pouvoir toucher les journalistes à l'international. À côté de cela, l'organisation propose un éventail de formations : aussi bien des *masterclass* animées par des experts et des journalistes, par exemple, sur : « Comment informer sur l'impact climatique caché du secteur de la construction ? » Ou « Comment bien comprendre l'impact des populistes sur l'action climatique dans l'Union européenne? ». Elle propose également des voyages de recherches : des journalistes sont emmenés dans plusieurs villes ou pays afin d'explorer une thématique en profondeur. Des professionnels ont, par exemple, pu se rendre en Allemagne, en Suisse et en France afin de comprendre les différentes approches nationales vis-à-vis du nucléaire. Enfin, le CLEW a constitué un réseau de 450 journalistes, à l'international, couvrant les sujets d'énergie et de climat, dans lequel des « ambassadeurs », des journalistes plus confirmés, aident « à constituer des pôles régionaux de connaissance dans différents endroits du monde »²⁶⁶.

3.3.1 Des espaces d'échanges et de soutien

Ces réseaux de journalistes sont un moyen pour les professionnels qui couvrent les thématiques environnementales de pouvoir échanger avec leurs pairs et de trouver du soutien. C'est sur cette base informelle que s'est créé le Netzwerk Klimajournalismus Deutschland (Climate Journalism

²⁶⁵ Milou Dirx, responsable du réseau de journalistes de CLEW dans « Journalisme en Europe et urgence climatique : l'heure des choix », *Assises européennes du journalisme*, Youtube, 06/12/2022, <https://www.youtube.com/watch?v=d3GyMNanjbQ> (19/01/2024), (nous traduisons).

²⁶⁶ *Ibid.*

Network Germany) en Allemagne. «We just started to meet because we had the need to interact and to exchange, to have also maybe groups of empowerment somehow. So we had these different zoom calls within sometimes one medium, sometimes just random colleagues gathering.»²⁶⁷ Durant ces différentes rencontres, quelques journalistes sentent la nécessité de fonder une structure. À l'été 2021, ils lancent une première visioconférence afin de prendre la température et d'évaluer les besoins auprès des journalistes. La rencontre rassemble plus de 200 journalistes, et pour les fondateurs, il devient évident qu'une organisation est nécessaire. « I could describe us as single editors or you know we came from different positions also within media or freelancers that had the feeling they are alone in this need to push forward with climate coverage.»²⁶⁸ L'équipe fondatrice rassemble, au départ, entre huit et neuf journalistes de différents horizons et âges : des journalistes free-lances, un profil universitaire davantage axé sur l'enseignement du journalisme, et des journalistes plus expérimentés comme Ute Scheub, journaliste et co-fondatrice du quotidien allemand *Die Tageszeitung (Le Quotidien)*.

Le but est de s'adresser exclusivement aux professionnels des médias pour que « chaque journaliste comprenne l'urgence de la crise climatique [...] et qu'il sache dans quel sens la dimension climatique interfère dans son domaine. Chaque journaliste devrait se poser, à chaque fois qu'il travaille sur un sujet, ces deux questions : est-ce que cela affecte le climat ? Et est-ce que le climat affecte cela ? »²⁶⁹ Afin de les aider sur cet objectif, l'organisation porte plusieurs projets. Elle a notamment lancé «Fünf vor zwölf Climate Lettering », une série de webinaires lors desquels des spécialistes viennent apporter leur expertise et présentent l'état de la recherche sur une question précise. Ces webinaires d'une heure abordent chacun un éventail de questions : « Hydrogène : solution ou bluff ? », « Où le stockage du CO2 a-t-il vraiment du sens ? », « Chaleurs, fortes pluies, sécheresse: que se passe-t-il localement ? » ou encore : « Mobilité : comment reconnaître le narratif des lobbies ? ». Le Climate Journalism Network Germany rédige également une newsletter, tous les mois, à destination d'un public journalistique plus large, avec un focus sur un débat actuel sur le climat, des conseils de journalistes plus expérimentés et des résumés de récentes informations scientifiques ou de rapports sortis concernant la crise climatique. Plus récemment, le Climate Journalism Network Germany propose deux nouveaux projets. Des débats, chaque mois, avec des journalistes spécialisés sur les sujets d'actualité de politique climatique. Et ensuite, l'organisation

²⁶⁷ Entretien avec Leonie Sontheimer, journaliste indépendante allemande, co-fondatrice du Netzwerk Klimajournalismus Deutschland.

²⁶⁸ *Ibid.*

²⁶⁹ *Ibid.*

donne des formations en interne dans les rédactions, sous la forme de groupes de travail axés sur la pratique journalistique et des outils pour couvrir de façon adéquate les sujets climatiques. L'organisation met également en réseau les journalistes via un espace de travail numérique Slack qui compte plus de 500 journalistes, et est organisé en groupes de travail thématiques : journalisme constructif, économie, investigation...etc. Les journalistes s'y réunissent régulièrement pour partager des idées, des réflexions, et se nourrir d'interventions d'invités extérieurs. Selon Leonie Sontheimer, la majorité des journalistes actifs et présents dans l'espace Slack sont des journalistes qui travaillent dans les services « environnement », « science », et parfois « politique ». Mais la newsletter est pensée pour s'adresser et toucher des journalistes d'autres services. Entre les journalistes présents sur Slack, ceux qui assistent aux webinaires, ceux qui reçoivent les newsletters, et ceux qui participent aux visioconférences, l'organisation est suivie par environ 2.000 personnes. En 2024, l'organisation a décidé de promouvoir les productions journalistiques climatiques via le prix allemand du journalisme climatique. Pour le réseau allemand, offrir un espace de reconnaissance, et de collaboration fait partie des préoccupations fondamentales : « Of course, we want journalism to cover climate in a good way, but [...] It's not only changing the whole system, it's also just making people who are doing a good job more visible and empower them. »²⁷⁰ Leonie Sontheimer y voit aussi une autre manière d'envisager les pratiques journalistiques : « Maybe this is also new, that we're not only competing but also trying to get more in exchange because we know that we can do a better job if we do that. There's also this dimension of, I think as a network, we just want to, everyone in journalism realized that cooperation is always better than competition »²⁷¹.

3.3.2 Des collaborations transfrontalières : couvrir l'enjeu climatique de manière globale

Ces réseaux ne servent pas seulement à favoriser la rencontre et les échanges entre les journalistes mais également à apprendre à travailler en équipe ou à insuffler des projets collaboratifs sur des reportages ou des enquêtes. C'est le cas en particulier de réseaux comme l'Arena Climate Network, ou le projet Covering Climate Now. Le but de l'Arena Climate Network est de faciliter un journalisme d'investigation collaboratif transnational sur les thématiques des crises écologiques, en offrant un espace de discussions, de rencontres et de collaborations entre les journalistes. En 2021, le réseau a mené une formation pratique où les journalistes de pays différents ont travaillé sur un sujet climatique en groupe, avec le but de développer des compétences en analyse de données, en techniques d'investigations Open Source Intelligence (OSINT) ou encore sur les questions de

²⁷⁰ *Ibid.*

²⁷¹ *Ibid.*

sécurité en ligne lors d'investigations transnationales. Cette formation a donné lieu en bout de course à la publication des investigations menées par les groupes de journalistes dans différents pays européens. L'une d'entre elles, publiée sur le site du média en ligne indépendant EuObserver et intitulée « Dismay over EU plans to keep paying to promote meat »²⁷², aborde la politique de l'Union européenne vis-à-vis de la consommation de viande. L'article a été élaborée en collaboration entre Carolin Sprick, une journaliste allemande et Elena Sánchez Nicolás, une journaliste espagnole basée à Bruxelles.

L'organisation Covering Climate Now (CCNow) qui regroupe plus de 500 médias partenaires du monde entier dont *Le Guardian*, le TIME ou l'Agence France-Presse, participe, elle aussi, à une amélioration de la couverture médiatique concernant les enjeux écologiques, en favorisant, entre autres, la coopération entre médias et entre journalistes. En 2022, le journal anglais *The Guardian* lance une série en partenariat avec CCNow intitulé « Climate crimes » qui investigate les responsabilités des compagnies fossiles dans la crise climatique, et les stratégies mises en place par celles-ci pour continuer de participer à l'aggravation de la crise écologique.

La crise écologique étant globale et mondiale, les collaborations entre journalistes se font indispensables pour mettre en lumière l'interconnexion des crises et de nos sociétés, et permet de rendre palpable l'ampleur des dommages auxquels nous sommes confrontés. Le Forever Pollution Project (FPP) fait partie de ces projets collaboratifs d'envergure. Il a pour ambition de mettre l'attention, à l'échelle européenne, sur le sujet des pollutions engendrées par les PFAS, une famille de polluants éternels, au moment où, en 2023, l'interdiction de ces molécules se posait au niveau de la régulation européenne. En 2021, Tim Luimes, journaliste d'investigation néerlandais s'interroge sur l'ampleur de la pollution en Europe, alors qu'en Belgique éclate le scandale aux PFAS de l'usine 3M. En avril 2022, Le FPP né autour de Tim Luimes, Stéphane Horel, journaliste au *Monde*, et Tomas Vanheste, journaliste d'investigation belge, Gianluca Liva, journaliste scientifique italien et Sarah Pilz, journaliste d'investigation allemande, dans l'idée d'une approche transnationale et collaborative afin de cartographier cette pollution. L'équipe a du élargir sa collaboration en raison de l'ampleur des données collectées et dans la volonté de partager l'information auprès des différents publics nationaux européens. L'Espagne, la Grèce, la Suisse, la République tchèque, la Finlande, la Lettonie et le Royaume-Uni ont rejoint le projet, portant l'équipe à 29 journalistes. Au total, le projet a réuni 16 partenaires européens dont les médias *Knack*, Reporters United (Grèce), le *Süddeutsche Zeitung* (Allemagne), et conduit à la publication d'une cartographie fleuve de la

²⁷² Elena Sanchez Nicolas, Carolin Sprick, « Dismay over EU plans to keep paying to promote meat », The EuObserver, 29/05/2022, <https://euobserver.com/green-economy/155052>, (23/04/2024).

pollution aux PFAS en Europe. À ce jour, elle recense plus de 22 000 sites contaminés et 21 000 sites présumés contaminés. « The FPP was a unique and innovative cross-border and cross-field project in several ways, including the international scale, the multidisciplinary “expert-reviewers” group, the considerable amount of generated data, and the scaling-up from five to 30 journalists »²⁷³.

Une douzaine d'autres journalistes ont par la suite pu apporter leur contribution à cette carte puisque le journal *Le Monde* a décidé de rendre accessible la base de données ainsi que la méthodologie utilisée. En novembre 2023, Emmanuel Morimont et Romane Bonnemé, journalistes d'investigation spécialisés dans l'enquête environnementale à la RTBF, s'empare de la méthodologie élaborée par le FPP, dans le but de combler le vide de données publiques sur la contamination aux PFAS en Wallonie. Après huit mois d'enquête, les journalistes ont pu mettre à jour 335 sites contaminés, via la sollicitation de 24 administrations ou organismes wallons et bruxellois, et la réalisation de prélèvements par leurs propres moyens. Partout en Europe, le travail mené par le FPP a fait émerger dans le débat public des débats autour des conséquences de ces pollutions et la question de la régulation ou de l'interdiction de ces substances chimiques. « The FPP's primary goals were to inform the public by providing a tool for impacted community members, researchers, and regulators and to contribute to building knowledge on PFAS contamination for the public interest »²⁷⁴. En Belgique, l'enquête menée par Romane Bonnemé et Emmanuel Morimont a révélé les manquements des autorités publiques et de la Société wallonne des eaux (SWDE) dans la transparence quant aux données disponibles et sur les risques encourus par certaines communes pour la consommation d'eau. Leur enquête a notamment mis au jour la consommation par 12 000 habitants de 12 villages wallons entre octobre 2021 et mars 2023 d'une eau contaminée aux PFAS dépassant 5 fois la norme fixée par l'Autorité européenne de la sécurité des aliments, alors même que la SWDE et le cabinet de la Ministre wallonne de l'Environnement de l'époque, Céline Tellier (Ecolo) étaient au courant.

Le FPP ne démontre pas seulement la nécessité de collaborations transnationales entre journalistes, mais aussi la fécondité que peuvent apporter les coopérations entre journalistes et scientifiques sur les sujets environnementaux. Les journalistes du FPP ont, en 2024, publié un article scientifique sur leurs méthodes de travail et les leçons qu'ils ont pu retirer de cette expérience unique, qu'ils nomment « “expert-reviewed” journalism ». Cette investigation collaborative a sollicité sept

²⁷³ Cordner *et al.*, « PFAS Contamination in Europe: Generating Knowledge and Mapping Known and Likely Contamination with “Expert-Reviewed” Journalism » dans *Environmental Science and Technology*, n°58, p.6623.

²⁷⁴ *Ibid.*, p.6623.

conseillers scientifiques. Les journalistes insistent sur ce mélange fructueux, mêlant des techniques de journalisme d'investigation telles que l'*open source intelligence* (OSINT), la *freedom of information* (FOI), et les méthodes scientifiques. « The journalists discussed and validated all major decisions and choices on the mapping work with an informal advisory group of seven experts »²⁷⁵. Cet échange a débouché sur des bénéfices partagées pour les deux disciplines. « Ce que j'ai compris au fur et à mesure des années, c'est que la collaboration avec les scientifiques donnait du crédit au journalisme d'enquête, et elle donne énormément d'impact au travail journalistique »²⁷⁶, souligne le journaliste Emmanuel Morimont à propos des différentes enquêtes qui ont pu l'amener à travailler avec des scientifiques. Le FPP a notamment pu observer son impact sur le domaine réglementaire : des données ont été utilisées par des autorités de régulation comme l'Agence pour l'environnement du Royaume-Uni, et des organismes tels que la Commission européenne et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture ont sollicité une présentation de leur méthodologie²⁷⁷.

Du côté des scientifiques, « ce type de collaboration offre des avantages tels que l'opportunité de travailler avec des données brutes, un impact large, l'amélioration de la culture scientifique auprès du public et la capacité de la recherche à contribuer à des changements significatifs »²⁷⁸. À la date de mars 2024, les données rassemblées par le FPP ont été utilisées dans une douzaine de projets de recherches scientifiques. « The FPP shows that “expert- reviewed journalism” can contribute not just to public or regulatory efforts but also to scientific fields because journalists have expertise and networks able to uncover and make public data sources otherwise hidden from view »²⁷⁹.

Le journalisme collaboratif, qu'il soit transfrontalier ou local, n'est pas une tendance nouvelle, mais à la lumière des crises environnementales, cette pratique journalistique semble plus que jamais nécessaire étant donné les aspects multisectoriels et globaux des crises écologiques que nous traversons. Ici, il apparaît que, même si quelques organisations relèvent de modèles « top-down », c'est-à-dire initiées par des structures médiatiques, la plupart relèvent d'initiatives « bottom-up », dans le sens où elles émergent de journalistes individuels. « The method and practice of cross-

²⁷⁵ *Ibid.*, p.6619.

²⁷⁶ Intervention d'Emmanuel Morimont, dans la masterclass : « Solvay, la pollution invisible », Festival Rêve Général, 19/04/2024.

²⁷⁷ Cordner *et al.*, *op. cit.*, p.6623.

²⁷⁸ *Ibid.*, p.6623, (nous traduisons).

²⁷⁹ *Ibid.*, pp.6623-6624.

border research collaboration is [...] characterized by a shift away from traditional journalistic competition, its central feature being the collaborative element and the striving for a win-win outcome.»²⁸⁰ Il semble que les journalistes impliqués dans ces réseaux viennent chercher, à l'extérieur de l'espace médiatique institutionnel, des moyens et des outils pour faire vivre une couverture environnementale peu reconnue, ou insuffisante.

Dans une étude auprès de deux réseaux journalistiques transfrontaliers collaboratifs « bottom-up », Hostwriter et DataHarvest - the EIJC, Heft a recueilli auprès des journalistes membres et participants de ces entités, les motifs qui les ont poussé à s'engager dans de tels réseaux et les avantages qu'ils en retirent. Il en ressort que la majorité des répondants viennent avec l'objectif d'améliorer la qualité de leur couverture journalistique reflétant «l'état d'esprit général d'une communauté transfrontalière émergente de journalistes insatisfaits du manque de ressources dans les entreprises médiatiques établies et de ses effets négatifs»²⁸¹. Parmi les avantages retirés, les répondants mettent en avant l'entraide mutuelle, l'apport de différentes perspectives, le partage de connaissance et d'expérience, et l'amélioration générale de la qualité de la production journalistique²⁸². « Bottom-up collaborations contribute on their own to a normalization of the practice and its integration into journalistic work routines on a broader scale. Collaborations “from below,” in contrast, require fewer resources and preconditions. They range from small interpersonal exchanges to mutual collaboration in binding projects and thus offer an accessible approach to be integrated into both the journalist's repertoire and their everyday routine beyond investigative beats»²⁸³.

4.1 Les chartes climatiques : des principes déontologiques pour une couverture écologique

Changer les pratiques vis-à-vis de la couverture médiatique des thématiques environnementales passe également par des textes et des engagements qui ont récemment émergé dans la profession, de la part de médias ou bien de collectifs. Le *Guardian* est sans doute le premier média européen à avoir pris un engagement de la sorte en publiant en octobre 2019 « *The Guardian's environmental pledge* » (cf. Annexe 5). Dans cette déclaration, le quotidien britannique affirme sa volonté de

²⁸⁰ Annett Heft, « Transnational Journalism Networks “From Below”. Cross-Border Journalistic Collaboration in Individualized Newswork », dans *Journalism Studies*, vol.22, n°4, 2021, p.457.

²⁸¹ *Ibid.*, p.462, (nous traduisons).

²⁸² *Ibid.*, pp.465-467.

²⁸³ *Ibid.*, p.470.

« jouer un rôle de premier plan dans la couverture médiatique de la catastrophe environnementale »²⁸⁴, et détaille six points sur lesquels il s'engage. Parmi eux, la promesse de poursuivre une couverture indépendante et qualitative des enjeux environnementaux, par l'enquête sur les structures politiques et économiques qui sous-tendent l'économie carbone, la couverture des liens entre crise climatique, migration, inégalités, et la réalisation de sujets aidant les lecteurs à vivre durablement. Le journal s'engage également à utiliser un vocabulaire qui rend compte de la gravité de la crise, à poursuivre un objectif zéro carbone en 2030, à refuser toute publicité de compagnies fossiles en ligne ou sur papier. Dans un éditorial, la rédactrice en chef de l'époque, Katharine Viner, justifie cette déclaration d'intention :

« Today *The Guardian* is making a pledge to our readers that we will play our part, both in our journalism and in our own organisation, to address the climate emergency. We hope this underlines to you the Guardian's deep commitment to quality environmental journalism, rooted in scientific fact. We have always led the way in environmental reporting, whether it's covering air pollution or wildlife extinction, threats to the oceans or the human and social costs that rising temperatures bring. But now more than ever, we believe the Guardian's specialist team of reporters, editors and writers has a vital role to play in working with our readers to understand the unfolding climate crisis and all its ramifications.»²⁸⁵

Deux ans après leurs premiers engagements, *Le Guardian* publie sur leur site en 2021 les progrès acquis vis-à-vis de leurs six promesses, et répète cela chaque année en publiant une nouvelle « Guardian's climate pledge ». Dans ces nouvelles déclarations, *Le Guardian* fait le point sur l'année écoulée en termes quantitatifs, détaillant le nombre d'articles publiés en relation avec la crise climatique, mais aussi en termes qualitatifs avec les thématiques abordées. Le journal assure aussi le suivi des objectifs en termes de réductions d'émissions de l'organisation.

4.1.1 Donner une définition au journalisme climatique

Les Climate Journalism Network d'Allemagne et d'Autriche ont adossé leur organisation à une Charte (cf. Annexe 6), détaillant quels sont, pour eux, les fondements du journalisme climatique. Le texte rappelle la transversalité du journalisme climatique, ses bases scientifiques, ses devoirs de révéler les stratégies trompeuses employées par les entreprises, les institutions et les individus, son impératif à documenter les solutions, à nourrir le débat démocratique. La Charte conclut sur le but poursuivi par le journalisme climatique : « Climate journalism contributes to a clear ethical and

²⁸⁴ « *The Guardian's environmental pledge 2019* », *The Guardian*, 15/10/2019, <https://www.theguardian.com/environment/ng-interactive/2019/oct/16/the-guardians-climate-pledge-2019> (10/05/2024), (nous traduisons).

²⁸⁵ Katharine Viner, « Today we pledge to give the climate crisis the attention it demands », *The Guardian*, 16/10/2019, <https://www.theguardian.com/environment/2019/oct/16/today-we-pledge-to-give-the-climate-crisis-the-attention-it-demands> (23/04/2024).

ecological goal : the preservation of the basis of life for all living beings on this planet.»²⁸⁶ Publiée en avril 2022 par les deux réseaux, cette Charte a été pensée, dès la création même du réseau allemand, dans l'optique de fournir une ligne directrice au collectif : « In the very beginning, we already knew that people were wishing for a kind of orientation what's good journalism. [...] So the Charter was one answer, and it's more of a manifestation of how we think we, like more on an ethical, not so hands-on level, what good journalism should do, [...] and to have the sovereignty of interpretation »²⁸⁷. Le but était également de fournir aux journalistes un soutien face aux habituelles critiques de partialité ou d'activisme : « We wanted to give them something that they could quote or that they could empower themselves with knowing that : yes, I'm a climate journalist and yes, I'm sticking to the professional principles of journalism.»²⁸⁸ Plus de 300 journalistes allemands et autrichiens l'ont signé à titre individuel. Toutefois, les réseaux allemands et autrichiens ne mettent pas ce texte au centre de leur travail. Il s'agit davantage d'un outil servant à les positionner sur le terrain du journalisme climatique. Le réseau autrichien a élaboré, de son côté, en 2023, un Climate Code (cf. Annexe 7) : cinq principes éditoriaux à appliquer dans les rédactions. Parmi ces règles, la reconnaissance de la crise climatique et de la crise de la biodiversité comme « une priorité absolue ». À la différence des chartes, ce code est spécifiquement conçu pour les rédactions. « We want to have a code which is very brief and which newsrooms can work with. We had that in mind, too. And this was also the reason why we didn't include things like not allowed to have fossil fuel advertisements because we knew that this won't work with newsrooms.»²⁸⁹ Le code se focalise essentiellement sur la reconnaissance de la véracité scientifique et de la gravité de la crise, affirme l'importance de se baser sur les faits scientifiques et rappelle la nécessité de faire du climat une thématique transversale et également constructive. Le code n'est pas contraignant mais les membres du réseau se réservent le droit de retirer l'adhésion au Climate Code en cas de faute grave. Par exemple, le relai de théories climato-sceptiques. À ce jour, vingt-huit rédactions ont signé ce code.

²⁸⁶ Charter of the Climate Journalism Network Austria, Netzwerk Klimajournalismus Österreich, avril 2022, <https://www.klimajournalismus.at/charter-en/> (06/04/2024).

²⁸⁷ Sontheimer, *op. cit.*

²⁸⁸ Sontheimer, *op. cit.*

²⁸⁹ Entretien avec Verena Mischitz, journaliste indépendante autrichienne et porte-parole du Climate Journalism Network Austria.

4.1.2 La « Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique » : une boussole pour couvrir les enjeux climatiques

En France, un projet s'est constitué intégralement autour d'un texte, et s'est inspiré, entre autres, de la Charte allemande et autrichienne. Il s'agit de la « Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique » publiée le 14 septembre 2022. L'idée germe au sein du média en ligne indépendant Vert, fondé par Juliette Quef et Loup Espargilière. Lors de l'anniversaire des deux ans du média, en mars 2022, la rédaction propose à ses lecteurs et lectrices de lancer un « manifeste pour une écologie médiatique ». Ce projet s'inscrit dans la droite lignée des objectifs de ce jeune média. « Depuis 2020, notre ambition n'est ni plus, ni moins, que celle de transformer le paysage médiatique, et d'œuvrer pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique afin que tout le monde ait enfin accès aux informations essentielles et sache comment agir sans attendre. »²⁹⁰

Le média confie la tâche de mettre sur pied le manifeste à Anne-Sophie Novel, journaliste indépendante, spécialisée dans les questions écologiques. Afin d'édifier ce texte, elle réunit au fil des mois, des journalistes de divers horizons : free-lances, travaillant dans des médias indépendants (Vert, *Socialter*, Reporterre, Blast...), mais aussi publics (Franceinfo, RFI). Ce texte est l'aboutissement du travail d'une vingtaine de journalistes²⁹¹. Dès le début des premières réunions, le manifeste devient charte, une forme plus propice à l'objectif du projet : « On a décidé d'écarter cette idée de manifeste, très appropriée pour un média, mais pour faire ce type de travail collectif, on s'est dit que l'idée d'une charte allait mieux y répondre. On allait d'abord s'adresser à notre propre profession. Car ce serait un outil pour les professionnels. Plutôt que de faire un manifeste où on aurait pu mettre du public, des experts et des scientifiques »²⁹². La « Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique » est ainsi publiquement dévoilée le 14 septembre 2022. Elle se présente sous forme de treize points (cf. Annexe 8) avec un constat clair posé en préambule : « Face à l'urgence absolue de la situation, nous, journalistes, devons modifier notre façon de travailler pour intégrer pleinement cet enjeu dans le traitement de l'information »²⁹³. Dans nombre d'interviews et

²⁹⁰ Vert, le média qui annonce la couleur, « Vert l'infini et l'au-delà », Rapport d'impact 2022.

²⁹¹ Loup Espargilière (Vert le média), Juliette Quef (Vert le média), Anne-Sophie Novel (indépendante), Sophie Roland (indépendante), Hervé Kempf (Reporterre), Laury-Anne Cholez (Reporterre), Thomas Baïetto (franceinfo), Millie Servant (Climax), Steven Jambot (RFI), Julien Le Bot (indépendant), Paloma Moritz (Blast), Laurie Debove (La Relève et la peste), Lucile Berland (indépendante), Philippe Vion-Dury (Socialter), Carine Mayo (secrétaire des JNE), Camille Adaoust (franceinfo), Sandrine Feydel (France 2 et France 3), Lauren Boudard (Climax), Rafaele Brillaud (Ecole supérieure du journalisme de Lille), Dan Geiselhart (Climax).

²⁹² « Les enjeux de la Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique », L'Atelier des médias, RFI, 17/09/2022, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/atelier-des-m%C3%A9dias/20220917-pr%C3%A9sentation-de-la-charte-pour-un-journalisme-%C3%A0-la-hauteur-de-l-urgence-%C3%A9cologique> (12/12/2023)

²⁹³ Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique, 2022, <https://chartejournalismeecologie.fr/la-charte/>, (01/12/2023).

d'interventions médiatiques, les rédacteurs et rédactrices de la Charte insistent sur la volonté d'une démarche non contraignante. L'objectif est de fournir un « outil qui permette de donner des principes et une boussole pour aiguiller les pratiques journalistiques, pour qu'elles soient réellement adaptées à l'évolution de la réalité écologique actuelle »²⁹⁴. Elle se présente alors comme une invitation à l'ensemble de la profession à tendre vers treize principes : transversalité, pédagogie, lexique précis, vision systémique, investigation des causes, transparence, révélation de stratégies trompeuses, information sur les réponses à la crise, formation, cohérence éditoriale, indépendance, pratique bas carbone et coopération.

Cette Charte, suscite, à la suite de sa publication, une émulation au sein de la profession journalistique, et dans les médias français et francophones. Les journalistes, à titre individuel, peuvent la signer mais aussi les rédactions dans leur ensemble. Parmi les centaines de rédactions signataires, il n'est pas étonnant de constater que la quasi majorité sont des médias indépendants, comme Mediapart, Reporterre, *Socialter*, *La Revue XXI*...etc. Toutefois, le site d'information 20 minutes y figure, tout comme trois rédactions du groupe public France Médias Monde : RFI, France 24 et Monte Carlo Doualiya (MCD). Du côté des signataires individuels, les profils sont très divers, et rassemblent près de 2 000 signataires.

Si des médias comme *Le Monde*, France Télévisions, Radio France et d'autres n'ont pas signé la Charte, sa publication a donné lieu à l'édification de chartes internes dans certaines rédactions. Radio France sort sa charte interne, peu avant celle initiée par le média Vert, en août 2022, préparée depuis un an et demi. Elle s'intitule « Le Tournant ». Plus concise, et davantage orientée vers des mesures de sobriété énergétique, et de réductions d'émissions, elle pose deux engagements forts : faire de la crise climatique « un axe éditorial majeur » et lancer « le plus grand plan de formation de son histoire à destination de ses journalistes, ses producteurs et équipes de production, et ses animateurs, sur les questions climatiques et scientifiques »²⁹⁵. À la fin du mois de septembre 2022, France Télévisions présente un plan d'action, avec la création d'une « équipe climat » au sein de la rédaction nationale afin de multiplier la production de contenus irriguant les éditions d'informations et un cycle de formation pour l'ensemble des journalistes. Au même moment, TF1 annonce sa feuille de route Climat et lance, entre autres, de nouveaux formats accés sur la crise climatique, et constitue un comité d'experts pour accompagner les journalistes dans leur traitement de

²⁹⁴ Anne-Sophie Novel dans, « Pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique », La Terre au carré, France Inter, 19/09/2022, <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/la-terre-au-carre/la-terre-au-carre-du-lundi-19-septembre-2022-6940553> (04/12/2023).

²⁹⁵ « Le Tournant. Radio France engage un tournant environnemental », Radio France, 2022, <https://www.radiofrance.com/le-tournant> (04/12/2023).

l'information. En février 2023, c'est au tour de *Ouest-France* de poursuivre le mouvement en adoptant une charte « pour un journalisme au niveau de l'enjeu écologique », en treize points. Le quotidien *Le Monde* présente, quant à lui, une Charte climat et environnement en avril 2023, où il insiste sur la transversalité de la couverture, la vigilance vis-à-vis des discours de greenwashing, la nécessité d'utiliser un lexique précis et d'informer de l'impact des choix de consommation. Enfin, à l'automne 2023, le groupe Centre France a présenté l'aboutissement d'un processus de plusieurs mois. Le groupe a constitué une « Team Climat » composée de 21 journalistes des différentes rédactions du groupe, formés aux enjeux écologiques, dont la mission a été de rédiger une feuille de route intitulée « Premiers Degrés », en sept points.

4.1.3 *Le climat partout, tout le temps : l'enjeu de la transversalité*

En Belgique, la « Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique » n'a suscité que peu d'engagement auprès des rédactions, mais aussi des journalistes. Seules deux rédactions ont signé le texte : le trimestriel *Imagine Demain le monde* et le magazine de la mutualité chrétienne *En Marche*. À titre individuel, 15 journalistes ont apposé leur signature²⁹⁶. Mais les médias belges francophones ont également vu fleurir des initiatives variées aux expressions différentes, dans cette idée de transversalité prônée par les chartes françaises, allemandes et autrichiennes, et dont Lorenz Matzat, co-fondateur du Climate Journalism Network Germany et Switzerland, donne une définition :

«The climate beat is not a topic like an other topic. It's about that's in dimension. [...] climate is related to more or less everything human do [...] And journalism is more or less about everything's humans do and sometimes animals and sometimes environment itself. So climate journalism has to be part of every journalistic beat in the future.»²⁹⁷

Dans cet objectif, plusieurs médias ont mis sur pied de nouvelles façons de travailler la question environnementale. Au quotidien *Le Soir*, un processus s'est engagé à la suite de la crise du covid afin de repenser de manière globale le fonctionnement de la rédaction. « De là est partie la réflexion : est-ce qu'aujourd'hui les services tels qu'ils sont organisés en silo correspondent toujours à notre manière de traiter l'info, et à notre manière d'aborder l'actualité ? »²⁹⁸, explique Gil Durand, chef du pôle Planète. Après un processus de deux ans, la rédaction, auparavant organisée en services, se

²⁹⁶ Nicolas Baudoux (L'Écho), Frédéric Rohart (L'Écho), Yasmine Boudaka (NEW6S), Gwenaëlle Dekegeleer (RTBF), Aurélie Demesse (freelance), Hugues Dorzée (Imagine), Sarah Frères (Imagine), Jean Lannoy (RCF), Nithya Paquiry (ex- Le Soir), Cédric Petit (Le Soir), Delphine Pouppez (freelance-Wilfried), Gilles Toussaint (La Libre), Alain Wagener (RTC Liège), Arnaud Wéry (L'Avenir), Philippe Lamotte (ex-journaliste).

²⁹⁷ « Journalisme en Europe et urgence climatique : l'heure des choix », *Assises européennes du journalisme*, Youtube, 06/12/2022, <https://www.youtube.com/watch?v=d3GyMNanjbQ> (19/01/2024), (nous traduisons).

²⁹⁸ Entretien avec Gil Durand.

réorganise en pôles à partir de mai 2023, dont un pôle Planète, avec en premier lieu, l'idée de « dégager des moyens adéquats »²⁹⁹. Sept journalistes³⁰⁰ constituent le Pôle Planète, alors qu'auparavant seul un journaliste « courait comme un fou, comme une poule sans tête, sur ces questions là, tout seul dans son coin »³⁰¹. L'idée est de regrouper dans un endroit une force plus importante avec des journalistes spécialisés dans les thématiques énergétiques, agricoles, économiques, de manière à ce que « l'environnement, la mobilité ou l'énergie [soient] traités de manière globale, pas uniquement d'un point de vue économique ou politique... »³⁰². L'objectif étant de traiter la crise climatique de manière plus transversale, les moyens s'accompagnent d'une manière différente de travailler et de coopérer. Dans le contrat de lecture qui cadre le fonctionnement du pôle Planète, cette nouvelle orientation est décrite ainsi :

« Les journalistes du pôle Planète opèrent de façon transversale également au sein de la rédaction. Ils consultent, collaborent, éclairent, contribuent au travail des autres pôles et des autres journalistes lorsque les sujets le nécessitent ; en direction de ces pôles et journalistes mais aussi à leur demande, de manière à ce que la couverture des sujets au « Soir » soit la plus complète et la plus riche possible. De même, il importe que la couverture globale au « Soir » soit cohérente avec les principes de l'approche « Planète » qui ne se limite pas à un seul pôle mais est assumée par le journal dans son ensemble. »³⁰³

En théorie, le Pôle Planète assume un « rôle de couverture de certaines matières mais aussi un rôle de vigie »³⁰⁴ en suggérant aux autres services des idées, des informations, et en fournissant des interlocuteurs, des documents, voire en produisant des articles. Le dialogue doit se faire dans les deux sens, et les journalistes d'autres services sont invités à solliciter le Pôle Planète. L'autre aspect consiste à dire que « chacun dans sa couverture devrait intégrer les problématiques environnementales et les problématiques climatiques, même sans avoir besoin du Pôle Planète »³⁰⁵. Cette vision s'inscrit dans la perspective plus large qui concerne l'ensemble de la rédaction

²⁹⁹ Gil Durand, « Pourquoi « Le Soir » crée un pôle Planète », *Le Soir*, 22/05/2023, <https://www.lesoir.be/514771/article/2023-05-22/pourquoi-le-soir-cree-un-pole-planete> (02/02/2024).

³⁰⁰ Michel De Muelenaere (environnement, écologie, biodiversité, climat, transition), Frédéric Delepierre (environnement et biodiversité), Gil Durand (mobilité), Benoît July (transition dans la mobilité et l'industrie), Jean-François Munster (économie circulaire, gestion des déchets, pollution...), Bernard Padoan (énergie), Éric Renette (transports).

³⁰¹ Entretien avec Michel De Muelenaere, journaliste au *Soir* et chef adjoint du Pôle Planète.

³⁰² Christophe Berti, rédacteur en chef du *Soir*, dans « Pourquoi « Le Soir » crée un pôle Planète », *Le Soir*, 22/05/2023, <https://www.lesoir.be/514771/article/2023-05-22/pourquoi-le-soir-cree-un-pole-planete> (02/02/2024).

³⁰³ Contrat de lecture du pôle Planète.

³⁰⁴ De Muelenaere, *op. cit.*

³⁰⁵ *Ibid.*

d'affirmer que « les problématiques ne sont pas des problématiques politiques ou scientifiques ou techniques ou associatives ou économiques. Elles sont tout ça à la fois »³⁰⁶.

Pour Michel De Muelenaere, il s'agit de tisser des cohérences verticales et horizontales :

« Ma couverture du climat, c'est évidemment d'aller au sommet mondial de la COP, c'est aussi de m'intéresser à ce qui se passe au niveau européen, à ce qui se passe au niveau du fédéral, à ce qui se passe au niveau des Régions, et c'est de m'intéresser à ce qui se passe au niveau local. L'idée, c'est de tirer la cohérence verticale entre les différents niveaux. [...] Et par ailleurs, il y a des cohérences horizontales aussi. Par exemple dans un plan climat régional, on trouve des éléments de mobilité, d'agriculture, de gestion forestière, de fiscalité. Et dans ma couverture, [...] je dois dire : ce plan, il est cohérent, il a plein d'entrées, et quitte à me faire aider par certains de mes collègues plus spécialisés dans tel ou tel sujet, mais on ne peut pas faire l'impasse sur la complexité de ces problématiques-là. »³⁰⁷

Dans une réflexion similaire, la RTBF dans son service Info accueille une rédaction thématique « sciences, santé, innovation et environnement » depuis 2016. Johanne Montay, la responsable éditoriale de cette rédaction, note parmi les évolutions majeures des pratiques de la RTBF, « l'interconnexion du climat à travers toutes les thématiques » et « la représentation des événements climatiques comme étant dans une continuité et s'inscrivant dans une lecture scientifique »³⁰⁸.

Au delà de l'Info, la RTBF a formé en 2021, à l'initiative de l'ancien directeur des contenus, une cellule chargée de veiller à ce que les sujets écologiques soient abordés de manière transversale dans l'ensemble des programmes. Dénommée « cellule Impact », elle est formée de quatre personnes à temps partiel, dont une éco-conseillère et trois journalistes. Cette initiative a notamment permis de mettre en place de la formation auprès des journalistes.

« Pour nous, un des gros enjeux, c'était la méconnaissance de la thématique. Et c'est pas grave, c'est juste que pour tous les journalistes qui sont dans la rédaction aujourd'hui ou qui sont dans la RTBF de manière générale, on n'a pas été formé à ces enjeux-là dans nos études. C'est compliqué de savoir quand t'as un politicien qui va t'embarquer sur le nouvel aéroport, et qui va pouvoir accueillir des avions à hydrogène, si tu ne sais pas qu'en fait un avion à hydrogène c'est un non-sens pour plein de raisons. Comment tu veux le mettre face à ses responsabilités en interview ? Ou contre-argumenter ce qu'il vient de dire ? »³⁰⁹

Cinq personnes en interne ont été formées pour pouvoir donner La Fresque du climat³¹⁰, et les équipes y participent à tour de rôle. Des formations d'une journée, plus ciblées pour les journalistes, les créateurs de contenus sont également encouragées et organisées par la cellule Impact, et dispensées par l'organisme français de formation Samsa. La cellule Impact joue également un rôle de sensibilisation « éditoriale » auprès de différents services de la RTBF.

³⁰⁶ *Ibid.*

³⁰⁷ *Ibid.*

³⁰⁸ Entretien avec Johanne Montay, responsable éditoriale de la rédaction thématique « Sciences, santé, innovation, environnement » à la RTBF.

³⁰⁹ Entretien avec Gwenaëlle Dekegeleer, journaliste à la RTBF pour « Y a pas de planète B », « Un oeil sur demain », membre de la cellule Impact.

³¹⁰ La Fresque du climat est un atelier d'intelligence collective où les participants reconstituent les liens de cause à effet des changements climatiques.

« On sensibilise en interne aux sujets qui peuvent être traités au cas par cas. Ça arrive hyper souvent qu'il y ait un événement qui va se produire, et qu'on se fasse le relai cet événement au sein de la RTBF avec la rédaction Info, avec d'autres émissions. Et donc dans ce sens-là, ça a évolué parce qu'on se structure, il y a une espèce de coopération entre services, beaucoup plus riche maintenant que ce qu'elle n'était avant et ça pourrait encore vraiment s'améliorer»³¹¹.

L'idée de la cellule Impact est d'être un pôle de référence vers lequel les journalistes peuvent se tourner pour obtenir un contact, un témoignage, des informations. Dans la cadre de son émission « Y a pas de planète B », consacrée aux questions climatiques « qu'on n'oserait pas poser à voix haute dans un dîner », Gwenaëlle Dekegeleer et son équipe constituent à chaque émission des dossiers propres à leur thématique, qui peuvent parfois servir pour d'autres contenus : « Par exemple, lorsque Jennifer Istace qui travaille pour le Scan à l'Info, va nous dire : “Je vais travailler sur la pêche, est-ce que je pourrais reprendre vos infos ? Est-ce que vous avez le contact de tel spécialiste que vous avez interviewé ? ”. On lui on lui balance notre dossier.»³¹²

Cette notion de transversalité se revendique dans la plupart des médias. À *La Libre*, le rédacteur en chef Dorian de Meeûs affirme qu'« il importe de s'assurer que les questions environnementales ne soient pas limitées à un service mais que chaque journaliste à son niveau l'intègre dans son travail - la géostratégie, l'économie, l'industrie ou les débats »³¹³. Gilles Toussaint, chef du pôle International et responsable de la rubrique Planète à *La Libre*, perçoit une évolution dans la manière d'aborder les sujets environnementaux : « Individuellement, il y a des gens qui l'intègrent. Il y a quinze ans, quand on parlait « énergies renouvelables », c'était moi dans les pages Planète, et l'énergie « sérieuse », c'était ma collègue en économie. Aujourd'hui, mon collègue qui fait l'énergie en page Économie, il traite l'énergie renouvelable, il s'intéresse au marché carbone, au stockage du CO₂. »³¹⁴ Au *Vif*, la rédactrice en chef, Anne-Sophie Bailly, souligne la décision « de ne pas accorder des espaces spécifiques pour tout ce qui est transition écologique, car on estime que c'est tellement fondamental dans notre couverture de l'info que cela doit être transversal dans tout le contenu. Si on parle de la grève des agriculteurs, il faut que la transition écologique soit un des aspects dont on va parler sur cette thématique-là »³¹⁵. À *L'Écho*, le journaliste Frédéric Rohart, qui couvre les

³¹¹ Dekegeleer, *op. cit.*

³¹² *Ibid.*

³¹³ Michel de Muelenaere, « Le changement climatique dans la presse belge : transversalité et formations », *Le Soir*, 21/05/2023, <https://www.lesoir.be/514564/article/2023-05-21/le-changement-climatique-dans-la-presse-belge-transversalite-et-formations> (25/02/2024).

³¹⁴ Toussaint, *op. cit.*

³¹⁵ Entretien Anne-Sophie Bailly, rédactrice en chef de l'hebdomadaire *Le Vif*.

politiques de l'Union Européenne, estime que la transversalité s'est imposée par la force des choses, en particulier depuis la sortie en 2006 du rapport Stern³¹⁶, ramenant dans les milieux économiques la question de la crise climatique.

« À partir du moment où on traite en politique des questions climatiques, en entreprise des questions climatiques et en marché, des impacts du climat sur les marchés ou les impacts sur les assureurs, etc, forcément, c'est un sujet structurant du monde dans lequel on vit et il se retrouve dans toutes nos rubriques. Après, si on regarde l'intensité dans laquelle c'est traité, est-ce que la manière dont on traite est en proportion de la gravité du problème ? Je ne pense pas. Mais c'est assez difficile à établir, c'est une question de sensibilité individuelle. »³¹⁷

Afin de sensibiliser les journalistes à la question climatique, la rédaction en chef de *L'Écho* a organisé une série de formations sur deux jours, comprenant La Fresque du Climat, et axée sur la recherche d'angles avec l'organisme de formation Samsa.

L'ensemble de ces changements éditoriaux, de pratiques et de fonctionnement au sein des rédactions, entre les journalistes, et entre les médias et la société, peuvent être considérés comme tombant sous le concept de *transformative journalism* (journalismes transformatifs). Selon la définition élaborée par Krüger, le journalisme transformatif est « un journalisme qui apporte de la visibilité à des acteurs, des procédés et des structures qui promeuvent des transformations écologiques orientées vers la soutenabilité tout en conservant son indépendance professionnelle et son regard critique envers ces acteurs »³¹⁸. À partir de cette définition, Brüggemann et al. pense le journalisme transformatif dans une optique double : « Transformative journalism is thus targeted at transforming society but also the newsroom »³¹⁹. Ils l'opposent au *traditional objective journalism* (journalisme traditionnel objectif) dont le fonctionnement le rend « mal armé pour faire face aux risques écologiques globaux », en raison des processus complexes, longs et multidimensionnels des bouleversement écologiques, inadaptés à l'immédiateté de la logique informationnelle et à la sectorialisation de la pratique journalistique³²⁰. Le journalisme transformatif s'articule plus particulièrement autour de quatre dimensions : les discours, les structures de la production

³¹⁶ Le rapport Stern sur l'économie du changement climatique évalue les coûts entraînés par le dérèglement climatique. Il établit qu'investir 1% du PIB mondial à la lutte contre le réchauffement climatique permettrait de lutter efficacement contre, sans quoi cela entraînerait une perte de 5% à 20% du PIB.

³¹⁷ Entretien avec Frédéric Rohart, journaliste au service Économie et Politique de *L'Écho*. Il couvre les politiques de l'Union européenne, et traite parfois les questions environnementales.

³¹⁸ Michael Brüggemann, Jannis Frech, Torsten Schäfer, « Transformative Journalism: How the ecological crisis is transforming journalism », dans *The Routledge Handbook of Environment and Communication*, n° 2, 2022, p.5. (nous traduisons).

³¹⁹ *Ibid.*, p.6.

³²⁰ *Ibid.*, p.6 (nous traduisons).

journalistique, la couverture journalistique et les interactions avec l'extérieur (les sources, les publicitaires, les publics)³²¹ (cf. Annexe 9).

4.1.4 : Les chartes : des engagements dans le vent ?

Toutefois cette mue des rédactions semble encore balbutiante. Un an et demi après le lancement de la « Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique », environ 200 signataires se sont réunis à Paris pour faire le bilan. L'impact reste difficile à mesurer auprès des journalistes signataires, puisque l'unique sondage³²² effectué, en mars 2023, par le collectif auteur n'a recueilli que 175 réponses sur les 1700 signataires à l'époque. À la question de savoir si la publication de la Charte a été à l'origine de changements au sein de leur rédaction ou dans leur pratique, 28% ont répondu par la positive, tandis que 24% estiment qu'elle a validé ou encouragé des pratiques déjà existantes. Parmi les changements entraînés par sa publication, les journalistes citent la mise en place de formations, le regroupement de journalistes, la mise en place de chartes internes, davantage d'intérêts pour les sujets proposés, plus de transversalité et la pratique d'un journalisme bas carbone. 48% répondent que la publication de la Charte n'a pas été à l'origine changements dans leur rédaction ou dans leur pratique. Ils donnent plusieurs raisons à ce *status quo* : peur de heurter le lectorat, manque d'effectifs, des chefs qui préfèrent élaborer une charte sur mesure, la volonté de d'abord faire un bilan carbone...etc. L'absence d'une analyse plus poussée des résultats de la part des initiateurs empêche de savoir dans quelles proportions ces réponses sont revenues. Enfin, parmi les points les plus difficiles à appliquer, ce sont les points 10 (s'opposer aux financements issus des activités les plus polluantes) , 11 (consolider l'indépendance des rédactions), 12 (pratiquer un journalisme bas carbone) et 13 (cultiver la coopération) qui ont été cités le plus souvent, et qui ciblent davantage les pratiques des entreprises médiatiques.

Comme le rappelle Laurie Debove, rédactrice en chef de La Relève et la peste, à la journée bilan des signataires : «La Charte, c'est comme l'accord de Paris, elle n'est pas contraignante»³²³. Rappel salvateur que le greenwashing peut se cacher partout, cette charte n'en est pas à l'abri. En France, les récents revirements des choix de Radio France en témoignent. Un collectif de journalistes, de scientifiques et d'organisations signataires de la « Charte pour un journalisme à la hauteur de

³²¹ *Ibid.*, p.6.

³²² Bilan de la « Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique » après un an, mars 2023.

³²³ Juliette Quef, «Du climat dans toutes les rubriques, mais des freins encore nombreux : la Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique fait le bilan », Vert le média, 15/01/2024, <https://vert.eco/articles/lecologie-a-t-elle-trouve-sa-place-dans-les-medias-un-an-apres-son-lancement-la-charte-pour-un-journalisme-a-la-hauteur-de-lurgence-ecologique-fait-le-bilan> (19/01/2024).

l'urgence écologique » ont décidé d'alerter dans une tribune publiée dans *Le Monde*, en juin 2024. À l'origine de cette tribune, « la disparition annoncée, ou la modification importante, de plusieurs programmes phares sur l'écologie dans le service public »³²⁴. Entre autres, la suppression du média sur l'environnement Nowu destiné aux 15-25 ans en raison d'arbitrages budgétaires³²⁵, les tentatives de reconfiguration profonde de l'émission quotidienne « La Terre au carré » sur France Inter en raison d'une orientation trop anxiogène³²⁶, la suppression de la grille de France Inter de « C'est bientôt demain », suivant les luttes écologiques, à France Bleu, la non-reconduite de l'émission « Planète Bleu », et enfin l'arrêt de l'émission d'enquête environnementale « Vert de rage » sur France 5. Le collectif rappelle les services publics à leurs engagements : « En septembre 2022, les services audiovisuels publics avaient annoncé un « tournant environnemental » bienvenu [...] mais aujourd'hui, cet intérêt semble avoir reflué»³²⁷. Dans un article de Reporterre, Anne-Sophie Novel confiait déjà s'inquiéter depuis quelques mois d'un retombée de soufflet : « Ces derniers temps, il y avait moins de demandes de formations dans certains médias. Comme si, une fois passée la phase de communication, ils se disaient qu'ils pouvaient ralentir »³²⁸.

³²⁴ « L'écologie fait les frais des ajustements sur les antennes du service public », *Le Monde*, 07/06/2024, https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/06/07/l-ecologie-fait-les-frais-des-ajustements-sur-les-antennes-du-service-public_6237880_3232.html (05/08/2024).

³²⁵ Yunnes Abzouz, « France Télévisions sacrifie son média écolo pour les Jeux olympiques », Mediapart, 20/12/2023, <https://www.mediapart.fr/journal/culture-et-idees/201223/france-televisions-sacrifie-son-media-ecolo-pour-les-jeux-olympiques> (20/07/2024).

³²⁶ Laury-Anne Cholez, « Radio France : « La Terre au carré » sauvée, l'écologie toujours menacée », Reporterre, 21/05/2024, <https://reporterre.net/Radio-France-La-Terre-au-carre-sauvee-l-ecologie-toujours-menacee> (25/06/2024).

³²⁷ « L'écologie fait les frais des ajustements sur les antennes du service public », *op. cit.*

³²⁸ Laury-Anne Cholez, *op. cit.*

CHAPITRE 4 : CONTRAINTES ET DÉFIS RENCONTRÉS PAR LES JOURNALISTES ENVIRONNEMENTAUX AU SEIN DE LEUR RÉDACTION

La journaliste Anne-Sophie Novel, co-fondatrice de la « Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique », dans son livre *Les Médias, le monde et nous* (2019), s'interroge dans son chapitre intitulé « L'impensé écologique » sur le mauvais traitement des thématiques écologiques par les médias de « masse ». Elle liste, en introduction de son chapitre, les quelques raisons, à l'appui de plusieurs exemples, qui affectent ce traitement : méconnaissance du sujet, stigmatisation de ces sujets, oubli ou encore conflit d'actualité³²⁹. En miroir de ces quatre points, elle nuance, entre parenthèses, ses observations : la méconnaissance du sujet pourrait-elle bien être aussi « un dédain à l'égard de ces questions » ? La stigmatisation ne s'accompagne-t-elle pas aussi de « biais cognitifs fortement ancrés » ? L'oubli cache-t-il plutôt une « volonté de ne pas en parler » ? Et le conflit d'actualité ne révèle-t-il pas plutôt « un drôle de sens des priorités » ? À travers de son étude, elle élabore ce constat : « le système qui détruit notre environnement et condamne à terme la survie de notre civilisation sur terre est le même qui aujourd'hui détruit notre rapport à l'information. Là où je voulais analyser le défaut de traitement de l'écologie dans les médias, j'ai fini par étudier l'écologie de l'attention et des médias ! »³³⁰

« L'écologie de l'attention » qu'évoque Anne-Sophie Novel transparait lorsque l'on revisite l'histoire de l'attention médiatique apportée à la crise climatique. En 1972, Downs a étudié ce qu'il appelle *the issue-attention cycle* (le cycle d'attention des problèmes) dans la société américaine, c'est-à-dire le processus par lequel un problème sociétal gagne de l'importance pour ensuite disparaître du centre de l'attention du public. Pour lui, tous les problèmes sociaux n'obéissent pas aux cycles de l'attention. Il définit en particulier trois caractéristiques auxquelles doit répondre un problème pour rentrer dans ce cycle. Une majorité de personnes ne souffrent pas directement de ce problème, les souffrance causées par ce problème fournissent à une majorité ou une minorité puissante de la population des avantages significatifs, et enfin le problème n'a pas de qualités dramatiques ou excitantes intrinsèques³³¹. Le cycle de l'attention, lui, se caractérise par plusieurs étapes : « l'étape du pré-problème » où la majorité des gens ne sont pas conscients du problème, « la découverte alarmante et l'enthousiasme euphorique » où les gens deviennent soudainement

³²⁹ Novel, *op. cit.*, pp.150-151.

³³⁰ *Ibid.*, p.145.

³³¹ Anthony Downs, « Up and Down with Ecology. The "Issue-Attention Cycle" », dans *The Public Interest*, n°28, été 1972, pp.41-42.

conscients du problème, dans un état d'alarme et avec la conviction que le problème peut être résolu rapidement, « la réalisation des coûts engendrés du progrès significatif » où le public prend conscience du coût élevé que représente la résolution de la situation, en particulier en termes de privilèges et de changements importants, cette étape conduit naturellement à l'étape du « déclin graduel de l'intérêt intense porté par le public », et enfin la dernière étape : « l'étape post-problème » où le problème n'est plus le centre de l'attention, et est maintenu en toile fond, susceptible de réapparaître sporadiquement³³². « This “issue-attention cycle” is rooted both in the nature of certain domestic problems and in the way major communications media interact with the public »³³³. Downs a plus particulièrement concentré son analyse sur la place du problème de la qualité de l'environnement dans les cycles de l'attention. Pour lui, les préoccupations pour l'environnement sont amenées à traverser l'étape du déclin moins rapidement que d'autres problèmes. Entre autres, le fait que la pollution par exemple soit une menace visible et donc propice à la dramatisation, que cette menace concerne tout le monde, que les responsables de cette pollution sont un petit groupe puissant et riche contre lequel il est plus aisé de se liguer, que la technologie pourra venir en aide pour la plupart de ces complications³³⁴. « Finally, environmental issues may remain at center stage longer than most domestic issues because of their very ambiguity. “Improving the environment” is a tremendously broad and all-encompassing objective. Almost everyone can plausibly claim that his or her particular cause is another way to upgrade the quality of our life.»³³⁵

Cette théorie, et cette image des cycles de l'attention décrivent bien les périodes de flux et de reflux de l'attention médiatique dont bénéficie la crise écologique. Dans une étude comparative menée auprès de 27 pays de 1996 à 2010 sur le niveau d'attention des médias au changement climatique, Schmidt et al. observent que le niveau d'attention des médias sur cette période a augmenté dans tous les pays. « Media attention however, did not develop in a linear way – it fluctuates and peaks around specific events in all countries. [...] In the case at hand, we particularly see peaks during COPs – probably because of the high stakes and the prominent political actors involved in the international negotiations. Additionally, actors from civil society concentrate a considerable part of

³³² *Ibid.*, pp.39-40, (nous traduisons).

³³³ *Ibid.*, p.39.

³³⁴ *Ibid.*, pp.46-47-48.

³³⁵ *Ibid.*, p.49.

their mobilizing efforts to these periods.»³³⁶ Mais les raisons avancées par Downs pour expliquer la disparition d'un problème social de l'attention générale, reposant majoritairement sur les caractéristiques intrinsèques de l'évènement ne suffisent pas, à elles seules, à expliquer pourquoi la sphère médiatique peine à faire de la problématique écologique, le coeur de ses priorités. Comme tout problème social, la crise écologique est « le produit d'un processus de définition collective »³³⁷. Cette crise existe objectivement, mais ce ne sont pas uniquement les conditions objectives de son existence qui vont déterminer sa transformation en problème social. La linéarité du modèle de Downs apparaît insuffisante pour décrire la complexité des paramètres en jeu. « First, social problems exist in relation to other social problems; and second, they are embedded within a complex institutionalized system of problem formulation and dissemination.»³³⁸ Pour Hilgartner et Bosk, la construction d'un problème social se joue dans différents espaces publics, en tant qu'un problème est « une condition ou une situation putative qui est étiquetée comme un problème dans les domaines du discours et de l'action publics », et est soumis à la compétition³³⁹. Cette compétition s'incarne de deux manières : une compétition pour l'interprétation du problème qui dominera le discours parmi une pluralité d'angles, et une compétition entre plusieurs problèmes pour l'attention du public³⁴⁰. Les espaces publics où cette compétition a lieu sont multiples : les appareils exécutifs et législatifs des gouvernements, le cinéma, les cours de justices, les associations, les groupes militants, etc., et évidemment les médias. Comme tout espace public, les médias ont une capacité limitée à pouvoir porter un certain nombre de problèmes, et c'est ce cadre-là « qui fait de la compétition entre les problèmes un enjeu si crucial et central dans le processus de définition collective »³⁴¹. Les médias dépendent de plusieurs contraintes : des contraintes spatiales (le nombre de signes accordé, de minutes pour un reportage...), des contraintes économiques (les effectifs, des impératifs de production...), des contraintes temporelles (le temps dédié au reportage), etc. Dans ces démarcations, des principes de sélection s'imposent et déterminent quel problème pourra advenir dans l'espace public. Hilgartner et Bosk en définissent quatre : l'aspect dramatique

³³⁶ Andreas Schmidt, Ana Ivanova, Mike S. Schäfer, « Media attention for climate change around the world: A comparative analysis of newspaper coverage in 27 countries », dans *Global Environmental Change*, n°23, juillet 2013, p.1241.

³³⁷ Stephen Hilgartner, Charles L. Bosk, « The Rise and Fall of Social Problems: A Public Arenas Model », dans *American Journal of Sociology*, Jul 1988, Vol.94, n°1, juillet 1988, p.53.

³³⁸ *Ibid.*, p.55.

³³⁹ *Ibid.*, p.55, (nous traduisons).

³⁴⁰ *Ibid.*, p.58.

³⁴¹ *Ibid.*, p.59, (nous traduisons).

car «les formulations de problèmes simples et dramatiques ont plus de chances de survivre à la concurrence»³⁴², la nouveauté et la saturation car « si les symboles utilisés pour cadrer un problème deviennent trop répétitifs, s'ils arrivent à saturer l'espace public, alors soit il faudra en trouver de nouveaux, soit le problème connaîtra généralement un déclin en raison de sa valeur dramatique diminuée»³⁴³, les contextes culturels et politiques et les caractéristiques organisationnelles de ces domaines. Dans les médias, ce processus de sélection se nomme le *gatekeeping*, et a été institutionnalisé par le chercheur en psychologie sociale Kurt Lewin, et ensuite appliqué au domaine de l'actualité par David Manning White. Il paraît pertinent de suivre le modèle établi par Hilgartner et Bosk afin d'analyser les obstacles auxquels sont confrontés les journalistes spécialisés sur les thématiques environnementales et leurs médias vis-à-vis de la couverture des thématiques écologiques.

4.1 La crise écologique : angle mort du cadre d'interprétation des sujets d'actualité

Hilgartner et Bosk précisent que l'avènement de problématiques sociales dépend également de l'interaction entre les différents domaines publics qui favorisent la circulation de problèmes dans plusieurs espaces. Chaque domaine s'organise autour d'acteurs spécialisés autour d'une problématique : « Society's well-established categories of social problems can be thought of as being organized into a set of departments that resemble (not coincidentally) the departments in a weekly news magazine.»³⁴⁴ Dans chaque catégorie, chaque communauté d'acteurs génère à la fois des visions concurrentes, mais participe également ensemble à la construction d'un problème : « Thus, environmental groups, industry lobbyists and public relations personnel, politicians who work on environmental issues, environmental lawyers, environmental editors, and officials in government environmental agencies all generate work for one another. At the same time, their activities collectively raise the prominence of the environment as a source of social problems.»³⁴⁵

Dans le cas de la crise climatique, on peut aisément observer, comme il a été mentionné dans le chapitre précédent, comment les différentes sphères de l'espace public ont contribué à cadrer le discours médiatique autour de cette problématique, de telle façon, par exemple, qu'un changement de vocable s'est opéré, témoignant de l'utilisation de termes comme « changement climatique »,

³⁴² *Ibid.*, p.62, (nous traduisons).

³⁴³ *Ibid.*, p.62 (nous traduisons).

³⁴⁴ *Ibid.*, p.68.

³⁴⁵ *Ibid.*, pp.68-69.

« crise climatique » qui ont émergé à la faveur de rapports scientifiques et de sommets internationaux, mais aussi l'apparition de nouveaux termes comme « urgence climatique » via des mobilisations citoyennes³⁴⁶. Dans les pratiques journalistiques, la prise de conscience évolue également au contact des différents domaines où la crise écologique est apparue comme un problème social, comme l'analyse le journaliste Michel De Muelenaere.

« Il y a quelques journalistes, et surtout les gens qui s'occupaient de l'environnement, qui ont apporté cette réflexion-là en disant : “Quelque chose a changé, il faut que nous changions”. Mais pour l'essentiel, les journalistes “normaux”, c'est leur environnement à eux qui a changé. [...] C'est souvent les interlocuteurs des journalistes qui ont commencé à renvoyer d'autres signaux, que ce soit les gens qui travaillent dans le secteur agricole, dans le secteur scientifique, de l'énergie, et qui ont commencé à parler aux journalistes de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de renouvelables et à remettre ça dans le cadre plus global de la problématique climatique. »³⁴⁷

Malgré ces multiples interactions entre différents domaines de la vie publique, les médias peinent à faire des thématiques écologiques une approche structurante. Comme expliqué dans le chapitre précédent, la rédaction du *Soir* a mis en place, dans un souci de couvrir les thématiques écologiques de manière transversale, un pôle Planète constitué de sept journalistes, ainsi qu'une nouvelle forme d'organisation impliquant la collaboration entre les services, et incitant chacun à intégrer la problématique environnementale dans sa couverture. Depuis un an, Michel De Muelenaere, journaliste et chef adjoint du pôle Planète, observe quelques progrès :

« Le côté “on met plus de moyens”, on y est arrivé, parce qu'il y a plus de moyens objectivement, donc forcément, il y a plus de production, plus de présence des sujets quantitativement parlant. Dans nos démarches vis-à-vis des autres services, on est légitimes à venir dire : “Tiens, t'as vu ça, ça peut être important, est-ce que ça t'intéresse, est-ce que tu veux en faire quelque chose, est-ce que tu veux qu'on t'aide ?”. [...] La deuxième chose, c'est : est-ce qu'on vient nous voir pour qu'on aide ? Oui, pas suffisamment à mon goût mais ça se fait plus qu'avant. »³⁴⁸

Mais le journaliste regrette que la problématique climatique ne soit pas intégrée par chacun :

« Je considère quand même qu'on n'atteint pas notre objectif qui était de dire : il faut que tout le monde dans sa couverture relève le niveau de priorité sur les problématiques environnement, climat et compagnie. Et donc que chaque journaliste n'attende pas que le Pôle Planète fasse la démarche, et donc que chacun, dans sa couverture, intègre davantage les enjeux environnementaux et les enjeux climatiques dans ce qu'il fait, c'est-à-dire pose les questions, par exemple, quand il rencontre quelqu'un. Et que dans la couverture, on sorte du vieux schéma : budget, immigration, intérieur, emploi, économie... Par exemple, quand on analyse le budget d'une entité, l'élément climat/environnement n'est jamais un élément qui apparaît. Jusqu'à présent, c'est toujours moi qui ait dû aller voir les gens en leur disant : “Est-ce que vous voulez qu'on lise le budget avec cette grille de

³⁴⁶ Escoufflaire, Descampe, Lits, *op. cit.*

³⁴⁷ De Muelenaere, Entretien, *op. cit.*

³⁴⁸ *Ibid.*

lecture-là ?”. Il n'y a jamais eu la démarche inverse. [...] C'est un élément qui, heureusement, désormais, fait un peu partie de l'épure, mais ça reste des thématiques qui ne sont pas au cœur de la réflexion»³⁴⁹.

Dans la situation décrite par Michel De Muelenaere, la crise écologique n'est pas systématiquement appropriée par les journalistes comme une grille d'interprétation au travers de laquelle traiter un sujet. La façon dont les journalistes cadrent leurs articles dépend de multiples facteurs. Les cadrages constituent un outil pertinent pour comprendre les pratiques journalistiques, puisque ces derniers sont des «*modèles d'interprétation* ancrés dans la culture et articulés par l'individu»³⁵⁰ et que «le journalisme consiste à interpréter le monde»³⁵¹. Brüggemann s'est interrogé sur les pratiques de cadrage des journalistes, et place ces procédés «sur un continuum entre la transmission passive d'interprétations apportées par d'autres acteurs (*frame sending*) et la fourniture au public des interprétations individuelles d'une situation par le journaliste (*frame setting*)»³⁵². Le *frame setting* est un cadrage effectué par le journaliste en grande partie en accord avec son interprétation personnelle, et le *frame sending* consiste à relayer les cadrages présentés par différents acteurs publics³⁵³. Ni l'un ni l'autre ne sont exclusivement appliqués par les journalistes, mais relèvent plutôt de nuances sur ce continuum, et sont influencés par d'autres facteurs, à savoir «le niveau individuel, l'organe de presse, les routines professionnelles et le contexte social, politique et culturel plus large»³⁵⁴. Ainsi, les cadrages journalistiques sont à la fois soumis au cadrage induit par la rédaction qui est la politique éditoriale dominante à propos d'une problématique, les contextes culturels et nationaux, et les interprétations fournies par la spécialisation pratiquée par le journaliste. Selon Brüggemann, plusieurs facteurs, à différents niveaux, peuvent encourager un cadrage qui favorisera la propre interprétation du journaliste : une perception active du rôle de journaliste, des opinions et des valeurs ancrées, une ligne éditoriale en phase, une spécialisation dans un domaine journalistique, une culture nationale en phase au regard de la problématique, une culture de la partialité à propos de la problématique dans le média, et le retour positif de la part du public.

«It is obvious that the factors mentioned above might interact in different ways: their influence might add up if, for instance, the audience feedback and the elite consensus exert their influence into the same direction. However, if audience feedback, newsroom policies and elite policy positions contradict each other and thus exert cross-pressures, it might be safer for the journalist to hold back her/his own interpretations and provide balanced coverage, which would reflect all parties' frames thereby enabling the journalist to claim a neutral

³⁴⁹ *Ibid.*

³⁵⁰ Michael Brüggemann, «Between Frame Setting and Frame Sending: How Journalists Contribute to News Frames», dans *Communication Theory*, vol. 24, n°1, février 2014, p.61.

³⁵¹ *Ibid.*, p.61, (nous traduisons).

³⁵² *Ibid.*, p.62, (nous traduisons).

³⁵³ *Ibid.*, p.64.

³⁵⁴ *Ibid.*, p.68.

observer's position. Again, this assumption is based on the journalist's need for social validation of his or her interpretations.»³⁵⁵

Sur la base de cette analyse proposée par Brüggemann, dans le cas du *Soir*, il se pourrait que la prise en compte de la crise climatique dans les cadrages journalistiques soient à la fois encouragée par un positionnement de la rédaction qui promeut une couverture transversale, par des sources qui intègrent désormais, en partie, cette problématique, et à la fois maintenue dans un *status quo* par un modèle sociétal et politique qui reste imprégné par des cadres intellectuels qui maintiennent la problématique climatique au second plan, par le peu de spécialisation acquise par les journalistes sur le sujet, des convictions personnelles, mais aussi des pratiques professionnelles segmentées.

Pour Michel De Muelenaere, une véritable révolution des cadres de pensées doit être enclenchée :

« On n'est pas encore assez compétent sur ces problématiques-là, parce qu'on ne pense pas encore de manière suffisamment sophistiquée. [...] On est tous un peu démunis par rapport à ça, mais ce qu'il faut faire c'est essayer de casser nos cadres de pensée, de casser nos manières de faire, et c'est doublement difficile parce que c'est compliqué dans la tête et c'est compliqué dans les pratiques. [...] Je prends un exemple très concret. On a fait un truc, tout le monde a dit : le pouvoir d'achat, c'est une des priorités des gens, tous les sondages le montrent. Et donc, le pouvoir d'achat, c'est quoi ? C'est payer moins cher, être moins imposé, la facture d'énergie, l'inflation, le prix du pain qui augmente, etc. À un certain moment, je suis venu en disant : Mais c'est quoi le pouvoir d'achat ? Ça veut dire quoi le pouvoir d'achat ? Est-ce que c'est important ? Est-ce qu'il est corrélé au bonheur ? Est-ce que le pouvoir d'achat doit continuer à augmenter ? Est-ce que c'est ça que les gens demandent ? Je n'ai pas les réponses à ça, mais je constate qu'on ne se pose pas la question, et sur plein de choses. [...] Ça ne veut pas dire qu'il faut dire que c'est sans intérêt, mais pensons autrement, voyons les choses autrement et arrêtons d'avoir toujours les mêmes démarches par rapport aux mêmes sujets. »³⁵⁶

À *La Libre*, Gilles Toussaint observe des prises de conscience individuelles variables :

« Beaucoup de gens se rendent compte qu'il y a des problèmes et commencent à être inquiets voire sont parfois touchés. Après ce n'est pas forcément pour ça que ça va les transformer, même dans leur comportement professionnel. Je vais prendre le cas d'une personne : quand il y a eu les grandes sécheresses, il y a deux-trois ans, il y avait des fissures qui apparaissaient dans sa maison, et là elle a commencé à s'intéresser au fait que l'affaissement des sols lié au dérèglement climatique pouvait être un problème. Et donc d'un coup, il y a eu une espèce d'éveil. Après il y a des gens qui prennent conscience mais qui n'ont pas la même lecture que moi, et qui vont se dire : "On trouve toujours des solutions". Il y a des perceptions différentes. [...] Une rédaction, ce n'est jamais que le reflet de la société. »³⁵⁷

Mais cette prise de conscience ne se traduit pas forcément dans les pratiques des journalistes :

« Individuellement, il y a des gens qui intègrent ça. Parfois, je me rends compte qu'il y en a qui le font uniquement parce que ça les touche, pour une raison ou l'autre. Donc ils vont faire un papier sur un truc. Mais il n'y a pas le mouvement collectif que j'espérais »³⁵⁸.

³⁵⁵ *Ibid.*, p.73.

³⁵⁶ *Ibid.*

³⁵⁷ Toussaint, Entretien, *op. cit.*

³⁵⁸ *Ibid.*

4.2. Veiller à ne pas faire fuir l'audience : consensualiser les thématiques écologiques

Il apparaît que la question écologique, malgré la professionnalisation de la spécialité environnementale dans les rédactions depuis les années 2000³⁵⁹, suscite encore parmi certaines rédactions, une réticence vis-à-vis d'une présupposée inclination militante. Les questions environnementales, et davantage climatiques restent encore fort liées, dans les imaginaires, à ses racines dans les mouvements écologistes, mais aussi sans doute parce que la crise écologique remet en cause l'ensemble de notre modèle sociétal. Le traitement des causes, des conséquences de la crise écologique, et de ce qu'elles impliquent comme transformations dans nos systèmes économiques, politiques, et sociaux, génère une prudence particulière dans les choix éditoriaux. Ainsi, Gwenaëlle Dekegeleer³⁶⁰, journaliste à la RTBF sur les questions climatiques et membre de la Cellule Impact, ressent, en interne, cet *apriori* militant, assez répandu parmi ses collègues :

« Par la force des choses, puisque je traite quasi exclusivement de sujets qui touchent à l'environnement et au climat, je pense que l'image qu'ils ont de moi, c'est l'image d'une militante [...] C'est même un peu en blague parfois, c'est un peu normal aussi, c'est tellement un sujet qui touche à nos vies personnelles et à nos choix, et à en quelque sorte notre liberté. [...] J'ai des responsables au niveau des contenus qui, eux, ne me voient pas spécialement comme une militante, et qui vont vraiment faire appel à nous quand il y a des sujets à traiter, ou quand il y a une demande de la part de la direction de créer une émission en lien avec l'environnement et le climat, etc. Donc dans ce sens-là, je me dis que c'est qu'il y a quand même une confiance par rapport à la connaissance de la thématique et à la manière de l'aborder avec les publics. »³⁶¹

La journaliste explique se servir de ces critiques pour adapter le cadrage de ses sujets :

« La manière dont on en discute avec les collègues ou dont on est perçu par les collègues, même si c'est « militant », c'est hyper important de pouvoir l'entendre. Même si je ne suis pas d'accord, même parfois avec la direction, avec la manière dont on va me dire : “Ok il faut que tu parles de ça, mais attention, il ne faut pas être moralisateur ou il faut que ce soit beau, que ce soit une fête”. C'est important de l'entendre parce que ça fait partie aussi de la manière dont le public reçoit ton message et donc dans ton boulot, comment tu vas faire passer ce message là pour qu'il soit reçu et interpréter le mieux possible, et que l'info soit la plus compréhensible et donne en plus l'envie de te bouger plutôt que te paralyser. [...] Et donc les blagues qu'on peut avoir en interne ou les critiques sur “Vous êtes militants” ou “Vous êtes culpabilisants”, ça ne me fait jamais plaisir mais c'est ce qui nous aide à avancer et à nous remettre en question dans la manière de faire passer le message. »³⁶²

Gwenaëlle Dekegeleer souligne également que dans un média de service public, généraliste comme la RTBF, « tu n'as pas le droit d'être militant ».

³⁵⁹ Comby, *op. cit.*

³⁶⁰ Il est important de préciser que Gwenaëlle Dekegeleer ne fait pas partie de la rédaction Info de la RTBF, même si elle collabore parfois avec ce service sur certains formats. Elle est en particulier reliée à la Thématique Société, Modes de vie & Connaissances.

³⁶¹ Dekegeleer, *op. cit.*

³⁶² *Ibid.*

« Si j'étais Vinz Kante³⁶³, par exemple. Vinz, il se décrit comme radical, dans le bon sens du terme, où tu reviens à la racine. Mais lui, il a un média qui est entièrement dédié à ces enjeux-là et il s'adresse à un public ciblé. À la RTBF, on a un contrat avec le public qui est différent, c'est le public qui finance en grande partie notre travail. Donc cette réflexion de : comment tu t'adresses à ce public pour faire passer les bonnes informations, pour que ce soit un peu constructif, pas juste paralysant, c'est hyper important, c'est la base de notre travail.»³⁶⁴

La journaliste n'a pas l'impression d'édulcorer son propos, mais plutôt de « le rendre plus accessible ». « Même si dans le travail quotidien, parfois c'est frustrant. J'aimerais trop aller plus loin. Mais voilà, c'est un contrat que la RTBF a avec le public et elle doit s'adresser à tout le monde.»³⁶⁵ Elle prend pour exemple l'émission « La Yourte » qui, pour elle, incarne cette accessibilité, via le divertissement, tout en abordant en toile de fond les thématiques climatiques. Elle souligne aussi la présence d'émissions plus pointues, comme celle d'Arnaud Ruysen, «Déclic, Le Tournant », qui explore plus en profondeur les thématiques écologiques, et s'adresse à un public dit « affinitaire », tel que baptisé par la RTBF.

Cette notion de public apparaît également pertinente dans la façon dont les journalistes vont être amenés à traiter l'information environnementale. En 2018, la RTBF a mis en place une nouvelle stratégie où la structuration du service public en « médias » disparaît au profit d'une structuration orientée vers des « publics-cibles ». « L'objectif consiste à comprendre ces différents publics, et à leur proposer des contenus adaptés sur les plateformes qu'ils utilisent »³⁶⁶. La RTBF a identifié quatre public-cibles : deux basés sur une approche générationnelle : les « Jeunes adultes » et les « Nouvelles générations », et deux autres s'appuyant sur une approche motivationnelle : les « Nous » et les « Affinitaires ». La notion de public s'entremêle également, et plus particulièrement en télévision, avec les formats journalistiques imposés à la production de l'information. « Le poids des contraintes liées au format (faire des sujets courts, trouver de « belles » images qui « parlent, évoquent », etc.) les incite davantage à privilégier des reportages qui illustrent.»³⁶⁷ Gwenaëlle Dekegeleer relève la différence de ton entre son émission « Y a pas de planète B », un format magazine de 15 minutes, et ses interventions d'une minute trente, une minute quarante-cinq, au journal télévisé dans la séquence « Un œil sur demain ».

³⁶³ Vinz Kante est le fondateur du média belge LIMIT dédié à l'écologie. Il se revendique comme un militant en faveur d'une écologie radicale.

³⁶⁴ Dekegeleer, *op. cit.*

³⁶⁵ *Ibid.*

³⁶⁶ « La nouvelle RTBF sur les rails », Régie Média Belge, 14/11/2018, <https://rmb.be/fr/actualites/177-la-nouvelle-rtbf-sur-les-rails/> (28/07/2024)

³⁶⁷ Comby, *op.cit.*, p.172.

« L'émission "Y a pas de planète B" n'est pas reliée au service Info de la RTBF, mais au service "Société, modes de vie et connaissance" où à la base on est plus sur des magazines, et où on peut se permettre, pour moi, d'aller un peu plus loin dans l'info et dans la manière de raconter les choses. « Y a pas de planète B », je parle en "je", je parle de moi, de mes convictions, j'ai l'impression de mettre plus d'émotions. En tout cas, d'essayer de faire passer les messages à travers un billet émotionnel et personnel que je n'utiliserai jamais quand je travaille pour le JT le dimanche soir. »³⁶⁸

La journaliste prend l'exemple d'une de ses chroniques pour le journal télévisé sur l'engagement des banques en matière de climat, à travers le Scan des banques³⁶⁹, tandis qu'elle avait déjà traité le sujet dans son émission « Y a pas de planète B »³⁷⁰.

« Dans ma chronique du JT, je ne vais jamais parler de ce sujet-là de la même manière que je l'ai fait dans « Y a pas de planète B ». Dans le JT, je ne vais pas du tout m'empêcher d'en parler, mais je vais juste expliquer : "Voilà il y a un outil qui existe. Il va te permettre de comprendre si ta banque est en accord avec les valeurs que toi tu défends". Je vais décrire l'outil, et dans ce sens-là, il y a un côté un peu plus neutre ou objectif entre guillemets, même si j'aurais pu parler de plein d'autres trucs. Dans « Y a pas de planète B » je vais pousser l'info plus loin, dire que notre argent réchauffe le climat, expliquer comment ça se fait, je vais aussi expliquer qu'il faut qu'on pose des questions à sa banque parce qu'on a le droit de savoir. »³⁷¹

Cette ligne est notamment imposée par le public cible du JT : le public « Nous », caractérisé comme « un public transgénérationnel, familial, qui aime se détendre, rejoindre un groupe et "être ensemble" »³⁷².

« Le cadre, c'est le timing et le fait qu'on s'adresse à un public hyper large. [...] Si tu regardes le JT aujourd'hui, tu te rends compte que c'est une ligne qui doit rester hyper simple. Il y a le cadre, mais il y a aussi ce que moi je m'impose. Il n'y a personne qui va me dire "Non, il ne faut pas que tu fasses ça" ou "Il faut que tu fasses ça", mais je me dis que pour que le message soit entendu du plus grand nombre, c'est un truc que je m'impose. Je n'ai pas envie d'être cataloguée injustement comme une militante ou comme une personne qui est acquise et qui donc n'a plus du tout de d'objectivité sur ces sujets. Et du coup, je suis prudente dans la manière dont j'aborde les choses. »³⁷³

À l'Info, la question climatique s'incarne également dans une forme de prudence. Jean-Pierre Jacqmin, directeur de l'Information à la RTBF, met un point d'honneur à ne pas tenir compte des critiques de militantisme ou de partisanisme qui peuvent être formulées à l'encontre du traitement de cette crise par une partie du public. « Nous ne devons pas tenir compte de cela, sinon on sera en permanence ballotté d'un camp à l'autre. Ce n'est pas notre mission. [...] Notre job c'est de travailler

³⁶⁸ Dekegeleer, *op. cit.*

³⁶⁹ Arnaud Pilet, « Un œil sur demain : scanner la paume de sa main pour se passer de carte bancaire ou de ticket de concert, déjà une réalité », RTBF, 02/06/2024, <https://www.rtb.be/article/un-il-sur-demain-scanner-la-paume-de-sa-main-pour-se-passer-de-carte-bancaire-ou-de-ticket-de-concert-deja-une-realite-11377886> (10/05/2024).

³⁷⁰ « Notre argent réchauffe le climat ? », Y a pas de planète B, RTBF, Youtube, 18/05/2024, <https://www.youtube.com/watch?v=bulJiGFgpnY&t=26s> (08/06/2024).

³⁷¹ Dekegeleer, *op. cit.*

³⁷² Régie Média Belge, *op. cit.*

³⁷³ Dekegeleer, *op. cit.*

sur la connaissance et d'avoir quelque part des rapports scientifiques pour amener cela »³⁷⁴. Il faut pour autant, selon lui, prendre en compte cette difficulté :

« On travaille avec notre public et la population peut avoir, à certains moments, des réactions par rapport à un certain nombre d'actions qu'elles pourraient considérer comme emmerdantes, comme des contraintes supplémentaires, et donc on peut avoir un phénomène de réaction. Ce phénomène de réaction, on doit évidemment l'anticiper, et veiller à ce qu'il n'aille pas trop loin, parce que sinon on va reculer sur les questions climatiques, et on va peut-être passer à côté d'enjeux très importants. [...] Ce qu'on doit faire, c'est avoir la capacité d'informer là-dessus, c'est une réalité, il y a une tendance au rejet des mesures, et essayer de comprendre pourquoi, sans pour autant se dire qu'il faille faire reculer les questions climatiques dans l'agenda éditorial de nos rédactions. »³⁷⁵

Cette notion de public est au cœur de la relation entre les médias et leur audience, mais aussi de la stratégie des entreprises médiatiques. Il semble pertinent d'analyser cette interaction au regard de la notion de contrat de lecture développée par Eliséo Veron dans le cadre de la presse écrite. Le contrat de lecture se matérialise entre un journal et son lecteur par la manière dont le journal s'adresse à celui-ci. « The "reading contract" is related to what one could call the global "tone" or "style" of the newspaper. »³⁷⁶ La manière dont le journal va s'adresser au lecteur, c'est-à-dire, les dispositifs énonciatifs, font partie « de la stratégie discursive de chaque journal [...], et sont dictés par ce que les rédacteurs en chef, les journalistes, etc. pensent être les attentes de leur public »³⁷⁷. Ce contrat de lecture permet à différents médias de se positionner dans un univers concurrentiel, et construit la figure du destinataire. Cette notion, d'abord réservée à la presse écrite, s'est ensuite étendue à la télévision, à la radio, etc.

« À travers le modèle du Contrat de Lecture, les médias n'ont été que trop heureux de faire reconnaître qu'ils instancieraient de toute façon un destinataire auquel le lecteur/auditeur/télespectateur réel était invité à s'identifier. Parallèlement, plus les médias sont devenus de masse, plus ils se sont adressés au grand nombre et plus ils ont imaginativement déconstruit cette distance. La mise en scène des publics sur les plateaux de télévision, à ce point importante qu'on légifère sur elle aujourd'hui (en termes d'âge, de race, de sexe), le public en studio que l'on entend rire à la radio, tous ces personnages que nous regardons regarder ce que nous regardons, sont là pour dire la présence effective de la réception désormais incarnée. »³⁷⁸

Les conceptions du public sont diverses, et vont du « destinataire construit », en passant par le « destinataire représenté » mis en scène en tant que public sur les plateaux, le « destinataire interactif » avec lequel le média met en place des moyens pour l'intégrer dans le dispositif, jusqu'à

³⁷⁴ Jacqmin, *op. cit.*

³⁷⁵ *Ibid.*

³⁷⁶ Suzanne De Cheveigné, Eliséo Veron, « The Nobel on First Page: The Nobel Physics Prizes in French Newspapers », dans *Public Understanding of Science*, n°3, 1994, p.3.

³⁷⁷ *Ibid.*, p.3, (nous traduisons).

³⁷⁸ Jean-Maxence Granier, « Du Contrat de Lecture au Contrat de Conversation », dans *Communication & langages*, n°169, 2013, p.5.

la cible publicitaire et le public réel.³⁷⁹ « De fait, ces différentes modalités de la figure allocutive indiquent comment celle-ci est toujours un artefact, construit dans l'espace du discours que révèle le Contrat de Lecture, ou un référent ultime et jamais complètement atteint par la mesure de l'audience ou la définition de cibles. »³⁸⁰ Ce contrat est évidemment fondamental afin de créer des liens de confiance avec son public, et il est impératif d'intégrer les citoyens à la délibération médiatique, mais les médias traditionnels, s'incarnent davantage dans une démarche de projection des attentes de leur public, mais aussi dans le cas des médias privés, dans un rapport d'attention sous-tendu par des motifs commerciaux et compétitifs. Avec l'avènement d'Internet et de la digitalisation des contenus, la place du public a considérablement évolué. « Désormais, la position en surplomb des médias traditionnels sur les conversations est remise en cause, car celles-ci accèdent à un espace de publicisation dans lequel le coût d'entrée est faible et les effets de réseau puissants et synchrones. »³⁸¹ L'interactivité permise par l'avènement du web et des réseaux sociaux instaurent une relation tout à fait différente avec le public. En marge de cet aspect interactif qui peut être enrichissant, cette nouvelle ère a également sonné la fin pour les médias traditionnels de leur « quasi-monopole sur leur public et sur l'attention de leur public »³⁸². Cette concurrence de l'attention a mené les médias à produire davantage, plus vite, sur un nombre plus important de sujets, avec moins de ressources et donc de façon plus superficielle. Des contraintes économiques et concurrentielles en contradiction avec la complexité de la question climatique qui nécessite une approche sophistiquée et nuancée. Les journalistes sont donc pris dans cet impératif d'audience, en même temps que dans une ligne éditoriale propre à chaque média, et qui véhiculent certaines valeurs. Gilles Toussaint évoque, à *La Libre*, cette tension entre une question climatique qui s'ancre de plus en plus dans la société, un modèle économique de l'attention et de la publicité, et une ligne éditoriale.

« C'est un peu paradoxal parce que *La Libre* a été assez à la pointe sur cette matière-là. Or ce n'est pas le journal qu'on attend là-dessus. *La Libre* c'est plutôt un journal de centre droit. J'ai retrouvé l'autre fois des études lecteur qu'ils avaient faites pour voir l'intérêt des pages Planète. Il y a un peu une relation ambiguë comme ça où on se rend bien compte que c'est important, mais en même temps c'est pas ça qui fait cliquer, et encore plus aujourd'hui avec le site internet, c'est pas ça qui fait que vous vendez des journaux. On a toujours eu ce positionnement un peu étrange en fait. Et moi j'étais au milieu de ce jeu-là. [...] J'ai eu beaucoup de liberté pour traiter la question environnementale, [...] mais je mentirais en disant que j'ai toujours senti beaucoup de soutien réel, de vraies convictions derrière. On le faisait plus parce qu'à un moment, le sujet était

³⁷⁹ *Ibid.*, p.7.

³⁸⁰ *Ibid.*, p.7.

³⁸¹ *Ibid.*, p.9.

³⁸² Merja Myllylahti, « Paying Attention to Attention: A Conceptual Framework for Studying News Reader Revenue Models Related to Platforms », dans *Digital Journalism*, vol. 8, n°5, p.569, (nous traduisons).

tellement incontournable qu'on se rendait bien compte qu'il fallait qu'on en parle. Et ça, ça reste toujours un peu le cas aujourd'hui. »³⁸³

Pour lui, ce manque de soutien réel est un mélange de convictions personnelles et de prudence vis-à-vis du lectorat :

« Je ne peux pas dire que je sens effectivement toujours un intérêt énorme pour les sujets qu'on fait. Après si vous interrogez mon rédacteur en chef ou ses adjoints, ils vous diront : “On met quand même souvent vos sujets en Une”. De leur point de vue, ils trouvent qu'ils sont très attentifs. Sans doute que je suis peut-être très très pris par la question et eux, c'est l'inverse. [...] Je ne sais pas, je pense qu'il y a une part de convictions personnelles qui intervient forcément dans la perception des choses. Et puis, il a un rôle aussi de rédaction en chef, de représentation du journal vis-à-vis de ses lecteurs. Il sait bien que nos lecteurs ne sont pas forcément toujours fans de ça, donc il essaie sans doute de trouver un équilibre aussi par rapport à ça. »³⁸⁴

La mauvaise santé économique de la presse en Belgique favorise un modèle économique accès sur la poursuite du chiffre. Cette mauvaise santé se matérialise par la régression des ventes papiers, des revenus publicitaires des journaux en baisse, avec une migration de la publicité sur les espaces digitaux, « mais une grande majorité de ce qui est investi en publicité digitale revient aux grandes plateformes : 70 % des montants engagés reviendraient aux GAFAM »³⁸⁵. En Belgique, sur l'ensemble des investissements publicitaires digitaux sur les sites belges d'information, moins de 8% reviennent aux éditeurs locaux en 2021³⁸⁶. La transformation digitale a plutôt favorisé le maintien des audiences, mais il réside « une distance importante entre le nombre d'utilisateurs tel qu'il ressort des mesures d'audience et le volume de ventes. La différence entre les deux suppose en effet un important lectorat accédant gratuitement aux contenus éditoriaux, sans justement s'acquitter d'un prix quelconque »³⁸⁷. Dans ce cadre-là, capter l'audience devient primordiale, et les sujets climatiques font les frais de ce contexte. Au *Vif*, Thierry Denoël, journaliste investi sur les thématiques énergétiques et climatiques, considère que l'environnement devrait être le sujet numéro un au niveau de l'information, mais la réalité économique ne le permet pas :

« On sait que c'est, en tout cas pour l'instant, pas très vendeur. Parce qu'on a des contraintes, tout simplement, qui viennent de la hiérarchie. Il y a des chiffres, des seuils qu'on doit respecter. On est vraiment à une période charnière où on doit vraiment faire du chiffre, faire de l'information mais faire du chiffre. »³⁸⁸

³⁸³ Toussaint, Entretien, *op. cit.*

³⁸⁴ *Ibid.*

³⁸⁵ « Presse quotidienne belge : passé, présent et futur économiques », dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°2552, 2022, p.33.

³⁸⁶ *Ibid.*, p.34.

³⁸⁷ *Ibid.*, p.30.

³⁸⁸ Entretien avec Thierry Denoël.

Dans ce contexte, cela demande aux journalistes un effort supplémentaire pour convaincre de la pertinence d'un sujet lié à l'environnement :

« Quand les sujets ne sont pas vendeurs, il y a une réticence qui est logique. Et donc oui, c'est à moi, à chaque fois de trouver le bon angle, la bonne manière de présenter les choses, la bonne argumentation pour que le sujet soit accepté. Cette réticence peut être gênante et peut être fructueuse dans la mesure où ça nous pousse à nous remettre en question. »³⁸⁹

Pour la COP28, Thierry Denoël souhaitait écrire un article présentant les enjeux de la conférence, mais sa rédaction en chef lui a plutôt conseillé d'axer son papier sur la personnalité controversée du président de la COP. « C'était une bonne idée. Un sujet personnalisé, en général, ça marche, et donc l'article a bien marché sur Internet. »³⁹⁰ Welbers et al. schématisent cette tension, vécue par les journalistes, entre un *trustee model*, un modèle où les journalistes choisissent leurs sujets sur la base de leur jugement professionnel, et un *market model* où l'audience choisit ce qu'elle veut lire³⁹¹.

« However, due to decreasing sales and advertising incomes, and increasing competition, news organizations have shifted more toward a Market Model. This encourages journalists to cater to the preferences of the audience, and the rise of online audience metrics has made it much cheaper and easier to monitor these. Consequently, what journalists are economically encouraged to do, and what they are normatively inclined to do, are in conflict with each other. »³⁹²

Dans une étude menée auprès de cinq journaux nationaux néerlandais sur sept mois, Welbers et al. ont observé que les « clics d'audience » influençaient le choix des informations de la majorité des journaux enquêtés. « Storylines of online news articles that were in the top 5 of most-viewed articles were more likely to receive more attention in subsequent reporting, both in the print version (four out of five newspapers) and website (three out of five newspapers) of the newspaper. »³⁹³

4.3. Une question écologique en conflit avec les normes journalistiques ?

Au-delà d'un modèle de fonctionnement tourné vers l'attention, et la publicité, la question écologique n'est pas abordée par l'écosystème médiatique traditionnel comme une question d'emblée compatible avec les exigences des principes journalistiques, comme la neutralité, l'objectivité, l'impartialité...etc. À *La Libre*, Gilles Toussaint a soumis l'idée à sa rédaction d'adopter la « Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique » :

³⁸⁹ *Ibid.*

³⁹⁰ *Ibid.*

³⁹¹ Welbers *et al.*, « News selection criteria in the digital age: Professional norms versus online audience metrics », dans *Journalism*, vol.17, n°8, 2016, p.1039.

³⁹² *Ibid.*, p.1050.

³⁹³ *Ibid.*, p.1049.

« Il n'y a pas vraiment eu de débat malheureusement dans ma rédaction. J'ai parlé de ça, j'ai soumis et puis au bout du compte, je sais qu'il y a eu, semble-t-il, une discussion entre mon rédacteur en chef, qui n'était pas très chaud, et le président de la Société des Rédacteurs je crois. Ils en ont conclu que c'était pas une bonne idée. Mon rédacteur en chef m'a dit : "Écoute, non, on sait qu'on doit faire des efforts, on est déjà attentifs, on fait déjà beaucoup d'environnement, on a les pages Planète, mais on ne veut pas s'engager là-dedans". Mais si j'ai bien compris, certaines personnes trouvaient que justement ça nous transformait en journal militant, qu'on demandait une part de militantisme. Je pense que c'est ça qui fait que ça n'a pas été adopté. »³⁹⁴

Comme expliqué dans les deux premiers chapitres, cette présomption de militantisme prend racine dans un imaginaire qui lie la question écologique à une question partisane, et sous-tend la peur de perdre une supposée neutralité ou objectivité. Pourtant, les questions environnementales et écologiques ne sont pas des questions politiques au sens partisan, mais des questions politiques au sens qu'elles posent des questions d'organisation et de transformation de la société. Dans une étude menée entre 1997 et 2004, Smith a étudié une série de séminaires entre des décideurs médiatiques de la BBC et des spécialistes de l'environnement et du développement sur la façon dont les médias couvrent la science et le changement climatique. Durant ces séminaires, il est apparu que la question climatique, pour les rédacteurs en chef, rentre en contradiction avec les normes journalistiques de neutralité et d'équilibre, dès lors que l'aspect purement factuel de la crise climatique est dépassé. « While there are signs that editors view "the facts about climate change" as something they should communicate to publics, they are, to the frustration of many of the specialist participants, much more cautious about their role in signaling societal/policy paths in response to them. »³⁹⁵ La question écologique porte en elle la remise en question de tout un modèle sociétal, ou comme le dit Jade Lindgaard, journaliste à Mediapart : « For me, ecology is not a subject among others, but a central issue that it is challenging the political system. »³⁹⁶ La question écologique réinterroge le rôle des médias et de la pratique journalistique, à savoir les distinctions entre faits, intérêt général, valeurs, etc.

« There are signs from within the working groups at the seminars that those editorial decisionmakers who are sufficiently informed about climate change to appreciate the policy consequences of most mitigation and adaptation responses fear that to "buy-in" to climate change is to accept a predetermined set of value positions. Taking such a series of steps threatens not only the professional reputation of an editor but, in a highly fluid and insecure profession, his or her hardwon position. [...] Editors are very wary of values-based agendas, and

³⁹⁴ Toussaint, Entretien, *op. cit.*

³⁹⁵ Joe Smith, « Dangerous News: Media Decision Making about Climate Change Risk », dans *Risk Analysis*, vol. 25, n° 6, 2005, p.1479.

³⁹⁶ Magali Reinert, « Environmental journalism in France at a turning point », dans *Routledge Handbook of Environmental Journalism*, n°1, avril 2020, p.208.

insist that they are careful to avoid a close association between their outputs and a particular philosophical perspective on the world. »³⁹⁷

Cette prudence se manifeste par une position distanciée vis-à-vis de l'aspect politique de la thématique, au sens premier d'organisation de la cité.

« C'est jamais simple d'arriver à faire passer ces sujets avant d'autres ou de montrer que ces sujets-là sont peut-être plus importants que les autres. C'est plus parfois pour moi une grande prudence, qui est aussi lié au fait qu'en période électorale par exemple, les sujets environnementaux et climatiques sont beaucoup trop reliés au parti Écolo. Et donc il y a une grande prudence, une extrême prudence pour ne pas se faire rattraper derrière par d'autres partis qui diraient qu'on a favorisé la montée au pouvoir d'Écolo, par exemple, en abordant trop ces enjeux-là. C'est de là que vient le côté "Il faut rester neutre". Et donc ça c'est compliqué. Ça explique en partie, pour moi, la réticence ou la prudence. »³⁹⁸

Du côté du service Info de la RTBF, plusieurs prises de parole d'éditeurs de l'Info témoignent de cette mise à distance. En 2019, Frédéric Gersdorff, alors manager Info à la RTBF, était questionné, dans le cadre d'un débat RTBF « L'urgence climatique doit-elle devenir la priorité de la RTBF ? » sur l'incohérence au sein du JT. Plusieurs exemples étaient relevés, par des téléspectateurs, de reportages sur la crise climatique côtoyant, par exemple, des sujets sur le développement économique de l'aviation sans y lier l'impact écologique. La réponse de Frédéric Gersdorff est résumée ainsi :

« Les journaux doivent rendre compte du monde tel qu'il est. Et actuellement, il existe des gens qui arrosent leur terrain de golf quand des milliers de personnes en Inde souffrent de sécheresse. C'est ainsi, c'est la réalité, les journalistes sont censés la décrire telle qu'elle est. L'information à la RTBF se doit d'être indépendante et de faire preuve de diversité : pas question de ne parler que du climat, il y a d'autres enjeux, qui méritent, eux aussi, traitements et analyses. »³⁹⁹

Dans une interview au *Soir* en 2023, interrogé sur la question de l'adoption d'une charte « déontologique » sur les thématiques écologiques, Frédéric Gersdorff, alors directeur adjoint de l'information de la RTBF avait réitéré cette volonté de « diversité ». « La question d'une charte a été discutée en interne. Mais l'idée a été écartée. Nous craignons qu'être liés à une telle charte ouvre la porte à devoir faire de même avec les droits humains, les féminicides, le travail des enfants ou d'autres excellentes causes. Nous ne voulions pas nous démarquer sur un enjeu en particulier. »⁴⁰⁰ Pour Jean-Pierre Jacqmin, actuel directeur de l'information, les propos de Frédéric Gersdorff doivent être compris en ce sens : « Pour le dire plus clairement, je ne vois pas pourquoi nous devrions être plus sérieux avec le climat et moins sérieux avec la migration, et des réfugiés qui se

³⁹⁷ Smith, *op. cit.*, p.1479.

³⁹⁸ Dekegeleer, *op. cit.*

³⁹⁹ Christine Ruol, « L'urgence climatique doit-elle devenir la priorité de la RTBF ? », RTBF, 27/09/2019, <https://www.rtb.be/article/l-urgence-climatique-doit-elle-devenir-la-priorite-de-la-rtbf-10326651> (12/04/2024).

⁴⁰⁰ Gil Durand, « Médias : comment (bien) parler de l'urgence climatique ? », *Le Soir*, 22/05/2023, <https://www.lesoir.be/514772/article/2023-05-22/medias-comment-bien-parler-de-lurgence-climatique> (05/01/2024).

noient dans la Méditerranée. Nous devons avoir le même traitement de sérieux. »⁴⁰¹ En octobre 2023, Jean-Pierre Jacqmin, interrogé sur la décision par la RTBF de ne pas signer la « Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique » élabore une réponse quelque peu différente de son confrère : « Nous n'aurions eu aucune difficulté à adopter cette charte, et on aurait pu s'y atteler. Mais on a choisi de ne pas le faire. Pourquoi ? Parce que notre autonomie, notre indépendance, éditoriales nous semblent essentielles. Parce qu'aussi nous appliquons déjà un certain nombre d'éléments qui se trouvent dans cette charte, et depuis quelque temps ! »⁴⁰² Interrogé sur les raisons pour lesquelles cette charte pourrait contrevenir à l'indépendance éditoriale de la RTBF, Jean-Pierre Jacqmin préfère que la rédaction vienne apporter sa pierre :

« Elle ne contrevient pas, mais la rédaction décide elle-même des chartes qu'elle fabrique, qu'elle produit. Cette charte est arrivée comme ça à prendre ou à laisser, sans aucune possibilité de discussion. Je propose plutôt davantage qu'une rédaction comme la nôtre qui a une certaine importance puisse être partie prenante de la discussion et pas de trouver à devoir prendre des textes qui viennent de médias français qui ont, certes, beaucoup de vertus, mais qui n'avaient pas appliqué les mêmes règles que nous auparavant. »⁴⁰³

Pour Gwenaëlle Dekegeleer, une telle charte pourrait servir de soutien pour les journalistes : « Avoir une charte comme celle-là, ça peut aider dans une conférence de rédaction le matin par exemple. Si tu dois aller couvrir un sujet et que t'as envie de défendre un angle qui n'est pas forcément celui qui est défendu par ton éditeur. Sur quoi tu t'appuies ? »⁴⁰⁴ Selon Johanne Montay, responsable éditoriale de la rubrique « Sciences, santé, innovation, environnement », une première discussion en interne avec l'Info a eu lieu afin de travailler sur une éventuelle charte climatique. Les journalistes interrogés spécialisés sur ces thématiques se positionnent différemment vis-à-vis de la priorité à accorder à la thématique et dans leur rapport aux principes journalistiques. Aucun d'eux ne revendique une position « militante », qui rentrerait, selon eux, en contradiction avec leur métier, mais certains abordent l'enjeu climatique de manière plus engageante. Pour Gwenaëlle Dekegeleer, il s'agit davantage d'un engagement induit par la profession même :

« Je trouve qu'aujourd'hui quand on est journaliste, c'est compliqué de se dire qu'on est pas engagé. Pourquoi on est là ? Est-ce que c'est pour décrire simplement ce qui se passe ? Ou est-ce qu'à un moment donné, c'est aussi faire passer les messages importants qui ne sont pas entendus ? Pour moi, c'est de l'engagement de faire passer un message scientifique qui n'est pas entendu par le grand public. Mais c'est hyper touchy comme position parce que je déteste être vu comme quelqu'un d'engagé ou qu'on parle de « neutralité » quand on parle

⁴⁰¹ Jacqmin, *op. cit.*

⁴⁰² Annie Merckx, « Pourquoi l'info de la RTBF ne s'est-elle pas dotée d'une charte climat, contrairement à d'autres médias? », RTBF, 21/10/2023, <https://www.rtb.be/article/inside-pourquoi-l-info-de-la-rtbf-ne-s-est-elle-pas-dotee-d-une-charte-climat-contrement-a-d-autres-medias-11262579> (29/01/2024).

⁴⁰³ Jacqmin, *op. cit.*

⁴⁰⁴ Dekegeleer, *op. cit.*

de sujets environnementaux ou climatiques. Pour moi, c'est un sujet qui ne devrait même pas être placé sur un prisme de neutralité. »⁴⁰⁵

Hugues Dorzée, le rédacteur en chef d'*Imagine Demain le monde*, envisage également l'engagement comme partie intégrante du rôle du journaliste :

« La question de l'engagement est à deux niveaux. Elle est d'abord plutôt une forme de journalisme clairvoyant, lucide qu'on doit pratiquer, c'est-à-dire d'ouvrir les yeux sur une réalité qui est complètement affolante, destructrice malgré tout. Il y a aussi une forme d'engagement pour les générations futures dans la manière de considérer que notre métier d'aujourd'hui est d'alerter, documenter, dénoncer pour ne pas se dire : on n'a rien fait. [...] C'est comme quand des journalistes traitent de la question des féminicides ou traitent des questions des droits humains qui sont bafoués, ce sont des enjeux qui sont tellement essentiels que c'est notre devoir de les suivre. Maintenant, ça n'empêche pas de pratiquer un journalisme qui soit un journalisme exigeant, équilibré, multisourcé, qui donne aussi la parole aux intéressés. »⁴⁰⁶

Gilles Toussaint se considère, lui aussi, comme un « journaliste engagé », dans le sens où « je n'ai jamais caché que la dégradation de la biosphère est quelque chose qui, pour moi, est la matrice de pleins, pleins, pleins de problèmes. C'est le terreau de beaucoup de crises qu'on voit aujourd'hui. De nouveau, ce n'est pas le facteur principal, mais c'est un facteur : la dégradation de l'environnement et surtout la compétition pour les ressources qui devient de plus en plus criante [...]. Donc, je ne cache pas mon engagement que c'est une préoccupation, et j'estime que mon travail de journaliste, qui est d'informer les gens sur les choses qui vont quand elles vont, mais aussi quand elles ne vont pas, justifiait cette forme d'engagement. Après, je l'ai toujours fait de façon journalistique, c'est-à-dire que je ne me contente pas d'écouter que ce qui va dans mon sens. La base, ça reste d'abord la rigueur et la capacité de recul par rapport aux choses et en ça c'est du journalisme »⁴⁰⁷.

Pour Michel De Muelenaere, informer sur la crise climatique ne constitue pas un engagement particulier :

« L'idée, c'est de se dire : là où je suis, je récolte les informations sur ce qui est en train de se passer sur cette planète, et je ne récolte pas des informations venues d'idéologies ou venues de gens qui pensent dans leur chambre, mais je récolte les éléments scientifiques, les constats qui sont faits, et tout cela forme une espèce de cadre conceptuel et un terrain de jeu. [...] C'est juste se dire : on peut tout réinventer, on peut tout changer, il y a juste un truc qu'on ne peut pas changer, c'est qu'on est sur un bidule qui fait autant de kilomètres carrés de circonférence, qu'il est tout seul dans l'espace, qu'il n'y en a pas un autre où aller. Donc il faut garantir un bon fonctionnement, un fonctionnement idéal et un meilleur fonctionnement qu'aujourd'hui. Je ne considère pas ça comme un engagement, parce que c'est basé sur des faits objectifs, sur des faits validés, sur des travaux. »⁴⁰⁸

Fahy a étudié la redéfinition du concept d'objectivité par les journalistes environnementaux.

⁴⁰⁵ *Ibid.*

⁴⁰⁶ Dorzée, *op. cit.*

⁴⁰⁷ Toussaint, *op. cit.*

⁴⁰⁸ De Muelenaere, Entretien, *op. cit.*

« Since the specialism was formed in the 1960s, environmental journalists have reported on science and policy issues where facts are contested, where facts and values are entwined, where expertise is challenged, where credibility is crucial, where uncertainty is manufactured, where audiences seek out information that conforms to their existing beliefs, and where issues involve deep ideological division. »⁴⁰⁹

Il définit le concept d'objectivité comme suit : « In traditional journalistic practice, it meant that reporters identified and verified facts, separated in their reports facts from values, presented a balanced account of an issue, and removed their subjective perspective to present impartial and unbiased accounts of public issues. »⁴¹⁰. Par leur pratique, les journalistes ont été amenés à non pas envisager l'objectivité comme « la présentation impartiale de faits vérifiés, laissant aux lecteurs le soin d'évaluer ces faits »⁴¹¹, mais plutôt comme un « jugement exercé » (*trained judgement*), c'est-à-dire l'utilisation de leur expertise et de leur connaissance afin de déterminer et d'analyser les informations et les perspectives les plus pertinentes⁴¹². Dans une étude auprès de onze journalistes environnementaux, couvrant le changement climatique depuis au moins dix ans, Hiles et Hinnant ont également observé ces changements auprès de leur échantillon.

« Most of the journalists said they should be objective, but their definition of objectivity no longer meant “opinion free” in fact gathering. Instead, through the tacit knowledge accrued over years of environmental coverage, many have developed a process of verification that allows them to use authority or “opinion” when evaluating sources (though opinion stays out of the final story). »⁴¹³

Depuis longtemps également, les journalistes environnementaux sont revenus de la notion « d'équilibre » (*balance*) pour préférer le « poids de la preuve » (*weight of evidence*), dans la mesure où « le reportage en fonction du “poids de la preuve” a autorisé les journalistes environnementaux à s'accommoder de prendre en compte des points de vue assez divers tout en transmettant la réalité scientifique d'un problème »⁴¹⁴. Analysé par Boykoff et Boykoff dans la presse américaine, entre 1988 et 2002, le recours à un reportage se voulant équilibré, c'est-à-dire en « présentant les points de vue des porte-parole légitimes des parties en conflit dans tout différend important et en accordant aux deux parties une attention à peu près égale » selon la définition d'Entman⁴¹⁵, a conduit, dans le cadre de la couverture médiatique de la crise climatique, à un biais

⁴⁰⁹ Declan Fahy, « Objectivity as Trained Judgment: How Environmental Reporters Pioneered Journalism for a “Post-truth” Era », dans *Environmental Communication*, vol. 12, n°7, 2018, p.856.

⁴¹⁰ *Ibid.*, p.855.

⁴¹¹ *Ibid.*, p.859.

⁴¹² *Ibid.*, p.859.

⁴¹³ Sara Shipley Hiles and Amanda Hinnant, "Climate Change in the Newsroom: Journalists' Evolving Standards of Objectivity When Covering Global Warming », dans *Science Communication*, vol. 36, n°4, 2014, p.445.

⁴¹⁴ Fahy, *op. cit.*, p.857.

⁴¹⁵ Robert M. Entman, *Democracy Without Citizens: Media and the Decay of American Politics*, Oxford University Press, 1989, p.30.

informationnel. « Despite the highly regarded IPCC's consistent assertions that global warming is a serious problem with a "discernible" human component that must be addressed immediately, balanced reporting has allowed a small group of global warming skeptics to have their views amplified.»⁴¹⁶ Cette norme journalistique n'a pas seulement conduit à donner du crédit aux positions climato-sceptiques, elle a également fourni une couverture biaisée des moyens d'action à mettre en place pour lutter contre le changement climatique. Alors que les milieux scientifiques appelaient à des actions immédiates et obligatoires, la presse américaine a donné dès 1992, « une couverture très "équilibrée" des différentes décisions concernant les actions liées au réchauffement climatique, et a ainsi laissé entendre que la division entre les différents appels à l'action était relativement égale »⁴¹⁷, et a largement couvert les mesures volontaires.

4.4. Se former : appréhender la complexité des crises écologiques

Afin de fournir une couverture des thématiques écologiques pointue et critique, éviter les écueils décrits ci-dessus, et en raison de la complexité de la crise écologique, les journalistes mais aussi les rédacteurs en chef et les directions doivent se former. L'importance de la formation est souvent revenue auprès des journalistes interrogés. Pour Gwenaëlle Dekegeleer, il s'agit du « point le plus bloquant ».

« J'ai l'impression qu'une fois que tu sais, il n'y a plus rien qui t'empêche d'avancer. Et la formation, ça passe aussi par la direction, c'est pas juste les producteurs de contenu. La formation c'est la clé de plein de trucs : le fait de traiter les sujets de manière transversale, d'élargir le traitement des enjeux, de révéler certaines stratégies, la pédagogie.»⁴¹⁸

Pour Michel De Muelenaere, la clé se situe aussi dans la formation :

« Je crois très fort à la formation des journalistes, j'ai plusieurs fois plaidé au *Soir* pour qu'on ait une formation des journalistes sur les problématiques environnementales et climatiques, et de transition. [...] Malgré tout ce qu'ils entendent, tout ce qu'ils lisent, les journalistes sont encore incompetents sur ces problématiques-là. Ils ne se rendent pas compte de l'importance des questions de transition et autres.»⁴¹⁹

À ce jour, seuls la RTBF et *L'Écho* ont accueilli des formations. Au *Vif*, Anne-Sophie Bailly avait inscrit quelques journalistes à une formation « mais les personnes qui traitaient de cette thématique de manière générale ont regardé le programme et s'estimaient déjà plus avancées dans la

⁴¹⁶ Maxwell T. Boykoff, Jules M. Boykoff, « Balance as bias : global warming and the US prestige press », dans *Global Environmental Change*, n°14, 2004, pp.126-127.

⁴¹⁷ *Ibid.*, p.134.

⁴¹⁸ Dekegeleer, *op. cit.*

⁴¹⁹ De Muelenaere, *op. cit.*

connaissance de la matière que ce qui était proposé donc finalement ça ne s'est pas fait »⁴²⁰. Au niveau de l'Association professionnelle des journalistes (AJP), Gilles Toussaint et Sarah Frères, présidente de l'AJP et journaliste à *Imagine Demain le monde*, avaient mis en place, dans le cadre des formations continues de l'association, un module de formation d'initiation à l'information environnementale et climatique, en collaboration notamment avec Arnaud Ruysen, journaliste à la RTBF et créateur du podcast « Déclic, Le Tournant » et Michel De Muelenaere. Avec seulement trois inscrits, la formation a dû être annulée.

Une étude menée par Smith et al. auprès de 111 journalistes a étudié la pertinence de formations scientifiques journalistiques suivies par ces journalistes en milieu de carrière, entre 1999 et 2015. Les chercheurs ont plus particulièrement exploré les effets de formations, d'une semaine d'immersion ou de quelques jours, du Metcalf Institute for Marine & Environmental Reporting de l'Université de Rhode Island. Afin d'analyser les effets sur les pratiques des journalistes, ils ont soumis les journalistes à un questionnaire et ont également étudié auprès d'un échantillon d'entre eux des articles produits par eux, un avant la formation et un an après. L'étude révèle que 87% se sentent plus confiants pour écrire sur des sujets scientifiques, et plus largement les participants observent une plus grande compréhension du processus de recherche scientifique⁴²¹. Concernant leurs productions avant et après les formations, l'étude montre de légers changements comme l'usage plus fréquent de sources scientifiques, et relève un point important : avant le *workshop*, les journalistes adoptaient un cadrage thématique de leurs sujets dans 38% de leurs articles, après la formation, ils adoptent cette perspective dans 55% de leurs articles. «The change in episodic to thematic framing of stories suggests an increased understanding of the connectivity among environmental, economic, and public health events. This greater clarity on complex interactions helps news consumers understand how to interpret and respond to events.»⁴²²

L'espace temporel et matériel nécessaire aux journalistes pour se former pâtit également des conditions d'exercice du métier de journaliste et les conditions d'organisation des médias traditionnels.

« On vit un peu une vie de schizophrène, le problème c'est qu'on est un quotidien. Et le rôle d'un quotidien, c'est de donner de l'info au quotidien. Je trouve ça très important, parce que, pour moi, un journaliste, ce n'est pas quelqu'un qui dit : "Les mecs, dans les deux semaines qui viennent, faites sans moi parce que je vais réfléchir". Pas dans un quotidien ou en tout cas pas au *Soir*. Dans un quotidien où il y a 300 personnes à la rédaction, et qui doit faire que dix pages par jour : ok. [...] Malheureusement, on n'a pas le temps, on n'a pas

⁴²⁰ Entretien avec Anne-Sophie Bailly.

⁴²¹ Hollie Smith, Sunshine Menezes & Christine Gilbert, « Science training and environmental journalism today: Effects of science journalism training for midcareer professionals », dans *Applied Environmental Education & Communication*, vol.17, n°2, 2018, p.167.

⁴²² *Ibid.*, p.170.

les moyens pour faire ça parce qu'on doit couvrir l'actualité. Chaque jour, je peux faire cinq sujets sur mes questions. [...] Et par ailleurs, c'est des sujets que je trouve importants et donc que je peux traiter. Il y a cette espèce d'obligation de production parce que c'est mon boulot, c'est ma feuille de mission [...] Et donc, oui, on a plus de moyens, mais on n'a pas assez de moyens, je n'arrête pas de répéter à mon camarade, on n'est pas assez, parce qu'il y a moyen de faire beaucoup plus et beaucoup mieux surtout. »⁴²³

Même son de cloche chez Gilles Toussaint : « Le facteur temps, le fait qu'on ait de plus en plus de charges de travail sur les épaules, intégrant de plus en plus de travail d'édition, de techniques non rédactionnelles, fait aussi qu'à un moment les gensaturent »⁴²⁴. Avec pour conséquence, un manque de cohérence parmi les productions journalistiques. Dans le numéro du 7 juin 2024 de *La Libre*, un article des pages « Planète » est consacré à un record de température à la surface des océans⁴²⁵, l'article suivant, des pages « Économie », à l'avenir d'un projet de gazoduc entre la Chine et la Russie⁴²⁶, évoque les conséquences économiques du projet notamment sur les prix du gaz, sans jamais évoquer l'impact environnemental d'une telle installation. « C'est la parfaite illustration de ce que je regrette. Des exemples ainsi je pourrais vous en sortir toutes les semaines. Malheureusement, ça dépend vraiment très fort de la personne concernée aussi, du moment où ça se passe, il y a un contexte, elle va y penser ou ne pas y penser pour telle ou telle raison. C'est ça, cette difficulté de la transversalité. »⁴²⁷

4.5. Publicités et journalisme environnemental : une dissonance cognitive

Comme nous l'avons déjà exprimé, le modèle économique endossé par les médias traditionnels, basé sur la publicité et les annonceurs, et la concurrence accrue par la digitalisation, font peser des contraintes sur les journalistes, non seulement en termes de ressources humaines, temporelles, mais aussi de contenu. Gwenaëlle Dekegeleer relève en particulier la question de la publicité d'activités polluantes :

« À la RTBF, je pense qu'on n'est pas prêt à se poser ces questions-là. Je suis consciente aussi du fait que si on arrive à le faire, c'est grâce au financement publicitaire. Après, les financements des activités hyper polluantes, ce serait hyper

⁴²³ De Muelenaere, Entretien, *op. cit.*

⁴²⁴ Toussaint, Entretien, *op. cit.*

⁴²⁵ Sophie Devillers, « La chaleur record des océans fait des ravages sur la planète depuis 14 mois: "Cela cause des précipitations plus importantes sur nos régions" », *La Libre*, 06/06/2024, <https://www.lalibre.be/planete/environnement/2024/06/06/la-chaleur-record-des-océans-fait-des-ravages-sur-la-planete-depuis-14-mois-cela-cause-des-precipitations-plus-importantes-sur-nos-regions-IQ2JOHHZYRD67OUTOWNDXT3YYI/> (13/05/2024).

⁴²⁶ Laurent Lambrecht, « Le gazoduc géant entre la Russie et la Chine verra-t-il le jour? "Pour Gazprom, c'est mieux de vendre au rabais que de ne rien vendre du tout" », *La Libre*, 06/06/2024, <https://www.lalibre.be/economie/conjoncture/2024/06/06/le-gazoduc-geant-entre-la-russie-et-la-chine-verra-t-il-le-jour-pour-gazprom-cest-mieux-de-vendre-au-rabais-que-de-ne-pas-vendre-du-tout-UZVUWXX77ZBPBNDFCJU76UFSP4/> (13/05/2024).

⁴²⁷ Toussaint, Entretien, *op. cit.*

bien que ça n'existe plus parce que forcément ça nous met dans une espèce de dissonance qui n'est pas du tout cool. Et même pour le public, ça brouille des pistes et ça brouille les messages. [...]. »⁴²⁸

Au *Vif*, le modèle économique est, selon Anne-Sophie Bailly, la rédactrice en chef, la raison pour laquelle la « Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique » n'aurait pas pu être adoptée.

« Il y a toute une partie qui, pour nous, est impossible à signer, c'est que *Le Vif* fait partie d'un groupe de presse, il y a une réalité économique derrière. La production du média reste relativement polluante au quotidien, et puis à côté de ça, on a tout le volet annonceurs. On est pas au stade où on peut se permettre de refuser une publicité de Total par exemple. On vend des croisières, on ne pourrait jamais signer une charte pareille. »⁴²⁹

Les journalistes n'ont évidemment pas la main sur le modèle économique de leur entreprise, mais entre un modèle économique favorisant des activités polluantes et un journalisme qui informe et documente la crise écologique, le propos journalistique s'en trouve brouillé. Outre les croisières, *Le Vif* produit également des contenus éditoriaux aux contours flous. Le partenariat avec Rolex pour la rubrique « Les Optimistes du climat » semble offrir une vitrine verte au groupe. Cette collaboration se scelle sur le plan des valeurs puisqu'il est écrit explicitement, sur le site : « *Le Vif* et Rolex se laissent guider par les mêmes valeurs dans leur approche de la problématique environnementale et climatique. Tous deux s'investissent pour une compréhension et une conscientisation plus grandes ». Pourtant, Rolex fait figure de mauvais élève concernant ses objectifs de durabilité, figurant à l'avant-dernière place du classement, sur vingt-et-une marques d'horlogerie, établi par WWF en 2023. Une telle collaboration amoindrit la probité de la couverture des thématiques écologiques, ou du moins affaiblit le message véhiculé. Même si Thierry Denoël assure que « ça nous empêche pas de faire un article sur Rolex, de faire des articles sur les fossiles et d'évoquer Total. On est totalement libre d'être critique par rapport à ça, quels que soient les annonceurs du *Vif* »⁴³⁰. En outre, *Le Vif* accueille dans ses pages une série d'été publi-rédactionnelle intitulée « Road to EV » dont le but est le suivant : « différents partenaires (automobiles) partageront leur propre point de vue sur leur offre de voitures électriques »⁴³¹. Bien que les pages consacrées à cette série soient labellisées « Partner Content », et qu'il apparaisse clair, à la lecture, qu'il s'agit d'une publicité, cela brouille la limite entre journalisme et *marketing*. D'autant plus lorsqu'on retrouve, plus loin, dans les pages du magazine, un article journalistique sur l'offre de transports en commun,

⁴²⁸ Dekegeleer, *op. cit.*

⁴²⁹ Bailly, *op. cit.*

⁴³⁰ Denoël, *op. cit.*

⁴³¹ Roularta Media Group, « Résultats remarquables dans l'étude de marché automobile par Roularta », <https://www.roularta.be/fr/research/propres-%C3%A9tudes/voitures-%C3%A9lectriques> (13/05/2024).

axé sur l'ambition wallonne de faire baisser la part modale de la voiture de 83% en 2017 à 60% en 2030.⁴³²

Pour Gilles Toussaint, la difficulté se situe également au niveau de l'aspect technique et contraignant des questions climatiques et environnementales :

« Une des difficultés c'est que dans ce journalisme-là, vous parlez de matières qui sont négatives, qui ne sont pas toujours évidentes à rendre concrètes, ou à illustrer concrètement les impacts et les changements. Maintenant ça commence à l'être un peu plus. Vous parlez de choses qui sont lointaines, de problèmes qui vont peut-être arriver avec quand même une marge d'incertitude moindre, et qui demandent tout un côté un peu normatif, règles, réduction, etc. Il y a beaucoup d'éléments qui font que vous ramez quand même un peu à contre-courant »⁴³³.

Thierry Denoël observe également un phénomène de lassitude chez les lecteurs : « Les gens sont lassés d'entendre parler de transition, de lutte contre le réchauffement, de climat même. Je pense que ce sont des mots qui deviennent si pas anxiogènes, qui énervent les gens. On doit toujours se remettre en question pour essayer de parler de ça autrement ou de parler d'une manière qui concernera les gens au plus près.»⁴³⁴

4.6. Sauver la planète et le journalisme : la perspective d'un journalisme « soutenable »

Les différents obstacles rencontrés par les journalistes s'entremêlent dans un enchevêtrement complexe. « Multi-scale pressures can be considered in terms of political, economic, social, cultural, ethical and journalistic elements.»⁴³⁵ Il s'avère difficile pour les journalistes de faire advenir par leurs seuls moyens un traitement différent de la crise climatique. Comme l'exprime Boykoff, « individual journalists can (and often do!) heroically swim upstream to provide fair and accurate coverage of climate change, but they do so by paddling against a strong current of political economy, such as newsroom cuts. Suffice it to say, the evidence is that this paddling is tiring and ultimately unsustainable»⁴³⁶. Pour Berglez, Olausson, et Oss, le journalisme, dans sa forme actuelle, doit se réinventer pour répondre aux crises actuelles qui traversent la société : écologiques, sociales et économiques. C'est-à-dire pour répondre aux objectifs de développement durable, mais aussi pour répondre à sa propre crise.

⁴³² Christophe Leroy, « Wallonie : votre commune est-elle mieux ou moins bien desservie qu'avant en transports en commun ? », Le Vif, 15/06/2024, <https://www.levif.be/belgique/wallonie-votre-commune-est-elle-mieux-ou-moins-bien-desservie-quavant-en-transports-en-commun-cartes-interactives/> (13/04/2024).

⁴³³ Toussaint, Entretien, *op. cit.*

⁴³⁴ Denoël, *op. cit.*

Maxwell T. Boykoff and J. Timmons Roberts, « Media Coverage of Climate Change: Current Trends, Strengths, Weaknesses », dans Human Development Report, 2007, p.10.

⁴³⁶ Boykoff, Yulsman, *op. cit.*, p.368.

« The journalism crisis is at the same time a business crisis (pertaining to the economics, organization and technology of the media industry), and a discursive crisis (pertaining to content), raising concerns about journalism's future democratic role in society.»⁴³⁷

Leur hypothèse réside dans la supposition suivante : « there is a mutual dependency between the global sustainability challenge and the journalism challenge »⁴³⁸. Les auteurs et autrices pointent le rôle fondamental du journalisme dans la réalisation d'une société plus durable.

« Qualitative journalism (...) contributes greatly to the understanding and hence the handling, of challenges such as environmental problems, social inequality, armed conflicts, and financial crises. (...) Advanced journalism that produces engaging and relevant stories about, for instance, climate change or internet surveillance is needed. »⁴³⁹

Ils mènent leur réflexion plus loin en faisant d'un journalisme tourné vers une société durable la condition *sine qua non* pour la soutenabilité même du journalisme.

« In turn, addressing the new conditions of journalism—by seriously responding to the sustainability challenges with high-quality, in-depth coverage as well as robust business models, technology, education and organizations that take these challenges into account—is a prerequisite for the sustainability, that is, the long-term survival of professional journalism itself; at least for the kind of journalism ideal that developed in modern society.»⁴⁴⁰

Avec la digitalisation, le journalisme a traversé des changements d'ampleur. Dans leur article, Berglez, Olausson, et Oss mettent en évidence la remise en question des distinctions habituelles. La limite entre les journalistes professionnels et d'autres fournisseurs d'information devient moins évidente.⁴⁴¹ D'autre part, la digitalisation a entraîné une diversification infinie des sources, donnant au public le choix de sélectionner et privilégier ses sources à d'autres. Pour le journalisme traditionnel, cela a entraîné une compétition avec un grand nombre de médias, notamment pour les revenus publicitaires mais aussi pour attirer le public.⁴⁴² Plus profondément, cette mutation remet également en cause les standards journalistiques :

« Admittedly, this information does not always meet the journalistic standards of “truthfulness” and “accuracy” but it has transformed the ways in which information is disseminated, gathered and perceived, which strongly affects the journalistic practice, putting traditional journalism under severe pressure.»⁴⁴³

Ainsi, la solution, pour répondre à cette crise, réside, pour les auteurs, dans la transformation du journalisme traditionnel en un journalisme soutenable (*sustainable journalism*). Ils donnent une définition, basée sur celle donnée par le Rapport Bruntland : « Sustainable journalism is journalism that meets the information needs of the present without compromising the ability of future

⁴³⁷ Peter Berglez, Ulrika Olausson, and Mart Ots, « What Is Sustainable Journalism? An Introduction », dans What is Sustainable Journalism? Integrating the environmental, social, and economic challenges of journalism, 2017, p.13.

⁴³⁸ *Ibid*, p.14.

⁴³⁹ *Ibid*, p.14.

⁴⁴⁰ *Ibid*, p.14-15.

⁴⁴¹ *Ibid*, p.21.

⁴⁴² *Ibid*, p.21.

⁴⁴³ *Ibid.*, p.21.

generations to meet their own journalistic information need. »⁴⁴⁴ Derrière l'expression « *journalistic information needs* » réside, selon eux, la nécessité de conduire un travail en profondeur sur l'information, notamment sur « des sujets transfrontaliers, comme le changement climatique ou la surveillance internet »⁴⁴⁵. Pour les auteurs, le journalisme doit sortir de son *business as usual* commandé par l'immédiateté de l'information s'il veut répondre aux enjeux environnementaux et sociaux actuels. « Normatively speaking, if the journalism of today is nationalist, sensationalist, anthropocentric, anti-factual, etc., this will negatively affect future journalism as well »⁴⁴⁶.

⁴⁴⁴ *Ibid.*, p.22.

⁴⁴⁵ *Ibid.*, p.22.

⁴⁴⁶ *Ibid.*, p.22.

CONCLUSION

L'incapacité de l'espace médiatique à intégrer la complexité et la transversalité des questions climatiques résulte d'un enchevêtrement complexe de pressions économiques, marchandes, mais également de normes intériorisées par la profession dans son appréhension de ce qui construit l'information, et dans son obsession de neutralité. À travers les témoignages des journalistes interrogés il apparaît clair que des transformations, plus ou moins profondes, s'opèrent pour mieux inclure les thématiques écologiques dans la couverture médiatique. Pourtant, les journalistes environnementaux peinent, dans leur média, à transformer leurs démarches individuelles en mobilisation collective. Les professionnels interrogés regrettent un manque de moyens et un manque de temps pour penser collectivement ces questions-là. Leur capacité à faire advenir des sujets liés au climat dépend également fortement de l'impératif du chiffre et de l'audience. Enfin, les questions liées à l'écologie s'avèrent encore parfois considérées comme un sujet à connotation militante et partisane. En outre, il doit être également souligné que des rédactions fournissent des efforts et essayent d'insuffler d'autres pratiques. On notera également l'éventail de perspectives qui fleurissent partout en Europe, et qui s'offrent aux journalistes et aux médias pour travailler autrement autour des sujets environnementaux. Les collaborations inter-médias et transfrontalières, le journalisme constructif, les formations professionnelles constituent quelques pistes de solutions. La recherche dans ce domaine est également indispensable afin de nourrir le débat et d'affiner la compréhension des enjeux médiatiques vis-à-vis de la crise écologique. Ce mémoire présente ses propres limites. D'abord, la recherche se concentre exclusivement sur les journalistes environnementaux, mais il serait intéressant d'interroger des journalistes non spécialisés, sur leur rapport au traitement de la question environnementale et aux difficultés qu'ils ont à s'en emparer. Ensuite, la faible représentation des rédacteurs et rédactrices en chef dans l'échantillon interrogé ne permet pas de saisir pleinement leur appréhension des thématiques environnementales et les contraintes s'exerçant sur eux, si ce n'est au travers du témoignage des journalistes. Les entretiens semi-directifs mettent en exergue les situations vécues par les journalistes, mais il pourrait être pertinent de les lier à des enquêtes de terrain permettant de mieux appréhender les dynamiques à l'œuvre au sein mêmes des médias. Enfin, en raison de moyens et d'outils limités, il est évident que cette recherche n'a pas pu mettre en évidence des données objectives permettant de quantifier la couverture environnementale dans les médias belges francophones. À l'avenir, il serait utile de mener des études de plus grande ampleur, aussi bien quantitativement que qualitativement. L'absence de ce type d'examen caractérisant la place des sujets écologiques dans les médias belges

francophones empêche de quantifier le problème. Une analyse approfondie des contenus journalistiques pourrait également permettre de déterminer, de façon qualitative, dans quels cadrages s'inscrivent les questions climatiques dans les différents médias.

L'exploration du rapport des médias à la crise écologique s'avère primordiale, en ce que les journalistes et les médias ont un rôle déterminant à jouer dans l'information des citoyens vis-à-vis de cette crise majeure et existentielle, mais aussi dans l'analyse et la documentation de perspectives d'avenir. Plus largement, au-delà du fait de poser des questions fondamentales vis-à-vis de nos sociétés, les questions écologiques questionnent dans son essence même le rôle du journaliste et réintroduisent en particulier la question de son utilité sociale.

BIBLIOGRAPHIE

Livres

Carson Rachel, *Printemps silencieux* (1962), Wildproject, coll. « Domaine Sauvage », 2019.

Entman M. Robert, *Democracy Without Citizens: Media and the Decay of American Politics*, Oxford University Press, 1989.

Lechat Benoît, *Écolo. La démocratie comme projet*, Edition Etopia, 2014.

Mocatta Gabi, *Environmental Journalism*, The Open Professional School SE, coll. « Areas of Journalism », 2015.

Neuzil Mark, *The Environment and the press : From Adventure Writing to Advocacy*, Northwestern University Press, Édition du Kindle, 2008.

Novel Anne-Sophie, *Les médias, le monde et nous*, Actes Sud/Colibris, coll. « Domaine du possible », 2019.

Paquot Thierry, *Rachel Carson. Pour la beauté du monde*, Calype, coll. « Destins », 2023.

Schmidheiny Stephan, *Changing Course: a global business perspective on development and the Environment*, MIT Press, 1992.

Rapports

Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations Unies, « Notre avenir à tous », Rapport Brundtland, 1987.

Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, « Agenda 21 », 1992.

Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, Nations Unies, (Déclaration de Stockholm), 1972.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, « Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté », Résumé à l'intention des décideurs, 2018.

Louis Escoufflaire, Antonin Descampe, Grégoire Lits, « Représentation et traitement médiatiques de la question climatique dans la presse francophone », *Journée d'étude ORM/UCLouvain « Journalisme et urgence climatique »*, mai 2023.

Observatoires des pratiques socio-numériques, « 2001 – 2022, la presse en quête de science. La médiatisation de la science dans *Le Monde*, *Le Soir* et *Le Temps* », novembre 2022, pp.1-22.

Rapport du Sommet mondial pour le développement durable : Johannesburg, Nations Unies, 2002.

Reporters d'Espoirs, « Comment les médias traitent-ils du changement climatique ? », juillet 2020.

Service Public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire, « Enquête sur le climat », 5e édition, automne 2021.

« Vert l'infini et l'au-delà », Rapport d'impact 2022, Vert, le média qui annonce la couleur.

WWF, « Time for change. Demanding more transparency and responsibility in the watch and jewellery sector », Sustainability Rating and Industry Report 2023.

Articles universitaires

Ambroise-Rendu Anne-Claude, Mathis Charles-François, « Présentation. Médiatisation(s) de l'écologie », dans *Le Temps des médias*, n°25, automne 2015, pp.5-17.

Berglez Peter, Olausson Ulrika, and Ots Mart, « What Is Sustainable Journalism? An Introduction », dans *What is Sustainable Journalism? Integrating the environmental, social, and economic challenges of journalism*, 2017, pp.11-26.

Boykoff Maxwell T., Boykoff Jules M., « Balance as bias : global warming and the US prestige press », dans *Global Environmental Change*, n°14, 2004, pp.125-136.

Boykoff Maxwell T. and Roberts Timmons J. , « Media Coverage of Climate Change: Current Trends, Strengths, Weaknesses », dans *Human Development Report*, 2007, pp.1-53.

Boykoff Maxwell T., Yulsman Tom, « Political economy, media, and climate change: sinews of modern life », dans *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, vol. 4, septembre/octobre 2013, pp.359-371.

Brainard Curtis, « All thumbs, none green », *Columbia Journalism Review*, 19/03/2013, https://www.cjr.org/the_observatory/new_york_times_environment_cov.php (01/08/2024).

Brüggemann Michael, «Between Frame Setting and Frame Sending: How Journalists Contribute to News Frames », dans *Communication Theory*, vol. 24, n°1, février 2014, pp.61-82.

Brüggemann Michael, Frech Jannis, Schäfer Torsten, « Transformative Journalisms: How the ecological crisis is transforming journalism », dans *The Routledge Handbook of Environment and Communication*, n° 2, 2022, pp.1-16.

Capron Michel, « La responsabilité sociale d'entreprise », dans *l'Encyclopédie du Développement Durable*, n°99, juillet 2009, pp.1-5.

Cools Bernard, « Presse quotidienne belge : passé, présent et futur économiques », dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°2552, 2022, pp.5-48

Comby Jean-Baptiste, « Quand l'environnement devient médiatique ». Conditions et effets de l'institutionnalisation d'une spécialité journalistique », dans *Réseaux*, n°157-158, mai-juin 2006, pp.157-190.

Cordner *et al.*, « PFAS Contamination in Europe: Generating Knowledge and Mapping Known and Likely Contamination with "Expert-Reviewed" Journalism » dans *Environmental Science and Technology*, n°58, pp.6616-6627.

De Cheveigné Suzanne, Veron Eliséo, « The Nobel on First Page: The Nobel Physics Prizes in French Newspapers », dans *Public Understanding of Science*, n°3, 1994, pp.1-21.

Downs Anthony, « Up and Down with Ecology. The "Issue-Attention Cycle" », dans *The Public Interest*, n°28, été 1972, pp.38-50.

Fahy Declan, « Objectivity as Trained Judgment: How Environmental Reporters Pioneered Journalism for a "Post-truth" Era », dans *Environmental Communication*, vol. 12, n°7, 2018, pp.855-861.

Granier Jean-Maxence, « Du Contrat de Lecture au Contrat de Conversation », dans *Communication & langages*, n°169, 2013, pp.51-62.

Guyot-Bender Martine, «Review of *Demain*, by C. Dion & M. Laurent », dans *The French Review*, vol.90, n°3, mars 2017, pp.236-237.

Heft Annett, « Transnational Journalism Networks "From Below". Cross-Border Journalistic Collaboration in Individualized Newswork », dans *Journalism Studies*, vol.22, n°4, 2021, pp.454-474.

Hiles Sara Shipley and Hinnant Amanda, "Climate Change in the Newsroom: Journalists' Evolving Standards of Objectivity When Covering Global Warming », dans *Science Communication*, vol. 36, n°4, 2014, pp.428-453.

Hilgartner Stephen, Bosk Charles L., « The Rise and Fall of Social Problems: A Public Arenas Model », dans *American Journal of Sociology*, Jul 1988, Vol.94, n°1, juillet 1988, pp. 53-78.

Manceron Vanessa, « « Avant que nature meure »... inventorier. Le cas des naturalistes amateurs en Angleterre », dans *Ethnologie française*, n°45, 2015, pp. 31-43.

Matagne Patrick, « Aux origines de l'écologie », dans *Innovations*, n°18, 2003, pp.27-42.

Mathis Charles-François, « Mobiliser pour l'environnement en Europe et aux États-Unis. Un état de lieux à l'aube du 20e siècle », dans *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, n° 113, janvier-mars 2012, pp. 15-27.

Mauger-Parat Marion et Peliz Ana Carolina, « Controverse, polémique, expertise : trois notions pour aborder le débat sur le changement climatique en France », dans *La revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. XIII, n° 2, septembre 2013, pp. 2-23.

McIntyre Karen, Gyldensted Cathrine, « Constructive Journalism: Applying Positive Psychology Techniques to News Production », dans *The Journal of Media Innovations*, vol. 4, n°2, 2017, pp.20-34.

Myllylahti Merja, « Paying Attention to Attention: A Conceptual Framework for Studying News Reader Revenue Models Related to Platforms », dans *Digital Journalism*, vol. 8, n°5, pp.567-575.

Newman Nic, « Executive Summary and Key Findings » dans *Reuters Institute Digital News Report*, 2022, pp.10-30.

Palen A. John, « Objectivity as Independence. Creating the Society of Environmental Journalists, 1989-1997 », dans *Science Communication*, n°21, décembre 1999, pp.156-171.

Quairel Françoise, Capron Michel, « Le couplage « responsabilité sociale des entreprises » et « développement durable » : mise en perspective, enjeux et limites », dans *Revue française de socio-économie*, janvier 2013, pp.125-144.

Reinert Magali, « Environmental journalism in France at a turning point », dans *Routledge Handbook of Environmental Journalism*, n°1, avril 2020, pp.203-211.

Rhaman Mofizur, « Applying Advocacy in Climate Change. The Case of Bangladesh », dans *Media Meets Climate, The Global Challenge for Journalism*, 2012, pp. 145-161.

Robertson Craig T., « How People Access and Think about Climate Change News », dans *Reuters Institute Digital News Report*, 2022, pp.54-57.

Ruyssen Arnaud, « Médias et climat : six défis majeurs pour le journalisme », dans *La Revue Nouvelle*, n°7, 2021, pp.38-43.

Sanal Lekshmi Priya, Aram I. Arul, « Constructive journalism and its effects on environmental discourses », dans *Communications in Humanities and Social Sciences*, vol. 3, n°1, 2023, pp.9-13.

Schmidt Andreas, Ivanova Ana, Schäfer Mike S., « Media attention for climate change around the world: A comparative analysis of newspaper coverage in 27 countries », dans *Global Environmental Change*, n°23, juillet 2013, pp.1233-1248.

Smith Hollie, Menezes Sunshine & Gilbert Christine, « Science training and environmental journalism today: Effects of science journalism training for midcareer professionals », dans *Applied Environmental Education & Communication*, vol.17, n°2, 2018, pp.161-173.

Smith Joe, « Dangerous News: Media Decision Making about Climate Change Risk », dans *Risk Analysis*, vol. 25, n° 6, 2005, pp.1471-1482.

Tétu Jean-François, « Du “public journalism” au “journalisme citoyen” », dans *Questions de communication*, n°13, 2008, pp.71-88.

Thier Kathryn & Lin Tong, « How Solutions Journalism Shapes Support for Collective Climate Change Adaptation », dans *Environmental Communication*, vol. 16, n°8, 2022, pp.1027-1045.

Vrignon Alexis, « Journalistes et militants. Les périodiques écologistes dans les années 1970 », dans *Le Temps des médias*, n°25, automne 2015, pp.120-134.

Welbers *et al.*, « News selection criteria in the digital age: Professional norms versus online audience metrics », dans *Journalism*, vol.17, n°8, 2016, pp.1037-1053.

Articles de presse

Abzouz Yunes, « France Télévisions sacrifie son média écolo pour les Jeux olympiques », Mediapart, 20/12/2023, <https://www.mediapart.fr/journal/culture-et-idees/201223/france-televisions-sacrifie-son-media-ecolo-pour-les-jeux-olympiques> (20/07/2024).

Albouy Mathieu, « Le Sauvage, pionnier de la presse écologiste », *Reporterre*, 22/07/2014, <https://reporterre.net/Le-Sauvage-pionnier-de-la-presse> (21/07/2024).

« Appel de chercheurs à la grève climatique mondiale du 15 mars », *Le Temps*, 20/02/2019, <https://www.letemps.ch/opinions/appele-chercheurs-greve-climatique-mondiale-15-mars> (27/07/2024).

Bailly Anne-Sophie et Bultinck Bert, Préface à « Climat : état d'urgence. Pourquoi il n'y a plus de temps à perdre », Supplément au *Vif/L'Express*, n°38, 17/09/2020.

« Borloo propose une charte d'engagement », *Le Nouvel Obs*, 27/09/2007, <https://www.nouvelobs.com/planete/autour-du-grenelle-de-l-environnement/20070927.OBS6792/borloo-propose-une-charte-d-engagement.html> (01/08/2024).

Bras Lucie, « Le rapport Meadows a 50 ans : retour sur un symbole de la lutte contre le changement climatique », *Ouest-France*, 05/11/2022, <https://www.ouest-france.fr/environnement/climat/le-rapport-meadows-a-50-ans-retour-sur-un-symbole-de-la-lutte-contre-le-changement-climatique-6811a4a6-4a25-11ed-9c34-42f05505ea89> (21/07/2024).

Charter of the Climate Journalism Network Austria, Netzwerk Klimajournalismus Österreich, avril 2022, <https://www.klimajournalismus.at/charter-en/> (06/04/2024).

Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique, 2022, <https://chartejournalismeecologie.fr/la-charte/>, (01/12/2023).

Cholez Laury-Anne, « Radio France : « La Terre au carré » sauvée, l'écologie toujours menacée », *Reporterre*, 21/05/2024, <https://reporterre.net/Radio-France-La-Terre-au-carre-sauvee-l-ecologie-toujours-menacee> (25/06/2024).

Counasse Xavier, « Grand format - A qui la faute? Notre enquête sur les inondations historiques », *Le Soir*, 04/08/2021, <https://www.lesoir.be/387689/article/2021-08-04/grand-format-qui-la-faute-notre-enquete-sur-les-inondations-historiques> (23/07/2024).

« Cyril Dion, co-réalisateur du film "Demain", fait l'éloge de l'économie sociale à Liège », BX1, 13/10/2016, <https://bx1.be/depeches/cyril-dion-co-ralisateur-du-film-demain-fait-lloge-de-lconomie-sociale-lige/> (26/06/2024).

De Muelenaere Michel, « Climat : l'adaptation en Wallonie, lente, coûteuse mais vitale », *Le Soir*, 07/02/2024, <https://www.lesoir.be/566896/article/2024-02-07/climat-ladaptation-en-wallonie-lente-couteuse-mais-vitale> (05/04/2024).

De Muelenaere Michel, « Déluges: le réchauffement climatique en cause », *Le Soir*, 24/08/2021, <https://www.lesoir.be/390867/article/2021-08-24/deluges-le-rechauffement-climatique-en-cause> (22/07/2024)

Michel de Muelenaere, « Pollution, déchets, dégâts: les inondations ont aussi laissé des traces dans l'environnement », *Le Soir*, 26/08/2021, <https://www.lesoir.be/391488/article/2021-08-26/pollution-dechets-degats-les-inondations-ont-aussi-laisse-des-traces-dans> (22/07/2024).

De Muelenaere Michel, « Inondations: les solutions sont connues, la concrétisation traîne », *Le Soir*, 05/07/2021, <https://www.lesoir.be/382406/article/2021-07-05/inondations-les-solutions-sont-connues-la-concretisation-traîne?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlast5year%26sort%3Ddate%2Bdesc%26word%3Durbanisme%2Bmuelenaere> (23/07/2024).

De Muelenaere Michel, « Inondations: restaurer la nature pour se protéger du pire », *Le Soir*, 06/09/2021, <https://www.lesoir.be/393116/article/2021-09-06/inondations-restaurer-la-nature-pour-se-protger-du-pire> (22/07/2024).

Devillers Sophie, « La chaleur record des océans fait des ravages sur la planète depuis 14 mois: "Cela cause des précipitations plus importantes sur nos régions" », *La Libre*, 06/06/2024, <https://www.lalibre.be/planete/environnement/2024/06/06/la-chaleur-record-des-oceans-fait-des-ravages-sur-la-planete-depuis-14-mois-cela-cause-des-precipitations-plus-importantes-sur-nos-regions-IQ2JOHHZYRD67OUTOWNDXT3YYI/> (13/05/2024).

« Donner du sens à son argent : le ver(t) est dans la pomme » dans le dossier « Être citoyen de son argent », *Imagine le monde allant vert*, n°6, décembre 1997, Centre d'Archives Etopia.

Draulans Dirk, « Notre laxisme climatique mènera à des scènes d'apocalypse » dans « Climat : état d'urgence. Pourquoi il n'y a plus de temps à perdre », Supplément au *Vif/L'Express*, n°38, 17/09/2020.

Durand Gil, « Médias : comment (bien) parler de l'urgence climatique ? », *Le Soir*, 22/05/2023, <https://www.lesoir.be/514772/article/2023-05-22/medias-comment-bien-parler-de-lurgence-climatique> (05/01/2024).

Durand Gil, « Pourquoi « Le Soir » crée un pôle Planète », *Le Soir*, 22/05/2023, <https://www.lesoir.be/514771/article/2023-05-22/pourquoi-le-soir-cree-un-pole-planete> (02/02/2024).

Michel de Muelenaere, « Le changement climatique dans la presse belge : transversalité et formations », *Le Soir*, 21/05/2023, <https://www.lesoir.be/514564/article/2023-05-21/le-changement-climatique-dans-la-presse-belge-transversalite-et-formations> (25/02/2024).

« Elections européennes : vague verte sur l'Europe », *Le Monde*, 28/05/2019, https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/05/28/elections-europeennes-vague-verte-sur-l-europe_5468494_3232.html (24/07/2024).

Fournier Pierre, « Premier et dernier éditorial », *La Gueule Ouverte*, n°1, novembre 1972.

Guerrin Michel, « “Demain” et “Merci Patron !”, le succès du cinéma de combat, *Le Monde*, 21/04/2016, https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/04/22/demain-et-merci-patron-meme-combat_4906760_3232.html (23/05/2024).

Hotz Julia, « 54 News Outlets with Dedicated Solutions Journalism Sections », Medium, 31/03/2019, <https://thewholestory.solutionsjournalism.org/34-news-outlets-with-dedicated-solutions-journalism-sections-9ef0214a7c43>, (17/05/2024).

Hutin Charlotte, « François Gemenne sur les inondations: «L'enjeu est de repenser la distribution géographique de la population» », *Le Soir*, 18/07/2021, <https://www.lesoir.be/384669/article/2021-07-18/francois-gemenne-sur-les-inondations-lenjeu-est-de-repenser-la-distribution> (28/07/2024).

Imagine Demain le monde, « Cyril Dion : “L'après *Demain* est en marche” », novembre et décembre 2016, <https://archives.imagine-magazine.com/lire/spip.php?article2226> (25/05/2024).

Incidences, *La Lettre de l'environnement*, n°42, 24 octobre 1994, Centre d'Archives Etopia.

Incidences, *La Lettre de l'environnement*, n°50, 20 février 1995, p.1, Centre d'Archives Etopia.

Incidences, *La Lettre de l'environnement*, n°64, 9 octobre 1995, Centre d'Archives Etopia.

Incidences, *La Lettre de l'environnement*, n°66, 6 novembre 1995, Centre d'Archives Etopia.

Incidences, *La Lettre de l'environnement*, n°88, 21 octobre 1996, Centre d'Archives Etopia.

Incidences, *La Lettre de l'environnement*, n°98, 26 mars 1997, Centre d'Archives Etopia.

Incidences, *La Lettre de l'environnement*, n°93, 13 janvier 1997, Centre d'Archives Etopia.

Incidences, *La Lettre de l'environnement*, n°100, 23 avril 1997, p.1, Centre d'Archives Etopia.

J. C. et A. Lo., « “Demain”, outil de réflexion », *La Libre*, 23/02/2016, <https://www.lalibre.be/planete/2016/02/23/demain-outil-de-reflexion-VMDYIJMCXREVZGAUSFL4APXBBU/> (25/05/2024).

« Qu'est-ce qu'un journal écologique ? À quoi ça sert ? », *La Gueule Ouverte*, n°5, mars 1973.

Lambrecht Laurent, « Le gazoduc géant entre la Russie et la Chine verra-t-il le jour? “Pour Gazprom, c'est mieux de vendre au rabais que de ne rien vendre du tout” », *La Libre*, 06/06/2024, <https://www.lalibre.be/economie/conjoncture/2024/06/06/le-gazoduc-geant-entre-la-russie-et-la->

chine-verra-t-il-le-jour-pour-gazprom-cest-mieux-de-vendre-au-rabais-que-de-ne-pas-vendre-du-tout-UZVUWXX77ZBPBNDFCJU76UFSP4/ (13/05/2024).

« La nouvelle RTBF sur les rails », Régie Média Belge, 14/11/2018, <https://rmb.be/fr/actualites/177-la-nouvelle-rtbf-sur-les-rails/> (28/07/2024)

« L'écologie fait les frais des ajustements sur les antennes du service public », *Le Monde*, 07/06/2024, https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/06/07/l-ecologie-fait-les-frais-des-ajustements-sur-les-antennes-du-service-public_6237880_3232.html (05/08/2024).

« Le grand basculement », *Imagine Demain le monde*, 03/06/2020, <https://www.imagine-magazine.com/libre-acces/tribune/le-grand-basculement/> (10/03/2024).

« Les inondations de juillet en Allemagne et en Belgique sont bien liées au réchauffement climatique », *Le Monde*, 24/08/2021, https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/08/24/les-inondations-de-juillet-en-allemande-et-en-belgique-sont-bien-liees-au-rechauffement-climatique_6092170_3244.html (24/07/2024).

Les Optimistes du Climat, *Le Vif*, <https://www.levif.be/les-optimistes-du-climat-2/> (19/04/2024).

« Bill McKibben reflects on decade since Right Livelihood Award », Right Livelihood, 12/03/2024, <https://rightlivelihood.org/news/bill-mckibben-reflects-on-decade-since-right-livelihood-award/> (01/08/2024).

Leloup David, de Hesselle Laure, « Médias tièdes sur sujet “chaud” », *Imagine Demain le monde*, n°59, janvier-février 2007, Centre d'archives Etopia.

« Le magazine «Imagine» deviendra-t-il la «Pravda» d'Ecolo ? », *Le Soir*, 16 décembre 2000, Fonds Gérard Pirotton, Centre d'archives Etopia.

Le Manifeste, *Imagine Demain le monde*, 2020.

« “Le plus grand défi de l'histoire de l'humanité” : l'appel de 200 personnalités pour sauver la planète », *Le Monde*, 03/09/2018, https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/09/03/le-plus-grand-defi-de-l-histoire-de-l-humanite-l-appel-de-200-personnalites-pour-sauver-la-planete_5349380_3232.html (28/07/2024).

Leroy Christophe, « Wallonie : votre commune est-elle mieux ou moins bien desservie qu'avant en transports en commun ? », *Le Vif*, 15/06/2024, <https://www.levif.be/belgique/wallonie-votre-commune-est-elle-mieux-ou-moins-bien-desservie-quavant-en-transports-en-commun-cartes-interactives/> (13/04/2024).

« Les prophètes de l'écologie. De Rousseau à André Gorz. Ils ont été les premiers à tirer la sonnette d'alarme », *Alternatives Économiques*, n°414, juillet-août 2021.

« Le Tournant. Radio France engage un tournant environnemental », Radio France, 2022, <https://www.radiofrance.com/le-tournant> (04/12/2023).

Lorent Pascal, « Elections 2019: Ecolo remporte une victoire qui lui était promise », *Le Soir*, 26/05/2019, <https://www.lesoir.be/227153/article/2019-05-26/elections-2019-ecolo-remporte-une-victoire-qui-lui-etait-promise> (28/07/2024)

Merckx Annie, « Pourquoi l'info de la RTBF ne s'est-elle pas dotée d'une charte climat, contrairement à d'autres médias? », RTBF, 21/10/2023, <https://www.rtb.be/article/inside-pourquoi-l-info-de-la-rtbf-ne-s-est-elle-pas-dotee-d-une-charte-climat-contre-a-d-autres-medias-11262579> (29/01/2024).

Molitor Michel, « 1970 – 1990 : L'écologie politique et *La Revue nouvelle* », *La Revue Nouvelle*, juillet 2015, <https://revuenouvelle.be/1970-1990-l-ecologie-politique-et-la-revue/> (21/07/2024).

Neys Robert et Ruwet André, « « Imagine », l'ouverture ! », n°25, juillet-août 2001.

Nierberding Caroline *et al.*, « Pour des médias à la hauteur de l'urgence climatique », *Le Soir*, 06/03/2023, <https://www.lesoir.be/499148/article/2023-03-06/pour-des-medias-la-hauteur-de-lurgence-climatique> (23/07/2024).

Noulet Jean-François, Heinderickx S., « Grève mondiale pour le climat : 15000 jeunes (et moins jeunes) manifestent à Bruxelles », RTBF, 20/09/2019, <https://www.rtb.be/article/greve-mondiale-pour-le-climat-15000-jeunes-et-moins-jeunes-manifestent-a-bruxelles-10320400> (27/07/2024).

P-F L., « « Imagine », le canard boiteux d'Ecolo ? », *La Libre Belgique*, 2000.

Penasse Alexandre, « Le spectacle de Demain », *Kairos*, 09/05/2016, <https://www.kairospresse.be/le-spectacle-de-demain/> (01/08/2024).

Pilet Arnaud, « Un œil sur demain : scanner la paume de sa main pour se passer de carte bancaire ou de ticket de concert, déjà une réalité », RTBF, 02/06/2024, <https://www.rtb.be/article/un-il-sur-demain-scanner-la-paume-de-sa-main-pour-se-passer-de-carte-bancaire-ou-de-ticket-de-concert-deja-une-realite-11377886> (10/05/2024).

Quef Juliette, « Du climat dans toutes les rubriques, mais des freins encore nombreux : la Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique fait le bilan », *Vert le média*, 15/01/2024, <https://vert.eco/articles/leclologie-a-t-elle-trouve-sa-place-dans-les-medias-un-an-apres-son-lancement-la-charte-pour-un-journalisme-a-la-hauteur-de-lurgence-ecologique-fait-le-bilan> (19/01/2024).

Toussaint Gilles, « Cop 21 : Une menace commune, mais des intérêts divergents », *La Libre*, 28/11/2015, <https://www.lalibre.be/planete/2015/11/28/cop-21-une-menace-commune-mais-des-interets-divergents-26YH3ZGJ35BYTD4FQAEL6UTRQE/> (01/08/2024).

Toussaint Gilles, « Cop 21 : Des responsabilités communes, mais différenciées », *La Libre*, 29/11/2015, <https://www.lalibre.be/planete/2015/11/29/cop-21-des-responsabilites-communes-mais-differenciees-graphiques-CBH2XFWOABDCVP7NA32BGSJV6U/> (01/08/2024).

Toussaint Gilles, « Mettre le CO2 au placard », *La Libre*, 27/11/2015, <https://www.lalibre.be/planete/2015/11/27/mettre-le-co2-au-placard-E7UDECKXZ5BMHLUBICTKSBCRQA/> (01/08/2024).

Roularta Media Group, « Résultats remarquables dans l'étude de marché automobile par Roularta », <https://www.roularta.be/fr/research/propres-%C3%A9tudes/voitures-%C3%A9lectriques> (13/05/2024).

Ruol Christine, « L'urgence climatique doit-elle devenir la priorité de la RTBF ? », RTBF, 27/09/2019, <https://www.rtb.be/article/l-urgence-climatique-doit-elle-devenir-la-priorite-de-la-rtb-10326651> (12/04/2024).

Ruwet André, « Imagine le monde allant vert », *Imagine. Le Monde allant vert*, n°1, automne 1996.

Ruwet André, « Faire face à la folie du « tout-en-avion » », *Imagine. Le Monde allant vert*, n°6, décembre 1997.

Ruwet André, « Liège Bierset : la ronde commence au printemps », *Imagine. Le Monde allant vert*, n°6, décembre 1997.

Ruwet André, « Imagine à neuf », *Imagine magazine*, n°99, septembre-octobre 2013.

Sanchez Nicolas Elena, Sprick, Carolin, « Dismay over EU plans to keep paying to promote meat », The EuObserver, 29/05/2022, <https://euobserver.com/green-economy/155052>, (23/04/2024).

Schöneberg Kai, « Besser übers Klima schreiben », *Die Tageszeitung*, 06/09/2020, <https://taz.de/Neue-Empfehlungen-fuer-die-taz/!5708300/> (28/07/2024).

Servigne Pablo, « Les “solutions” sont nécessaires, mais elles n'empêcheront pas l'effondrement », Reporterre, 13/06/2016, <https://reporterre.net/Les-solutions-sont-necessaires-mais-elles-n-empacheront-pas-l-effondrement#nb2> (01/08/2024).

« Sortons-les des poubelles ! Reportages sur des expériences de compostage, de biométhanisation et de tri sélectif », *Imagine le monde allant vert*, n°4, juin 1997, Centre d'archives Etopia.

Stroobants Jean-Pierre, « Anuna et Kyra, les deux héroïnes des marches belges pour le climat », *Le Monde*, 14/02/2019, https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/02/14/anuna-et-kyra-les-deux-heroines-des-marches-belges-pour-le-climat_5423339_3244.html (25/07/2024).

« Elections européennes : vague verte sur l'Europe », *Le Monde*, 28/05/2019, https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/05/28/elections-europeennes-vague-verte-sur-l-europe_5468494_3232.html (24/07/2024).

« The Guardian's environmental pledge 2019 », *The Guardian*, 15/10/2019, <https://www.theguardian.com/environment/ng-interactive/2019/oct/16/the-guardians-climate-pledge-2019> (10/05/2024).

Viner Katharine, « Today we pledge to give the climate crisis the attention it demands », *The Guardian*, 16/10/2019, <https://www.theguardian.com/environment/2019/oct/16/today-we-pledge-to-give-the-climate-crisis-the-attention-it-demands> (23/04/2024).

« What Is Solutions Journalism? », Solutions Journalism Network, <https://www.solutionsjournalism.org/who-we-are/mission> (23/06/2024).

Zeldin-O'Neill Sophie, « "It's a crisis, not a change": the six Guardian language changes on climate matters », *The Guardian*, 16/10/2019, <https://www.theguardian.com/environment/2019/oct/16/guardian-language-changes-climate-environment> (03/04/2024)

Archives

Durant I., Josse D., Morael J., (1995, 15 décembre), « Note du SF au CF relative au projet d'un nouveau journal d'Ecolo et cahier des charges », Fonds Gérard Piroton, Centre d'archives Etopia.
Ruwet André, (1996, 12 avril), Courrier concernant le groupe d'orientation du nouveau magazine d'écologie politique, Fonds Gérard Piroton, Centre d'archives Etopia.

« Imagine Magazine - quelques repères », décembre 2001, Fonds Gérard Piroton, Centre d'Archives Etopia.

J.Bauduin, P.Defeyt, B.Ernst (2000, 20 décembre), Documents relatifs au conflit entre A. Ruwet et l'équipe dirigeante d'Ecolo concernant son rôle de rédacteur en chef, Fonds Gérard Piroton, Centre d'archives Etopia.

Notes manuscrites sur les aspects du magazine et la structure du groupe d'orientation, Fonds Gérard Piroton, Centre d'archives Etopia.

Ruwet André, (1996, 12 février), Documents relatifs aux aspects concrets à donner au magazine, Centre d'archives Etopia.

Supports audios et vidéos

Anne-Sophie Novel dans, « Pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique », La Terre au carré, France Inter, 19/09/2022, <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/la-terre-au-carre/la-terre-au-carre-du-lundi-19-septembre-2022-6940553> (04/12/2023).

« Avion écologique : un vol peut-il devenir neutre en carbone ? », Y a pas de planète B, RTBF, Youtube, <https://www.youtube.com/watch?v=i-2IEGPb2nE> (05/03/2024).

« COP21 : les médias en font-ils trop ou pas assez ? », Le Secret des sources, *France Culture*, 05/12/2015, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-secret-des-sources/cop21-les-medias-en-font-ils-trop-ou-pas-assez-2843620> (01/08/2024).

« Interview de Jean-Baptiste Comby sur « La question climatique » », *Mediapart*, Youtube, <https://www.youtube.com/watch?v=rYaQKxul2OA> (01/08/2024).

« Journalisme en Europe et urgence climatique : l'heure des choix », *Assises européennes du journalisme*, Youtube, 06/12/2022, <https://www.youtube.com/watch?v=d3GyMNanjbQ> (19/01/2024)

« Les enjeux de la Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique », L'Atelier des médias, *RFI*, 17/09/2022, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/atelier-des-m%C3%A9dias/20220917-pr%C3%A9sentation-de-la-charte-pour-un-journalisme-%C3%A0-la-hauteur-de-l-urgence-%C3%A9cologique>, (12/12/2023).

« Le scandale de Mellery : l'histoire d'une mobilisation citoyenne », Youtube, 02/06/2024, <https://www.youtube.com/watch?v=KfHFh8EsNdM&t=300s> (01/08/2024).

NEW6S, <https://new6s.be/a-propos/new6s/> (23/02/2024).

« Notre argent réchauffe le climat ? », Y a pas de planète B, RTBF, Youtube, 18/05/2024, <https://www.youtube.com/watch?v=bulJiGFgpnY&t=26s> (08/06/2024).

« Notre ligne éditoriale », Tchak, 30/04/2020, <https://tchak.be/index.php/2020/04/30/tchak-ligne-editoriale/> (24/04/2024).

« The biggest story in the world podcast : Episode 2, An angle », *The Guardian*, 27/03/2015, <https://www.theguardian.com/environment/audio/2015/mar/27/podcast-biggest-story-climate-change-campaign-episode3-audio> (11/01/2024).

« The biggest story in the world podcast : Episode 7, Attacks », *The Guardian*, 07/05/2015, <https://www.theguardian.com/environment/audio/2015/may/07/podcast-biggest-story-psychology-episode7> (11/01/2024).

« The biggest story in the world podcast : Episode 12 : Impact », *The Guardian*, 19/06/2015, <https://www.theguardian.com/environment/audio/2015/jun/19/podcast-biggest-story-impact-episode12> (11/01/2024).

ANNEXES

Annexe 1 - Entretien semi-directif type destinée aux journalistes environnementaux

• **Formation journalistique**

-Quelles études avez-vous effectué ? Quels diplômes ?

-Avez-vous exercé une autre spécialité journalistique (autre que science et environnement)? Lesquelles ?

-Quand vous êtes-vous spécialisé dans les thématiques écologiques ? Comment ? Depuis combien de temps ?

• **Identité professionnelle**

-Vous considérez-vous comme un·e journaliste « engagé·e », « militant·e » ? Comment vous considérez-vous ? Pourquoi ?

-Êtes-vous perçus par vos collègues/votre rédaction en chef comme un·e journaliste « engagé·e », « militant·e » ? Comment vous perçoivent-ils ?

-Avez-vous le sentiment que cela influence votre manière de traiter vos sujets ? Comment ?

• **Pratiques éditoriales personnelles**

-Comment définirez-vous votre approche des enjeux écologiques dans votre pratique ?

-Cette approche a t-elle évolué au fil des années ? Comment ? Pourquoi ?

-Comment vous êtes-vous formés à ces enjeux ?

• **Rapport aux principes journalistiques**

-Selon vous, la question écologique est-elle un sujet comme les autres, et donc à traiter comme les autres ? Pourquoi ?

-Traitez des thématiques écologiques vous a t-il poussé à remettre en cause certains principes journalistiques ? (Objectivité, neutralité, balance, impartialité...) Pourquoi ? Comment ?

-Quelles conséquences cela a t-il sur votre pratique ? (Rapport aux sources, cadrage des sujets...)

• **Rapport à la rédaction en chef**

-parmi les obstacles qui demeurent vis-à-vis d'un meilleur traitement des sujets écologiques, les journalistes concernés évoquent le peu d'écoute ou la réticence des rédactions en chef pour ces thématiques. Est-ce une réalité à laquelle vous êtes confrontés ? De quelle manière ?

-avez-vous le sentiment de devoir lutter pour imposer vos sujets ? Comment ?

-certains de vos sujets ont-ils déjà suscité des réticences, lesquels ?

- **Pratiques éditoriales du média**

-Observez-vous une évolution des pratiques éditoriales au sein de votre média ? Lesquelles ? Depuis quand ?

-Par quoi et par qui ces évolutions ont-elles été motivées ?

-Selon vous, quels sont les obstacles qui subsistent au niveau de votre rédaction pour arriver à un traitement médiatique satisfaisant de la crise climatique ?

-La Charte met notamment en avant, la responsabilité des entreprises de presse dans le financement ou la publicité d'activités polluantes. Quel est votre regard sur cet aspect ? Vous êtes-vous déjà opposé aux choix économiques de votre direction d'entreprise qui vous paraissent en contradiction avec votre couverture éditoriale ?

-La Charte met également en avant l'importance de la formation des journalistes. Votre média a-t-il mis en place des formations ? Avez-vous le sentiment que les journalistes sont suffisamment formés à ces enjeux ?

- **Signature de la « Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique »**

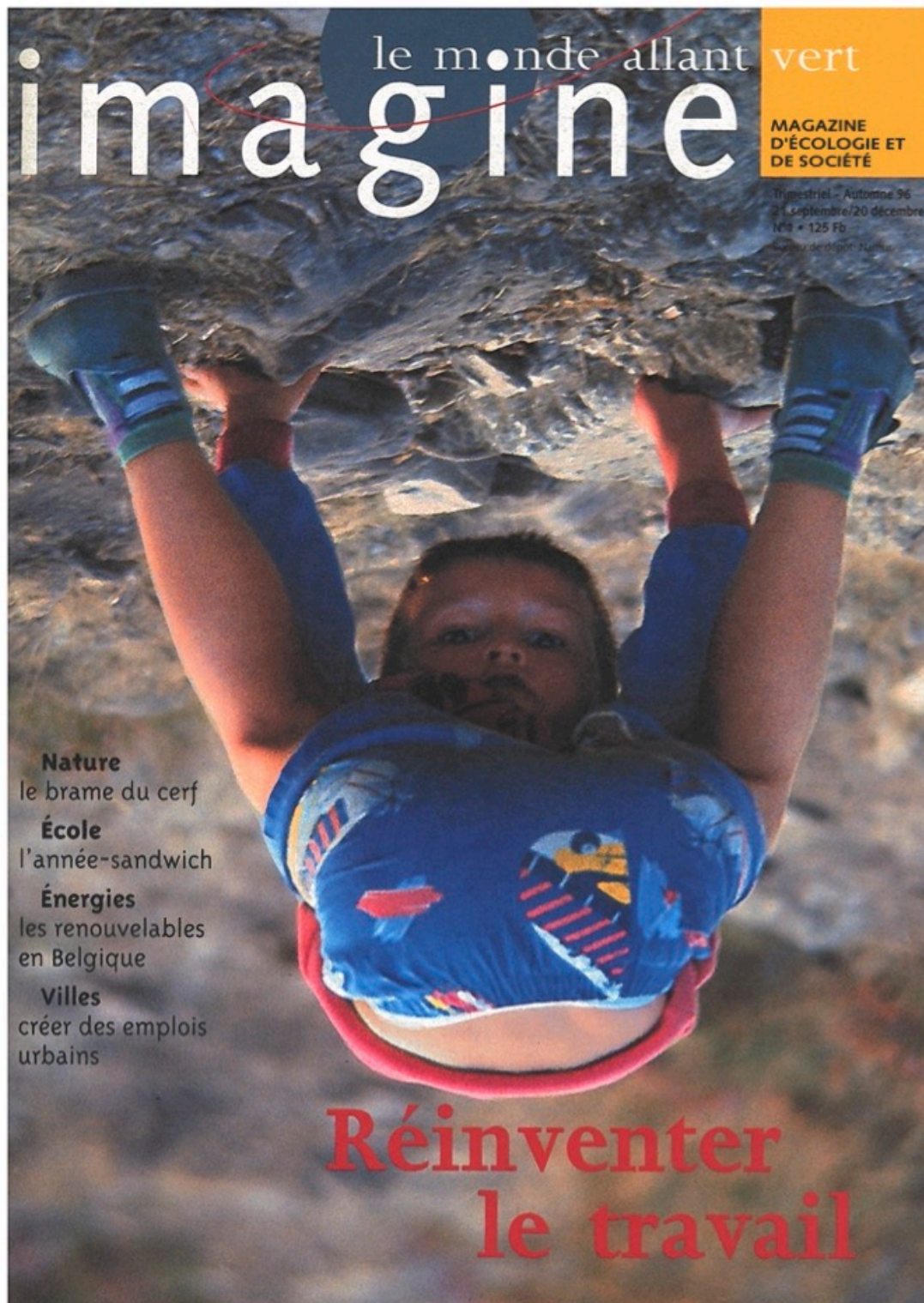
-pour quelles raisons avez-vous signé la « Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique » ?

-quels ont été les débats qui ont animé le choix ou non de la signature par la rédaction ?

Annexe 2 - Profil des journalistes interrogés

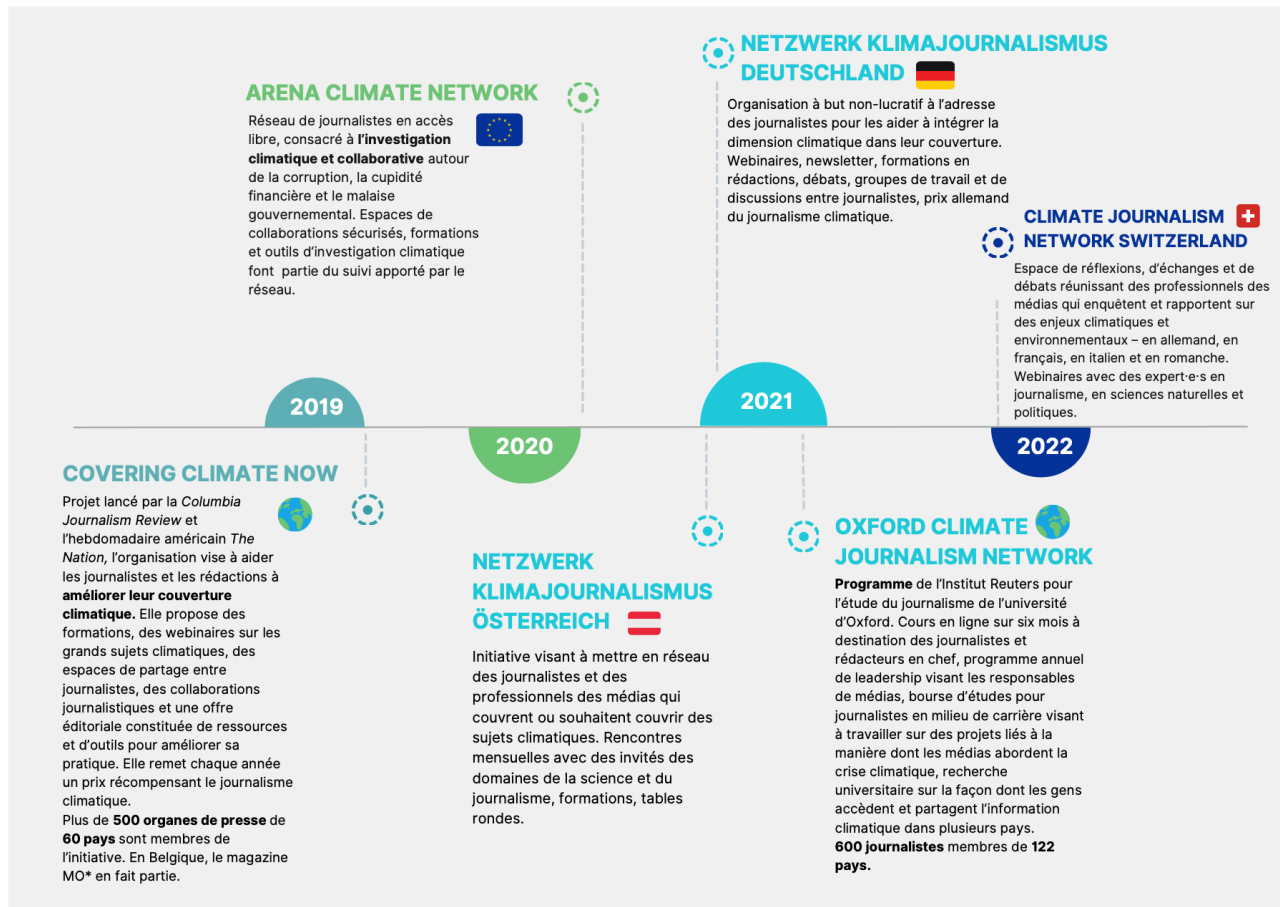
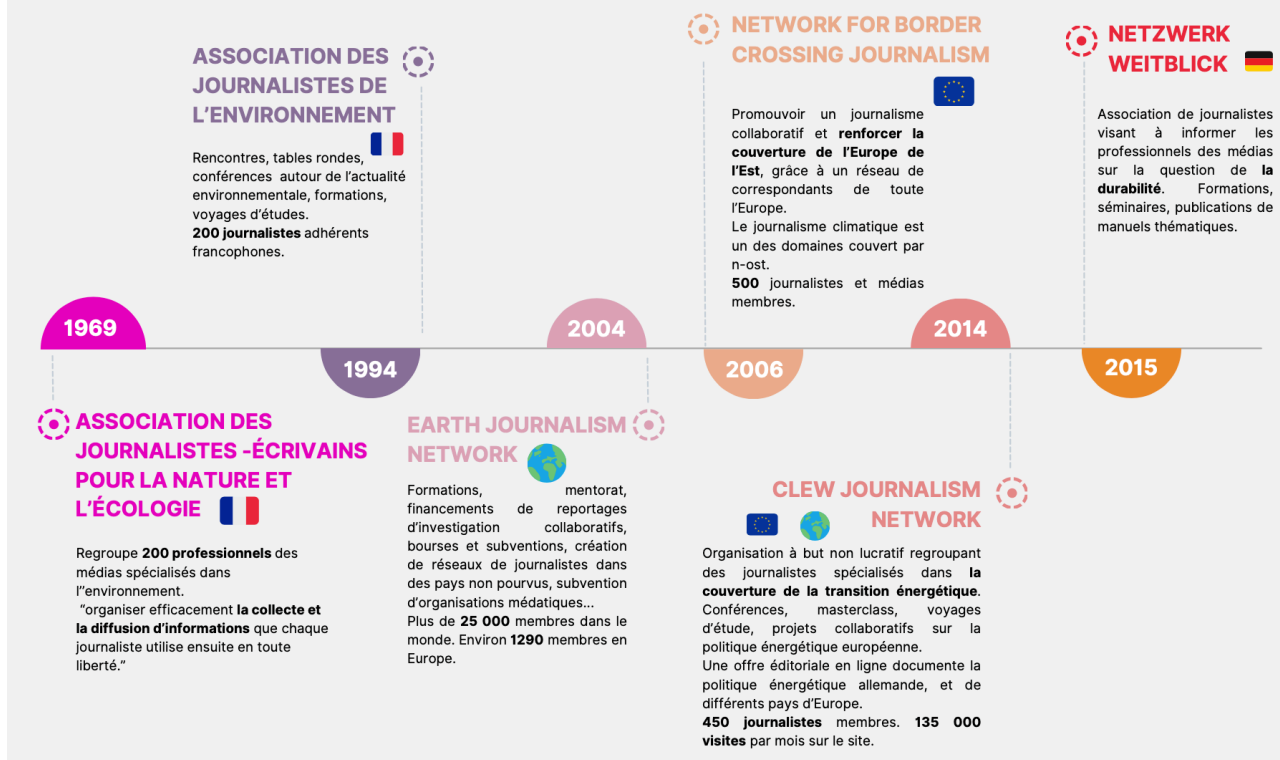
INTERVIEWÉ.ES	SPÉCIALITÉ ET MÉDIA	DATE D'ENTRÉE DANS LE MÉDIA	DATE DE SPÉCIALISATION EN "ENVIRONNEMENT"	SIGNATAIRE DE LA CHARTE FRANÇAISE
Michel De Muelenaere	Journaliste au quotidien <i>Le Soir</i> (climat, écologie, transition...) et chef adjoint du Pôle Planète	1992	2008	Non
Gwenaëlle Dekegeleer	Journaliste à la RTBF, membre de la cellule Impact	2006	Périodiquement depuis 2008-2010 (émissions "Planète Nature" et "Le Jardin Extraordinaire") Depuis 2017, véritable approfondissement de la thématique.	Oui
Johanne Montay	Responsable éditoriale "Sciences, santé, innovation, environnement" à la RTBF	1991	2021	Non
Jean-Pierre Jacqmin	Directeur de l'Information et des Sports à la RTBF	/	/	Non
Gilles Toussaint	Journaliste à <i>La Libre</i> , chef du pôle International et responsable de la rubrique Planète.	1998	2007	Oui
Frédéric Rohart	Journaliste à L'Écho en charge des politiques de l'Union Européenne (service Économie et Politique)	2006	Frédéric Rohart n'est pas spécialisé sur ces thématiques mais il les traite régulièrement.	Oui
Hugues Dorzée	Rédacteur en chef du trimestriel <i>Imagine demain le monde</i>	2013	2013	Oui
Anne-Sophie Bailly	Rédactrice en chef de l'hebdomadaire <i>Le Vif</i>	/	/	Non
Thierry Denoël	Journaliste au <i>Vif</i>	1999	2018	Non
Philippe Lamotte	Ex-journaliste au <i>Vif</i> . Ex-journaliste indépendant.	1992-2008 : <i>Le Vif</i> 2008-2020 : indépendant (<i>En Marche</i> , <i>Valériane</i> ...)	1992	Oui

*Annexe 3 - Couverture du premier numéro du magazine Imagine le monde allant vert (1996),
Centre d'archives Etopia*



Annexe 4 - Panorama des réseaux de journalisme environnemental en Europe

Réseaux de journalisme environnemental à travers l'Europe



Annexe 5 - « The Guardian's environmental pledge », 2019



We want the Guardian to play a leading role in reporting on the environmental catastrophe. So today at the Guardian we commit to the following:

[Support the Guardian](#)

It's time to act

[Read more
from our editors](#)

"The Guardian will give the climate crisis the attention it demands"

- **We will continue our longstanding record of powerful environmental reporting, which is known around the world for its quality and independence.** In April 2019, the Columbia Journalism Review said, 'For some time now, by far the best daily reporting on climate change has come from the Guardian, which covers the science, politics, economics, and health aspects throughout the world with great force and clarity.' We will prioritise and give prominence to environmental journalism from The Guardian and Observer, bringing you the news and information you need. Our reporting on the environment, from our international team, will never be influenced by commercial or political interests and will always be rooted in scientific fact.

- **We will report on how environmental collapse is already affecting people around the world, including during natural disasters and extreme weather events.** We will bring you the world's leading voices on the climate crisis, and we will cover issues across food, travel and lifestyle in order to help readers live sustainably. We will undertake investigations into the economic and political structures that underpin the carbon economy, and examine the role the climate crisis plays in many other critical issues - including inequality, migration and the battle over scarce resources.

- **We will use language that recognises the severity of the crisis we're in.** In May 2019, the Guardian updated its style guide to introduce terms that more accurately describe the environmental crises facing the world, using "climate emergency, crisis or breakdown" and "global heating" instead of "climate change" and "global warming". We want to ensure that we are being scientifically precise, while also communicating clearly with readers on the urgency of this issue.

- **The Guardian will achieve net zero emissions by 2030.** We are developing a detailed plan for how to achieve this, involving a full audit of our emissions. Our priority will be to reduce our carbon footprint meaningfully and permanently.

- **We will be transparent with our progress.** We have announced today that we have become the first news organisation to acquire BCorp certification, which means joining a community of businesses from across the globe who openly commit to driving positive societal change. This is an important milestone in public transparency and accountability for our global environmental footprint.

- **We will no longer accept advertising from fossil fuel extractive companies** on any of the Guardian's websites and apps, nor in the Guardian, Observer and Guardian Weekly in print. This includes any business primarily involved in extracting fossil fuels, including many of the world's largest polluters. Our decision is based on the decades-long efforts by many in the industry to prevent meaningful climate action by governments around the world.

Environmental journalism from the Guardian and the Observer has a powerful impact around the world and we have received financial support from readers in more than 180 countries. This support means we can keep Guardian journalism accessible to everyone. We hope you will consider supporting Guardian journalism today with a contribution or subscription – every form of support, however big or small, is so valuable for our future.

Annexe 6 - La Charte du Climate Journalism Network Germany & Austria, 2022

Charter of the Climate Journalism Network Germany

The climate crisis already touches all areas of our lives — and thus all areas of journalism. Climate journalism explains the crisis and shows causes, consequences and solutions.

The climate crisis is not one topic but — like democracy and human rights — is one dimension of every topic. Climate journalism is therefore not limited to individual events and cannot take place solely within narrow departmental and jurisdictional boundaries.

Climate journalism draws on the findings of social and natural sciences in an interdisciplinary manner, keeps an eye on other ecological crises such as species extinction, and is guided by the best research. In light of the urgency of the crisis, climate journalism constructively points out solutions and critically evaluates them to foster informed democratic discourse.

Climate journalism needs supportive structures. Publishers and broadcasters bear responsibility on different levels: they should provide training and education for their editorial teams and divest from fossil fuels and corresponding advertisements.

Dependence on fossil fuels drives wars and conflicts. Climate journalism makes this transparent and shows pathways to global climate justice. It illuminates the causes of social inequality and the effects of the climate crisis along lines of background, wealth, gender and other demographics.

Short-term economic interests jeopardize the medium- and long-term interests of humanity and nature. Climate journalism avoids „false balance“ and exposes the evasive and deceptive tactics of individuals, corporations and organizations.

The climate crisis is human-caused. Fundamental changes in our ways of living and doing business are needed immediately to limit global warming. The Global North bears historical responsibility for the climate crisis through colonialism and the growth paradigm of its economies. Climate journalism acknowledges this and confronts those responsible with the fact that they are steering the world into an irreversible catastrophe if they do not act decisively in the coming years.

Climate journalism makes clear that the climate crisis also threatens democracy and fundamental rights. The Paris Climate Agreement of 2015 and the German Federal Constitutional Court's „climate ruling“ of 2021 are guiding principles and guardrails for climate journalism. In combination with the press laws of Germany's federal states and its constitution, this obliges us to engage in climate journalism.

In view of this, climate journalism contributes — by educating the public — to a clear ethical and ecological goal: the preservation of the basis of life for all living beings on this planet.

May 2023

Climate Code: Guidelines for the editorial handling of the climate crisis

Preamble

The “Klima-Kodex” (English: Climate Principles) serves as a guideline for appropriate, clear and constructive reporting on the climate crisis. By implementing it, media outlets are responding to the increased interest in climate reporting [1] of their audiences. The principles do not interfere with editorial independence. The weighting and all editorial decisions are the responsibility of the respective medium.

Climate Principles

1. The climate crisis is, together with biodiversity loss [2], the most urgent crisis [3] of this century. It endangers our livelihoods [4] and is therefore a top priority. A stable climate is a prerequisite for a safe and peaceful coexistence [5].
2. [The medium] acknowledges the scientific facts about climate change and considers them as a dimension across departments and topics. Climate reporting needs adequate space and resources.
3. [The medium] meets the challenge of reporting appropriately on the climate and biodiversity crisis on the basis of scientific findings. In addition to the consequences of global warming, it also shows different solutions and possible courses of action.
4. Climate journalism is not activism.
5. [The medium] ensures that images and words do justice to the extent and consequences of the climate crisis. Events that can be traced back to anthropogenic global warming are not played down.

For all the points mentioned, corresponding scientific sources can be found on the next page.

Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique

Le consensus scientifique est clair : la crise climatique et le déclin rapide de la biodiversité sont en cours, et les activités humaines en sont à l'origine. Les impacts sur les écosystèmes et les sociétés humaines sont généralisés et, pour certains, irréversibles. Les limites planétaires sont dépassées l'une après l'autre, et près de la moitié de l'humanité vit déjà en situation de forte vulnérabilité.

Dans son sixième rapport, le Groupe d'experts inter-gouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) insiste sur le rôle crucial des médias pour « cadrer et transmettre

les informations sur le changement climatique ». Il appartient à l'ensemble des journalistes d'être à la hauteur du défi que représente l'emballement du climat pour les générations actuelles et à venir. Face à l'urgence absolue de la situation, nous, journalistes, devons modifier notre façon de travailler pour intégrer pleinement cet enjeu dans le traitement de l'information.

Tel est l'objet de la présente charte. Nous invitons donc la profession à :

- 1 Traiter le climat, le vivant et la justice sociale de manière transversale**
Ces sujets sont indissociables. L'écologie ne doit plus être cantonnée à une simple rubrique ; elle doit devenir un prisme au travers duquel considérer l'ensemble des sujets.
- 2 Faire œuvre de pédagogie**
Les données scientifiques relatives aux questions écologiques sont souvent complexes. Il est nécessaire d'expliquer les ordres de grandeur et les échelles de temps, d'identifier les liens de cause à effet, et de donner des éléments de comparaison.
- 3 S'interroger sur le lexique et les images utilisées**
Il est crucial de bien choisir les mots afin de décrire les faits avec précision et rendre compte de l'urgence. Éviter les images éculées et les expressions faciles qui déforment et minimisent la gravité de la situation.
- 4 Élargir le traitement des enjeux**
Ne pas renvoyer uniquement les personnes à leur responsabilité individuelle, car l'essentiel des bouleversements est produit à un niveau systémique et appelle des réponses politiques.
- 5 Enquêter sur les origines des bouleversements en cours**
Questionner le modèle de croissance et ses acteurs économiques, financiers et politiques, et leur rôle décisif dans la crise écologique. Rappeler que les considérations de court terme peuvent être contraires aux intérêts de l'humanité et de la nature.
- 6 Assurer la transparence**
La défiance à l'égard des médias et la propagation de fausses informations qui relativisent les faits, nous obligent à identifier avec précaution les informations et les experts cités, à faire apparaître clairement les sources et à révéler les potentiels conflits d'intérêts.
- 7 Révéler les stratégies produites pour semer le doute dans l'esprit du public**
Certains intérêts économiques et politiques œuvrent activement à la construction de propos qui trompent la compréhension des sujets et retardent l'action nécessaire pour affronter les bouleversements en cours.
- 8 Informer sur les réponses à la crise**
Enquêter avec rigueur sur les manières d'agir face aux enjeux du climat et du vivant, quelle que soit leur échelle d'application. Questionner les solutions qui nous sont présentées.
- 9 Se former en continu**
Pour avoir une vision globale des bouleversements en cours et de ce qu'ils impliquent pour nos sociétés, les journalistes doivent pouvoir se former tout au long de leur carrière. Ce droit est essentiel pour la qualité du traitement de l'information : chacun-e peut exiger de son employeur d'être formé-e aux enjeux écologiques.
- 10 S'opposer aux financements issus des activités les plus polluantes**
Afin d'assurer la cohérence du traitement éditorial des enjeux du climat et du vivant, les journalistes ont le droit d'exprimer sans crainte leur désaccord vis-à-vis des financements, publicités et partenariats média liés à des activités qu'ils jugent nocives.
- 11 Consolider l'indépendance des rédactions**
Pour garantir une information libre de toute pression, il est important d'assurer leur autonomie éditoriale par rapport aux propriétaires de leur média.
- 12 Pratiquer un journalisme bas carbone**
Agir pour réduire l'empreinte écologique des activités journalistiques, en utilisant notamment des outils moins polluants, sans pour autant se couper du nécessaire travail de terrain. Inciter les rédactions à favoriser le recours aux journalistes locaux.
- 13 Cultiver la coopération**
Participer à un écosystème médiatique solidaire et défendre ensemble une pratique journalistique soucieuse de préserver de bonnes conditions de vie sur Terre.

chartejournalismeecologie.fr

Annexe 9 - Schéma des journalismes transformatifs par Michael Brüggemann, Jannis Frech, Torsten Schäfer, 2022

